

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Stéphane JUST
Elections législatives et luttes des classes

■ Daniel ROBIN
**LE COMITE CENTRAL DE L'OCI DES
3, 4 ET 5 SEPTEMBRE 1977**

■ Rapport présenté au Comité central sur la
formation des militants et des cadres

■ César CORTE
Les fronts populaires contre la révolution
3^e partie : Aujourd'hui, l'Union de la gauche.

■ Denis COLLIN
Gauchisme d'hier et d'aujourd'hui

■ Michel LANCRAY
La dictature du prolétariat et la bureaucratie du
Kremlin (1^{re} partie)

Octobre 1977 Prix 8 F

N^o **578**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

élections législatives

Numéro 578 - Octobre 1977

SOMMAIRE

luttons des classes

3 — ■ Stéphane JUST

Elections législatives et luttons des classes

19 — ■ Daniel ROBIN

par Stéphane JUST
LE COMITE CENTRAL DE L'OCI DES 3, 4 ET 5 SEPTEMBRE 1977

37 — ■ Rapport présenté au Comité central sur la formation des militants et des cadres

55 — ■ César CORTE

Les fronts populaires contre la révolution
3^e partie : Aujourd'hui, l'Union de la gauche

73 — ■ Denis COLLIN

Gauchisme d'hier et d'aujourd'hui

95 — ■ Michel LANCRAVY

La dictature du prolétariat et la bureaucrate du Kremlin (1^{re} partie)

Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois de décembre 1977, sera mis en vente le lundi 28 novembre 1977.

STATE

of the State of New York

IN SENATE

January 1, 1910

REPORT

OF THE

COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE

FOR THE YEAR 1909

ALBANY: J.B. LIPPINCOTT COMPANY, PRINTERS, 1910.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
A CINQ MOIS
D'UNE ECHEANCE POLITIQUE CENTRALE
DANS LA LUTTE DES CLASSES
EN FRANCE

élections législatives et luttons des classes

par Stéphane JUST

Il est impossible de prévoir strictement le développement des événements, leurs formes précises, leurs rythmes stricts. Trotsky écrivait que la théorie, le pronostic politique ne sont pas des traites tirées sur l'avenir, que l'histoire n'aurait plus qu'à honorer. Ce sont des guides, un armement pour l'action. Les événements politiques, la lutte des classes, sont faits par des classes, des organisations, des hommes vivants, au cours d'affrontements, de luttons, qui ne peuvent être, pas plus que leurs résultats prévus mathématiquement, bien qu'ils soient déterminés. L'histoire est un processus vivant.

Tenant compte de cela on peut néanmoins affirmer que l'année politique qui s'est ouverte à la rentrée de septembre aura, en France, une importance exceptionnelle. Toutes les données qu'il est possible d'avoir et d'apprécier indiquent que la crise de tous les rapports bourgeois approche du point de rupture où elle se transformera qualitativement et où s'ouvrira la crise révolutionnaire.

Contre les affirmations à prétentions théoriques de Staline qui donnait une interprétation mécanique de l'unité mondiale de la lutte des classes, Trotsky expliquait que le particulier contenait et exprimait le général. Il insistait sur l'importance des particularités et traditions nationales au cours du déroulement concret de la lutte des classes, et donc de la tactique à suivre. La France a certaines traditions politiques qui résultent de son histoire, dont le parlementarisme, l'importance capi-

tale attribuée aux élections. La classe ouvrière, les masses exploitées n'échappent pas à ces traditions. Le plus souvent, la bourgeoisie les a utilisées pour amortir la lutte de classe du prolétariat, et diluer sa conscience de classe. Le parlementarisme bourgeois, l'électoratisme sont fondés sur la conception qu'avant tout chaque homme, chaque femme, est un citoyen quelle que soit la classe ou la catégorie sociale à laquelle il appartient. Par là même, le parlementarisme, l'électoratisme assurent la

domination de la classe dominante, la bourgeoisie ; c'est une des formes de la dictature de la bourgeoisie. Mais ce n'est pas sans contradictions. Longtemps la bourgeoisie s'est opposée au suffrage universel. Elle tremblait à l'idée que le prolétariat pouvait avoir à l'intérieur de ses parlements une importante représentation. En effet, les partis ouvriers pouvaient utiliser les élections et le parlement comme moyen et comme terrain d'agitation politique, comme tribune, comme moyen de développer la conscience de classe des masses, et l'organisation du prolétariat, mais il fallait que ces partis ne jouent pas le jeu, ne se plient pas au parlementarisme, à l'électoratisme. S'adaptant à la société bourgeoise, non seulement au parlement mais partout ailleurs, ils ont joué ce jeu. Ils ont amorti la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées en utilisant le parlementarisme, l'électoratisme.

Il reste que le prolétariat a dû conquérir de haute lutte le suffrage universel, le droit d'avoir au moyen de l'élection de députés de ses partis sa propre représentation au parlement. Cette conquête politique a contribué à l'organiser en tant que classe et à lui donner une possibilité de s'exprimer nationalement sur le plan politique : la conquête du suffrage universel lui a aussi permis de conquérir des municipalités qui ont été très souvent, et devraient être toujours, des points d'appui pour ses luttes de classe. Dans un pays comme la France cette tradition marque profondément le prolétariat. Ainsi en 1936, la montée de l'action du prolétariat s'orientant vers la révolution, a trouvé son expression politique nationale au cours des élections législatives d'avril. Les succès électoraux de la SFIO et surtout du PCF ont résulté de la volonté du prolétariat d'aller vers un changement radical. Ces résultats électoraux ont donné à la classe ouvrière une grande assurance en son action de classe, selon ses méthodes ; ils ont prélué à la

grève générale de juin 1936, ce qui était en contradiction absolue avec la politique du Front populaire. Par contre les dirigeants des partis ouvriers SFIO et PCF ont disloqué la grève générale au nom du Front populaire et du parlementarisme.

Les élections présidentielles de mai 1974 ont aggravé l'état d'agonie de la V^e République. Cette agonie a commencé en avril 1969 lorsque de Gaulle a été battu au référendum dont il espérait qu'il lui donnerait les moyens politiques d'organiser le corporatisme. Il dut se démettre. Or la défaite de De Gaulle était la conséquence de la grève générale de mai-juin 1968. En mai 1974 Giscard d'Estaing n'obtenait que quelques centaines de milliers de voix de plus que François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste. L'effondrement de l'UDR, que la bourgeoisie abandonnait pour soutenir Giscard d'Estaing, le succès politique du premier secrétaire du PS se conjuguait : la liquidation de la V^e République était désormais à l'ordre du jour.

POUR UNE MAJORITE PS-PCF A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Les processus qui se déroulent à l'intérieur des masses profondes, des grèves, des luttes, de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées sur le terrain de la lutte de classe directe, préparent les grands bouleversements dans l'action et la conscience de classe du prolétariat et dans les rapports entre les classes. Mais la lutte politique du prolétariat ne peut se déployer pleinement sans un objectif national, centralisateur, exprimant sa volonté d'en finir avec le système politique en place et qui lui donne les moyens de poser sa candidature au pouvoir politique.

C'est à cette exigence politique que répondait l'agitation pour que le parti socialiste et le PCF appellent les masses à se mobiliser pour en finir

avec l'Assemblée nationale élue en mars 1973, dont la majorité que domine l'UDR-RPR a été maintes fois désavouée par le suffrage universel : aux élections présidentielles, au cours de toutes les élections législatives partielles, aux élections cantonales de mars 1976, et de façon éclatante au élections municipales de mars 1977.

L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac, a ouvert la phase finale de l'agonie de la V^e République. Cette appréciation que portait l'OCI dès septembre 1976 a, tout au cours de la dernière année politique, eu d'éclatantes confirmations. Au lendemain des élections municipales, la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1973 pouvait être imposée : la V^e République vacillait. Quel meilleur témoin que le Président de la V^e République, Giscard d'Estaing lui-même. Au cours de son discours de Carpentras le 8 juillet il déclarait :

« Et maintenant parlons de nous. D'abord de nos problèmes. Le printemps avait mal commencé. La confiance était accordée au gouvernement du bout des lèvres. Les spécialistes, ravis de l'aubaine, répandaient des rumeurs de crise. On pouvait se demander si les vieux démons n'allaient pas renaître et si les querelles des partis n'organiserait pas à nouveau l'impuissance de l'Etat. Pour faire face à cette situation, j'ai fait fonctionner les institutions de la V^e République et j'ai utilisé les ressources qu'elles comportent.

« J'ai prévenu l'Assemblée qu'elle serait dissoute si elle renversait le gouvernement. La question de confiance a été posée sur l'élection de l'Assemblée européenne. Et il n'y a pas eu de crise. Aujourd'hui le ciel paraît s'éclaircir. Salutaire, éloquente leçon. Ce qui protège la France du retour au régime des partis, ce qui l'empêche de se dissoudre dans l'impuissance,

ce ne sont pas les déclarations des hommes, ce sont les institutions que nous nous sommes données. Je les mettrai en œuvre chaque fois que cela est nécessaire. »

Monsieur Giscard d'Estaing en témoigne : au printemps, la dissolution de l'Assemblée nationale était à l'ordre du jour, en conséquence des élections municipales qui ont amené les déchéirements des partis qui sont le sang et la chair de la V^e République et de ses institutions. Monsieur Giscard d'Estaing se vante : ce n'est pas lui qui a évité la dissolution de l'Assemblée nationale en menaçant d'y avoir recours ; ce sont les dirigeants du Parti socialiste et du PCF, surtout ces derniers, qui ont réussi à faire que le gouvernement Giscard-Barre se survive, que l'Assemblée nationale désavouée et dont la « majorité » se décompose, survive. On se rappelle les déclarations des « vainqueurs » des élections municipales : celles prudentes de François Mitterrand remettant aux bons soins du président de la République une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale ; celles bien affirmatives de Georges Marchais s'opposant à toute dissolution et estimant que cette Assemblée nationale devait aller jusqu'au bout de son mandat. C'est ainsi que, en dépit de la défaite électorale des partis de la V^e République et de Giscard d'Estaing, cette Assemblée nationale a survécu.

La volonté d'éviter la dissolution de l'Assemblée nationale procède de la farouche volonté de sauver, coûte que coûte, la V^e République et ses institutions.

Après que les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats soient parvenus en juin 1968, à disloquer la grève générale, la dissolution de l'Assemblée nationale sauvait, ou plutôt donnait un sursis à de Gaulle et à la V^e République. Le mouvement de classe du prolétariat était liquidé au profit du fonctionnement régulier des institutions de la V^e

République ; en ce sens ces élections étaient des élections-traïsons, inéluctablement les vainqueurs ne pouvaient être que les représentants les plus authentiques du régime, principalement l'UDR. Après les élections présidentielles de 1974, la dissolution de l'Assemblée nationale aurait eu un sens totalement inverse : c'est en conséquence d'une défaite politique du régime, de ses principaux représentants, et comme sanction de celle-ci que cette dissolution serait intervenue. A bien plus forte raison en était-il ainsi au lendemain des élections municipales.

On ne peut exclure que la crise du régime prenne brutalement une telle intensité que la dissolution de l'Assemblée nationale devienne inévitable. Néanmoins, plus s'approche le terme légal du mandat de l'Assemblée nationale, moins cette éventualité est probable. En permettant que ce terme soit atteint, un choc supplémentaire a été évité au régime. L'échéance des élections législatives approche pourtant. Elle s'avère redoutable pour le gouvernement, le président de la République, la V^e République, ses institutions, ses partis qui forment un ensemble indissociable. Les échéances électorales sont toujours en France des événements politiques majeurs, dont les raisons ont été expliquées plus haut. Les masses les ont utilisées en 1936 pour se rassembler derrière leurs partis et s'affirmer nationalement comme une force politique majeure. Au cours des prochaines élections législatives, le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse qui dispose du droit de vote, voteront massivement pour leurs partis, les partis ouvriers, le PS et le PCF, d'autant que la loi électorale leur permet de le faire en dépit de l'« Union de la gauche ». Le PCF et le PS peuvent obtenir la majorité des suffrages et l'écrasante majorité des sièges à l'Assemblée nationale qui sera élue aux prochaines élections législatives.

L'Organisation communiste inter-

nationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) se prononce et combat sans équivoque, inconditionnellement, pour une majorité de députés des partis ouvriers, le PS et le PCF, à la prochaine Assemblée nationale.

Pourquoi ? Alors même que le système politique en place est la démocratie parlementaire, une majorité des partis ouvriers au Parlement pose inéluctablement comme une possibilité immédiatement saisissable la constitution d'un gouvernement de ces partis, et au-delà celle du régime. Mais en outre, le régime politique actuel n'est pas un régime parlementaire : la V^e République est un système politique bonapartiste, bâtard de la décadence du capitalisme. L'appareil d'Etat échappe à tout contrôle parlementaire. L'élection du président de la République au suffrage universel signifie que le pouvoir d'Etat, l'Etat sont indépendants du Parlement. L'Etat est pénétré à tous les niveaux par les aventuriers, — comme le disait Marx, la bourgeoisie leur a abandonné son pouvoir politique pour sauver sa domination sociale — en l'occurrence l'UDR-RPR et à un moindre degré les autres partis de la V^e République. L'Assemblée nationale n'est pas un Parlement au sens véritable du terme, mais une couverture de l'Etat, du pouvoir exécutif, de la bande des prébendiers qui ont pénétré tous les rouages de l'appareil d'Etat. Elle leur est subordonnée, mais elle les couvre et leur est indispensable. Il ne peut y avoir contradiction entre les détenteurs du pouvoir d'Etat tel qu'il est, les institutions de la V^e République, ceux qui les font fonctionner et font corps avec elles, et la majorité parlementaire, cette contradiction est explosive et les institutions de la V^e République seraient en cause.

Le fonctionnement normal de la V^e République et de ses institutions est incompatible avec une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

LE VENT DE LA DEFAITE

Giscard d'Estaing n'a pas renoncé au rêve de concilier la V^e République et ses institutions, et une modification de la majorité qui les couvre à l'Assemblée nationale. Cette majorité éliminerait une partie du RPR, ou celui-ci dans son ensemble, et inclurait le Parti socialiste. Son discours de Carpentras prouve qu'il poursuit toujours cette idée.

Ayant affirmé que « la majorité de 1974 gagnera en 1978 », il conclut :

« Mon premier devoir aujourd'hui, celui qui l'emporte sur tous les autres, c'est de garder l'unité nationale et de tout faire pour la maintenir. Or je constate que l'application du programme commun, en raison même de son objectif qui est d'imposer à l'autre moitié de la France qui n'en veut pas, un changement brutal de société, approfondirait la coupure de la France en deux. Sans doute le balancier changerait de côté mais le fossé s'agrandit encore. Aussi après le succès de ceux qui me soutiennent, succès dont chacun voit que c'est une condition nécessaire, je prendrai les initiatives propres à atténuer cette coupure et à débrider enfin cette plaie de la division où s'épuise la vigueur de la France. »

Giscard d'Estaing ne parvient pas à se sortir d'une contradiction insoluble. Il proclame, comme au lendemain de son élection à la présidence de la République qu'après les élections législatives il prendra « les initiatives propres à atténuer cette coupure et à débrider enfin cette plaie de la division », en d'autres termes, qu'il pratiquera « l'ouverture à gauche ». Mais il lui faut engager la bataille électorale pour que la « majorité » de 1974 gagne en 1978. Encore qu'il introduise une distinction remarquable : Il ne s'agit pas de la majorité élue aux élections légis-

latives de 1973 que dominait l'UDR-RPR, mais de « la majorité qui m'a élu en 1974 » en conséquence de l'écrasement de l'UDR. Mais au cours de la préparation de ces élections législatives, Chirac impose ses conditions politiques. Au premier tour, dans la plupart des cas, il n'y aura pas de candidature unique, chaque formation politique « de la majorité » de l'Assemblée nationale élue en 1973 présentera ses candidats.

« L'ACTUELLE MAJORITE PARLEMENTAIRE NE MERITE PAS... »

De même il n'y aura pas, ainsi que le voulait Giscard d'Estaing, « un programme d'action pour la législature », mais une simple déclaration de « principe », chaque parti ayant son propre programme et le défendant. Le RPR, mieux structuré, mieux organisé, menant une agitation politique forcenée contre la menace qui plane sur les institutions, la révolution qui s'avance, somme toute une agitation correspondant aux problèmes qui se posent, espère être au premier tour en tête des formations de la V^e République, et sauvegarder au second le plus possible des sièges qu'il détient.

Le caractère de plus en plus vétilleux de la politique de Giscard d'Estaing, de forçant du RPR, traduisent le fait que la V^e République ne peut avoir qu'une seule majorité parlementaire, que le RPR domine. Alexandre Sanguinetti l'exprime clairement lorsqu'il déclare récemment à l'hebdomadaire « Le Point » : « l'actuelle majorité parlementaire ne mérite pas de remporter les élections » et lorsqu'il souligne que l'élargissement constant de cette majorité à des groupes qui n'étaient pas initialement de la majorité de la V^e République amène à la destruction de ce système politique : en d'autres termes passer de la majorité de 1973 à celle des élections présidentielles de 1974.

LA « MISE A JOUR » DU PROGRAMME COMMUN ET LE PCF

Plus que tout autre parti, le PCF ou plutôt ses dirigeants, son appareil, ont conscience qu'une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale est incompatible avec le maintien de la V^e République et de ses institutions. Affirmant que l'Assemblée nationale ne devait pas être dissoute, le PCF, dès après les élections municipales, s'est lancé dans une campagne sans précédent depuis des années et des années contre le PS. « La mise à jour du Programme commun » en a été le prétexte. Clarifier cet aspect de la politique du PCF a une grande importance politique. Le PCF fait paraître à la veille du débat entre François Mitterrand et Raymond Barre le « chiffrage », selon lui, du programme commun de gouvernement ». « L'Union de la gauche », François Mitterrand et les dirigeants du PCF n'entendent pas officiellement mettre en cause le mode de production capitaliste ; il est évident qu'imposer cette charge à ce mode de production, dont le moteur est le profit et alors qu'il est en crise, ne peut qu'aggraver cette crise. C'était donner la partie belle à Raymond Barre contre Mitterrand. Ce n'était qu'un début.

Tard dans la nuit du 29 juillet les délégations du PCF, du PS et du MRG publièrent des déclarations à propos des discussions qui se poursuivaient depuis deux mois sur « la mise à jour du Programme commun ». Voici l'essentiel de celle de la délégation du PCF :

« Elle porte une appréciation positive sur le travail accompli... Cette discussion a permis de réaliser des progrès significatifs dans la mise à jour et à parvenir à un certain nombre de positions communes, portant notamment sur les différentes mesures sociales sur l'emploi, la santé, le cadre de

vie, l'école, les dispositions en faveur de la femme, de la famille, sur la politique économique, les libertés, la politique extérieure.

« Sur le dernier aspect, les bases générales d'un accord sur la politique de défense nationale ont été dégagées ; celle-ci reposera sur un grand effort en faveur du désarmement général, sur le maintien de l'armement nucléaire français, sur une stratégie de dissuasion au sens strict permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit, sur le refus de s'associer à la constitution de toutes nouvelles organisations militaires intégrées. Il reste à préciser les différentes formulations de ce texte sur lequel les représentants du parti socialiste ont déclaré que la direction de leur parti s'engagera clairement.

« Cela dit, des divergences subsistent sur un certain nombre de problèmes et notamment sur des questions importantes comme les mesures sociales, les nationalisations, l'impôt sur le capital, le calendrier d'application du Programme commun. Il reste donc à faire pour créer toutes les conditions d'un bon accord, car il est évident qu'un tel accord suppose que soient définies des solutions communes satisfaisantes sur toutes ces questions, sans en laisser aucune de côté. »

Ainsi, tout n'était pas terminé, mais il semblait pourtant que le train était sur les bons rails. Le 4 août, Marchais revenant de vacances, au cours d'une interview à TF 1, remet toute la sauce. Tout y passe : le SMIC à 2 200 F par mois pour 40 h de travail qu'il faudra porter en fonction de la hausse des prix à 2 400 F en mars 1978 ; la réduction de un à cinq de l'éventail des salaires, les nationalisations ; enfin récent partisan de l'armement atomique de la France, le PCF exige une défense tous azimuts.

Et depuis, la campagne à laquelle les « mass media », presse, radio, télé-

vision apportent, et pour cause, un généreux concours, ne cesse de s'amplifier. Enfin, en réponse à François Mitterrand qui affirme s'en tenir au Programme commun de gouvernement, le PCF publie le 5 septembre à six millions d'exemplaires un numéro spécial de « L'Humanité ». On y lit, sous la plume de René Andrieu que « l'attitude des socialistes ne permet pas d'assurer que l'on aboutisse à un accord ». Et c'est le soi-disant appel aux masses : « Ce qui rend d'autant plus indispensable, l'intervention des travailleurs dans ce débat ». Marchais le reprend :

« Tout maintenant dépend de vous, de la puissance de votre volonté de changement, de l'ampleur de votre soutien aux efforts du Parti communiste français qui met et mettra tout en œuvre pour aboutir à un Programme commun bien actualisé. »

Traduit en langage commun cela signifie que la campagne contre le PS va redoubler d'intensité.

Le PCF ne ferait-il pas un pas à gauche ?

Le SMIC à 2 400 F ? Pourquoi pas. L'extension des nationalisations ? Pourquoi pas. Cependant, la conversion à la défense nucléaire, l'exigence qu'elle soit tous azimuts, peuvent être difficilement considérés comme un pas à gauche. Le PCF adopte en la matière et il le dit « la politique de De Gaulle ». La réduction de la hiérarchie des salaires de un à cinq lancée de cette façon et au moment actuel n'est rien d'autre qu'un acte de division, tout comme le blocage des salaires de 8 000 F par mois qui est une menace contre les couches de maîtrise et de cadres.

Edmond Maire, en bon leader de la CFDT, se devait de participer à ce débat. Au cours d'une interview accordée au journal « Le Monde », après s'être prononcé contre tout armement nucléaire, il en rajoute en ce qui concerne « les mesures sociales » :

« Si l'on veut en même temps éviter l'inflation, il ne suffit pas d'imposer le capital et les grosses fortunes. La redistribution doit être plus large. Il faut opérer des ponctions très importantes sur les revenus très élevés et freiner l'évolution des revenus moyens. »

A propos du chômage il propose des mesures « radicales », « pas de solution à ce problème sans réduction massive de la durée du travail ».

C'est parfaitement inflationniste, dit alors son intervieweur « sauf si les salariés acceptaient simultanément une réduction de leurs salaires, ce qu'ils ont toujours refusé ».

Maire reprend :

« La non-compensation totale sur le plan des salaires d'une réduction massive de la durée de travail est effectivement une question dont le mouvement syndical devrait accepter de discuter dans la mesure où on créerait réellement des emplois. »

De plus, Maire insiste, il faut mettre en œuvre « l'autogestion », appellation modernisée du corporatisme. Quelques jours plus tard Marchais lui proposera par lettre une rencontre CFDT - PCF :

« Nous serions très désireux de pouvoir discuter avec vous de toutes ces idées, d'autant qu'il nous semble que les critiques que — explicitement ou implicitement — vous adressez à la Gauche proviennent pour ce qui concerne les communistes d'un manque d'information sur le contenu effectif des propositions que nous avançons, dans le cadre des travaux d'actualisation du Programme commun. »

Cette lettre de Marchais à Maire situe ce que signifient et valent les propositions du PCF en vue de « mettre à jour le Programme commun » : l'objectif est d'affirmer aux yeux des militants les causes de division, tout

en saupoudrant le tout d'un rien de « la théorie » réactionnaire de « l'auto-gestion ».

DEFENSE INCONDITIONNELLE DE LA V^e REPUBLIQUE...

Examinons de plus près les « propositions sociales » du PCF. Porter le SMIC à 2 400 F ; modifier la hiérarchie des salaires sans déshabiller les uns pour habiller les autres et faire droit aux aspirations de chaque travailleur à améliorer son pouvoir d'achat et ses conditions d'existence ; en finir avec le chômage sans opposer travailleurs et chômeurs, ni faire supporter à ceux qui ont un emploi la charge de ceux qui sont sans emploi : soit. Mais cela n'exige pas de s'en prendre aux salaires et aux conditions des travailleurs les plus favorisés, des employés de maîtrise et même des cadres. Par contre il faut tout autre chose qu'un « impôt sur le capital », vieille revendication radicale. Il faut exproprier le capital, changer le mode de production, planifier la production sous le contrôle ouvrier et en fonction des besoins des masses. Est-ce que le Programme commun de gouvernement a cet objectif ? Absolument pas, a affirmé maintes fois Marchais lui-même, il reste dans le cadre du régime capitaliste.

Nationaliser plusieurs milliers d'entreprises ? Encore faut-il savoir quelle sorte de « nationalisation » : « nationaliser » avec indemnité et rachat revient à redonner au capital d'une main ce qu'on lui prend de l'autre. L'exemple des nationalisations importantes qui ont eu lieu au cours des années qui ont suivi la Libération démontre que l'exploitation subsiste, que le capital ne se porte pas plus mal et qu'il sait utiliser à ses fins ce type de « nationalisation ». Marchais lui-même n'expliquait-il pas le jeudi 21 avril à 400 patrons que le journal « l'Expansion » avait réunis :

« Voter pour le Programme commun ne signifie absolument pas que les gens ont déjà le doigt dans l'engrenage, qu'inexorablement ils sont engagés dans le socialisme. » (...)

« L'ensemble des nationalisations que nous proposons représente 10 % des entreprises françaises, 1 600 000 personnes, 15 % de la population active. Nous sommes loin du collectivisme. »

En conséquence, 85 % des travailleurs resteront sous le joug direct et immédiatement exploités par les capitalistes. Et comme deux modes de production sociale ne peuvent cohabiter dans une même économie, il s'en suit que les 15 % autres resteront exploités indirectement par le capital, par la médiation de l'Etat bourgeois.

... DE SA CONSTITUTION, DE SES INSTITUTIONS

Nous sommes ramenés à l'essentiel. La question du gouvernement, de l'Etat, du régime. Préparant « l'actualisation du Programme commun », un numéro spécial des « Cahiers du communisme » est paru en juillet. Sous le titre pompeux « démocratiser les institutions » qui signifie qu'on les conserve en les récurant en peu, Gilles Masson écrit :

« Une transformation démocratique du fonctionnement des institutions n'appelle pas de révision constitutionnelle d'ensemble par le biais d'une constituante. Militer actuellement pour une constituante pourrait laisser croire que le régime actuel est fidèle au texte de la Constitution de 1958. Or la légalité, fût-elle la leur, est contradictoire et gênante pour les monopoles. La pratique s'est éloignée de plus en plus de la lettre du texte constitutionnel. Le référendum constitutionnel, les responsabilités du Premier ministre, le refus du gouverne-

ment d'engager dès après sa nomination sa responsabilité devant l'Assemblée nationale sont plus que de simples déviations, des violations de la loi par le régime lui-même. Le retour au respect de la lettre de la Constitution permettrait déjà des changements.»

Le PCF est donc devenu le gardien vigilant de la Constitution de 1958, dont Maurice Thorez écrivait à l'époque :

« Cette constitution est la plus réactionnaire que la France ait connue. (...) On n'amende pas un projet aussi monstrueux. »

Le PCF est respectueux maintenant de la Constitution de la V^e République, y compris de sa modification de 1962 qui fait du président de la République l'élu du suffrage universel en dehors et au-dessus de l'Assemblée nationale et réduit celle-ci à une chambre d'enregistrement, couverture du pouvoir, puisque Marchais a maintes fois déclaré que, opposé en principe à ce type d'élections, le PCF s'inclinait devant la décision du suffrage universel. Le PCF se veut et l'écrit, le défenseur, le paladin du bon fonctionnement de la V^e République et de ses institutions.

Très rapidement, l'accord s'est fait entre les partenaires de l'« Union de la gauche » pour maintenir le texte initial de 1972 du Programme commun sur cette question. Si une réforme à la Constitution doit être faite, elle doit l'être constitutionnellement. Véhément défenseur de la force de frappe tous azimuts et de la Constitution, Georges Marchais argumentait ainsi contre la proposition de Mitterrand d'organiser un référendum portant sur les armes nucléaires : « un référendum sur la force de frappe supposerait modifier la Constitution ».

L'objectif politique est donc parfaitement clair : défendre les institutions, la V^e République, non seulement l'Etat bourgeois mais sa forme actuelle, tel que le bonapartisme gaulliste l'a modelé. Se situant eux aussi sur le terrain de la défense de l'ordre, de la société et de l'Etat bourgeois, de la V^e République et de ses institutions, le PS et François Mitterrand ont raison : prises une à une, les propositions de la direction du PCF semblent incohérentes. Mais le PS, F. Mitterrand veulent gagner les élections, prendre la direction du gouvernement ; Mitterrand veut devenir président de la République. C'est là leur incohérence : une puissante poussée électorale du Parti socialiste et du PCF, à plus forte raison une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale est incompatible avec le maintien de la V^e République et de ses institutions. Le PCF, lui, est parfaitement cohérent : il essaie, en utilisant tous les moyens, d'empêcher que cette éventualité se réalise, même si cette politique lui coûte très cher. Ici la dépendance par rapport au Kremlin se manifeste nettement : quoi qu'il en coûte, Moscou exige cette politique, les dirigeants du PCF n'hésitent pas à porter des coups à leur propre parti.

La volonté des masses est si forte d'en finir avec la V^e République et ses institutions, d'utiliser les élections législatives pour que leurs partis obtiennent la majorité et prennent le pouvoir que la direction du PCF pourra difficilement aller jusqu'au bout sur cette voie sans provoquer à l'intérieur du PCF une crise profonde. En outre il lui faut maintenir la deuxième ligne de défense de l'ordre et de l'Etat bourgeois qui sera la venue au pouvoir d'un gouvernement de l'Union de la gauche sans rivage à droite, il lui faut donc maintenir l'« Union de la gauche ». Quant au Programme et à toutes ces questions que le PCF déclare aujourd'hui « essentielles », autant en emportera le vent.

DE TOUTE FAÇON : « VERS UNE GRANDE CRISE FRANÇAISE »

Nous l'avons dit : l'OCI est inconditionnellement pour que le PS et le PCF obtiennent la majorité en voix et en sièges aux prochaines élections législatives — le plus tôt sera le mieux. Précisément, parce qu'elle ne se situe pas sur le terrain de l'« Union de la gauche », elle ne met aucune condition à appeler à voter pour le PCF et le PS dès le premier tour, à émettre un vote de classe, et à se battre pour que les candidats du PS et du PCF soient élus. L'objectif poursuivi est clair et affirmé : en finir avec la V^e République et ses institutions ; l'élection du président de la République au suffrage universel est une des pièces maîtresses du régime bonapartiste ; il faut démettre Giscard d'Estaing ; que le PS et le PCF forment ensemble un gouvernement, qu'ils affirment la primauté de la souveraineté des masses exploitées qui les auront mandatés.

Il est vraisemblable que le PS et le PCF disposent à eux deux d'une majorité de députés à l'Assemblée nationale à la suite des prochaines élections législatives. Ce n'est pas certain, d'autant que le PCF fait tout ce qu'il lui est possible de faire pour qu'il n'en soit pas ainsi. Pourtant, plus la poussée électorale en faveur du PS et du PCF sera forte, plus l'impulsion donnée au mouvement des masses sera puissante.

Au cas où le PS et le PCF ne disposeraient pas de la majorité à l'Assemblée nationale, les rythmes et les formes qui mènent de l'agonie de la V^e République, à sa mort seraient quelque peu différents, les processus en cours se poursuivraient néanmoins. De toute façon la disposition des forces de classes et les relations entre les classes vont se modifier. Les élections législatives qui viennent tirent leur importance des développements qui ont lieu au cours de la lutte des classes et à l'intérieur

des classes. Michel Debré a écrit un article qui en témoigne, sous le titre : « Vers une grande crise française. »

« Derrière les actes et les propos qui emplissent la scène politique, on fait semblant de ne pas voir que la France court vers une crise profonde, c'est-à-dire une rupture où tout sera remis en cause, situations établies et droits acquis, habitudes et idéologies. Après des heurts, peut-être des affrontements, l'issue sera sans doute à l'opposé des rêves de ceux qui provoquent cette crise ou la souhaitent ou simplement la laissent faire. »

ACCENTUATION DE LA PRESSION DES USA

On ne sait trop à qui s'adresse Debré lorsqu'il évoque « ceux qui provoquent cette crise », il n'y a pas de machiavélique ordonnateur de cette crise : c'est le mode de production capitaliste qui approche, sous l'effet de ses contradictions, du point de dislocation, ce qui en France se conjugue à la faillite du système politique en place. L'impérialisme américain, pivot de « l'ordre international », dirigeant de la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire ne peut plus, ainsi qu'il le fit au lendemain de la guerre, « absorber » les contradictions de l'ensemble du système, en particulier des impérialismes décadents. Il lui faut au contraire rejeter les siennes sur les autres puissances impérialistes. Le rapport que l'OCDE a publié au mois de juillet est un cri d'alarme. Selon ce rapport, pour les 12 mois prochains, l'expansion économique restera « modeste et hésitante », sauf aux USA. Le niveau d'investissement restera inférieur à ce qu'il était en 1973. Le chômage s'aggravera, le nombre de chômeurs passant de 15 millions à 17 millions dans les pays de l'OCDE. L'inflation se poursuivra. Les déséquilibres des échanges et des balances des comptes s'aggraveront. Le rap-

port met l'accent sur la renaissance du « nationalisme économique », c'est-à-dire la remise en cause de la division internationale du travail telle qu'elle s'est reconstituée après guerre, et les menaces de dislocation du marché mondial.

A la vérité le rapport minimise. La « reprise » aux USA est tout aussi « hésitante ». Cette « reprise », non seulement plafonne actuellement, mais elle amène à prévoir un déficit de leur balance commerciale que les experts estiment devoir être de 20 à 25 milliards de dollars en 1977 contre 9,2 milliards en 1976, celui de la balance des paiements courants atteindra probablement 11 milliards de dollars en 1977 contre 0,6 en 1976.

Paul Fabra rappelle que :

« dans le discours qu'il a prononcé à la réunion ministérielle de l'OCDE le 23 juin, M. Michel Blumenthal, secrétaire d'Etat au Trésor, fit remarquer que le déficit des paiements américains prévus pour 1977 était « à peu près égal » au surplus combiné du Japon, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Suisse. Et d'ajouter qu'il était temps que ces derniers pays reviennent à un meilleur équilibre. »

La volonté de l'impérialisme US est précise et brutale ; l'Allemagne et le Japon doivent avoir une politique économique qui accroisse leurs achats à l'étranger et réduise leurs ventes. Autrement dit l'impérialisme américain exige que leurs gouvernements augmentent considérablement les dépenses de l'Etat, les crédits à l'économie, somme toute le parasitisme.

Mais la situation des capitalismes allemand et japonais ne peut être comparée à celle du capitalisme US. Le déficit de la balance commerciale américaine résulte en grande partie de la croissance des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient (44 % de leur consommation en 1977 contre 34,80 % en 1973.

Mais le pétrole acheté au Moyen-Orient se paie en dollars et les Etats de cette région du monde replacent leurs dollars soit dans les banques new-yorkaises, soit sur le marché de l'euro-dollar. En fin de compte l'impérialisme US couvre une partie de son déficit commercial en émettant des dollars, qui reviennent automatiquement aux USA et comblent en partie le déficit de la balance des comptes. Les autres Etats bourgeois doivent couvrir leurs achats de pétrole soit en utilisant les dollars qui proviennent de l'excédent de leurs ventes sur le marché mondial, soit en empruntant des dollars aux banques de New York ou sur le marché de l'euro-dollar, lesquels reviennent aux prêteurs. Une formidable pression s'exerce ainsi sur les pays capitalistes de l'Europe et sur le Japon. Ce n'est pas tout. L'immense masse de dollars mise en circulation amène à la baisse, par rapport aux monnaies dites fortes, du dollar que la politique du gouvernement américain favorise, ce qui entraîne la baisse des monnaies les plus faibles et la hausse relative des monnaies dites fortes. En conséquence : les USA pratiquent un dumping maquillé et pénalisent les pays comme le Japon et l'Allemagne sur le marché mondial. Il contribue à disloquer le système des paiements européens que le « serpent monétaire » tentait d'organiser. Ainsi le 29 août, la couronne suédoise a cessé de participer au « serpent monétaire » ; la Norvège et le Danemark ont dévalué leurs monnaies de 5 % pour la 3^e fois en onze mois ; le mark finlandais a été à son tour dévalué de 3 % début septembre.

Naturellement, une fois encore pour soutenir la conjoncture, l'impérialisme va avoir recours à la solution miracle : « la création de nouvelles liquidités ». Au début d'août, le Fonds monétaire international a décidé de créer un nouveau fonds de 10 milliards de dollars supplémentaires pour aider les pays dont les balances sont déficitaires.

LES CRAINTES DE GISCARD D'ESTAING ET LA VAINES ESPERANCE DE DEBRE

Pourtant, cela ne suffit plus. L'impérialisme américain est confronté à la question : « doit-il et peut-il aller au-delà de l'économie d'armement, vers l'économie de guerre ? » Comme toujours c'est au nom de la paix, de la réduction des armements, du désarmement que le gouvernement des USA se prépare à faire un pas vers l'économie de guerre. Le renouvellement des accords de Vladivostok sur les SALT devient, du fait de l'impérialisme US, de moins en moins probable. Ce sera le prétexte d'une relance massive des dépenses militaires, de l'accélération de la production des armes dont les USA disposent (cruisers), de la mise au point de nouvelles armes et de leur production (« bombes à neutrons », etc.)

L'impérialisme US exerce ainsi une pression sans cesse accrue sur les vieilles puissances impérialistes décadentes et sur la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasitaires. Les conséquences de cette politique terrorisent les bourgeoisies d'Europe et la bureaucratie du Kremlin. Au cours de l'entretien qu'il a accordé à l'hebdomadaire « Newsweek », à la mi-juillet, Giscard d'Estaing qui venait de s'entretenir avec Brejnev a exprimé cette angoisse :

« Monsieur Carter a introduit en politique étrangère une nouvelle dimension idéologique. Elle répond sans aucun doute à certaines nécessités telles que la non-prolifération, la limitation des armements (sic), les droits de l'homme — et va au-devant de mes propres préoccupations mais elle met en question le processus de la détente (...). Les Soviétiques considèrent cette campagne comme un moyen de pression pour qu'ils abandonnent leur système. »

Effrayé, Giscard d'Estaing témoigne de la bonne volonté du Kremlin :

« Je suis sûr qu'une analyse scientifique de la vie soviétique entre 1967 et 1977, qu'il s'agisse d'échanges d'informations ou du phénomène des dissidents, révélerait d'importants changements. Acculer le système soviétique à un désastre économique produirait le contraire. »

Par la même occasion il s'indigne de l'interdiction d'atterrissage du Concorde à New York qui est significative de l'attitude des USA par rapport à la France et aux pays capitalistes de l'Europe. La pensée de Giscard d'Estaing transparait : la politique des USA, tant vis-à-vis des pays capitalistes européens que de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, aggrave toutes les contradictions économiques, sociales et politiques et les portent à leur point de rupture. Or, en Europe nous dormons tous sur un volcan ; la révolution menace.

Les incantations n'y feront rien : la crise politique du régime en France est entièrement liée à l'aggravation des contradictions du mode de production capitaliste, et la position économique de la bourgeoisie française ne cesse d'empirer. L'endettement de la France par rapport à l'étranger s'est accru depuis 1974, les entreprises publiques ont eu recours de façon importante aux marchés des capitaux étrangers, sans que l'on puisse en savoir les montants. Le déficit de la balance commerciale continue à se creuser. La hausse des prix se poursuit à un niveau officiel de plus de 10 % par an, de juillet 1976 à juillet 1977. Elle se conjugue à une aggravation constante du chômage (1,5 million, 1,8 million à la fin de l'année peut-être). Les investissements en capitaux stagnent. Bien sûr il est toujours possible au gouvernement d'injecter plusieurs dizaines de milliards dans l'économie, mais ce serait alors une inflation galopante, un déficit monumental du

commerce extérieur, la fuite des capitaux, une nouvelle chute du franc. Giscard-Barre ont dû limiter cette injection à 10 milliards au printemps et à 3 milliards en septembre, qui d'ailleurs ont plus comme objectifs d'aider à la « rationalisation des entreprises » que de concourir à une « relance ». Le capitalisme français est à la merci d'une conjoncture internationale sur laquelle il n'a aucun moyen d'action. Michel Debré n'y pourra rien, « une grande crise française » et pas seulement française mais européenne et mondiale est inévitable. La France est à « l'avant-garde » de la marche à cette crise, qui est la crise de tous les rapports bourgeois. Pour être plus exact, la crise de ces rapports est commencée depuis longtemps, la crise politique date de l'échec de De Gaulle, la « grande crise qui vient », c'est une crise révolutionnaire, c'est la révolution prolétarienne. La tension et la multiplication des contradictions qui assaillent et déchirent l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires sont d'autant plus irrépressibles que la puissance sociale et politique du prolétariat est grande. A leur tour ces contradictions accélèrent, précipitent la marche à la révolution.

« Les choses étant ce qu'elles sont et la prévision des choses à venir ne pouvant être meilleure si l'on n'y remédie pas, le lecteur comprendra pourquoi il ne me paraît pas qu'il existe une autre solution républicaine que celle d'un gouvernement à la fois d'Union nationale et de salut public. Seul un tel gouvernement peut mobiliser les esprits et les cœurs, imposer les disciplines nécessaires de revenus et de dépenses, rétablir le travail, l'épargne, l'investissement, affirmer la priorité d'une politique de la mère et de l'enfant, accentuer l'effort pour développer les sources nationales d'énergie, les industries de pointe et l'exportation, imposer aux minorités le respect de la loi et aux séparatistes, que bientôt

viendra aider l'étranger, le respect de la République. »

De toute évidence, Michel Debré remue de vieux souvenirs qui datent du temps où le MRP, la SFIO, le PCF, participaient à un gouvernement d'Union nationale que le général de Gaulle présidait. Il ne fait pas que remuer de vieux souvenirs, son regard se tourne vers l'Italie où les partis de « l'arc constitutionnel » viennent de ratifier un programme d'austérité qui rejette sur les épaules des masses le fardeau écrasant de la crise, le PCI soutenant le gouvernement Andreotti de l'extérieur. Il sait le rôle que joue le PCE en Espagne. Il sait qu'au Portugal, le PCP préconise la formation d'un gouvernement d'Union comprenant le Parti populaire démocrate, le Parti socialiste, le Parti communiste portugais.

Il comprend parfaitement la signification de l'« Union du peuple de France » que, de temps à autre, le PCF ressort. Le vieux briscard n'est pas de ceux qui discutaient sur « l'euro-communisme ». D'expérience, il connaît le lien contre-révolutionnaire qui unit les partis communistes d'Europe et la bureaucratie du Kremlin et que celle-ci est la pierre angulaire et reste la force directrice de cet ensemble contre-révolutionnaire. Mais la situation française a ses particularités qui ne permettent pas « l'Union nationale » sous la forme d'un gouvernement auquel participeraient le PS et le PCF, voire que soutiendrait officiellement ce dernier : le système politique en place, la V^e République et ses institutions ne s'y prêtant pas.

DIVISION DU TRAVAIL

L'« Union de la gauche » soutient le gouvernement Giscard-Barre de l'extérieur par sa pratique politique et l'affirmation du respect de la V^e République et de ses institutions. Ce soutien exige qu'avec non moins de rigueur les appareils des centrales

syndicales barrent la voie du combat efficace pour leurs revendications particulières ou générales aux masses ; plus encore qu'ils leur fassent « avaler » les exigences de la société capitaliste en crise. L'article du camarade Robin que publie ce numéro de « La Vérité » montre comment l'appareil stalinien qui dirige le SNES a tout fait pour briser la lutte des maîtres auxiliaires pour arracher la garantie de leur réemploi à la rentrée. Le tract de l'OCL, que « La Vérité » publie, montre comment au bout de plus de deux années de « rodéos » opposés à la grève générale des travailleurs du livre, l'appareil stalinien de la Fédération française des travailleurs du livre CGT a signé avec le patron du « Parisien libéré », Bellanger, et le gouvernement un accord qui met purement et simplement en application les projets patronaux. Ce ne sont pas seulement les travailleurs de la presse qui sont concernés : il s'agit, en frappant un grand coup, d'ouvrir une brèche, d'imposer aux travailleurs l'idée que l'on ne peut faire autrement que d'accepter les exigences du capital en crise.

De même, au printemps, aucune organisation syndicale n'était en mesure de signer les contrats salariaux que le gouvernement Giscard-Barre voulait imposer aux fonctionnaires et aux travailleurs des entreprises dépendant de l'Etat, telles que la RATP, l'EDF-GDF, la SNCF, les Charbonnages de France. Ensemble, elles ont organisé un simulacre d'action en appelant à la grève générale de 24 h du 24 mai. La grève a été effective, générale, prouvant la puissance de la classe ouvrière. Mais pour les dirigeants, il s'agissait simplement de gagner du temps, d'attendre les vacances, après on verrait bien. Et on commence à voir. Le fer de lance, ce sont cette fois certains dirigeants de syndicats FO. Déjà, les dirigeants FO, aux côtés de ceux des syndicats autonomes, ont signé « l'accord salarial » de la RATP. Ceux de

l'EDF-GDF sont prêts à signer. A la SNCF, ce n'est pas encore fait. Il reste que ceux qui signent le font quelquefois au mépris des règles élémentaires du fonctionnement syndical, contre la volonté patente des syndiqués et des délégués syndicaux. Ils signent des « contrats salariaux » où rien n'est modifié sur le fond par rapport aux contrats que le gouvernement voulait imposer en mars. Dans le prochain numéro de « La Vérité » un article analysera un de ces contrats signés pour 3 ans. Là aussi il s'agit d'ouvrir une brèche. Mais, jusqu'alors les dirigeants de syndicats de fonctionnaires se refusent à signer de tels contrats. Bien sûr les dirigeants de la CGT vont faire des « cartons », des effets de propagande, prôner des « journées d'actions » impuissantes et stériles, pour donner l'impression que vraiment, là non plus, « on ne peut pas gagner », que l'unité des travailleurs, et le front unique des organisations sont impossibles.

Le vide politique dans les rapports entre les classes, entre le prolétariat et le gouvernement et le pouvoir d'Etat, que la non-signature des « contrats salariaux » crée, terrorise les dirigeants de certains syndicats et fédérations FO. Ils ont une peur panique du mouvement des masses. Alors ils signent, même s'ils portent des coups très durs à leurs organisations et laissent ainsi le terrain à l'appareil de la CGT.

A la vérité il se produit une véritable division du travail entre dirigeants des centrales syndicales. Chacun à son tour joue le premier violon. Mais les uns et les autres, conformément au contenu politique de l'« Union de la gauche », tentent de contraindre les travailleurs, la jeunesse, à se plier aux exigences du capital en ce qui concerne l'emploi, la qualification, la mobilité de la main-d'œuvre, sa polyvalence, les salaires.

INITIATIVES DE L'OCI, INITIATIVES DES MASSES

C'est justement une des caractéristiques des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes en France, que les dirigeants des partis ouvriers traditionnels, d'abord et surtout du PCF, les dirigeants des appareils des centrales syndicales soient contraints, tout en étant dans « l'opposition », de s'engager à fond pour soutenir le régime, le gouvernement en place, bloquer les luttes de classe du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, pour faire « avaler » les exigences du capitalisme en crise. Malgré tout, en raison de la crise du système politique, de la conscience que la classe ouvrière a de sa puissance, des conditions matérielles de plus en plus intolérables (déqualification, chômage, baisse du pouvoir d'achat, etc) qui procèdent de la crise générale du système capitaliste en France et ailleurs, des mouvements plus ou moins amples de classe sont à l'ordre du jour. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées chercheront à se donner les moyens de la riposte, à submerger les obstacles. Ce sont ces moyens, c'est la voie de l'unité des travailleurs, ce sont leurs initiatives afin d'imposer le front unique des organisations, que les militants organisés dans les comités unitaires de base ont à dégager. Mille possibilités vont se présenter, il faut les saisir. La formule suivante peut exprimer la ligne à suivre : les initiatives de l'OCI, correspondantes aux besoins des masses justement appréciées, doivent aider, dégager les initiatives des masses. Le violent antagonisme entre les besoins et les aspirations des masses, l'expérience de la classe ouvrière et de la jeunesse, et la politique de l'« Union de la gauche » dans toutes ses applications font surgir le besoin, la nécessité, que se constituent des organismes directement représentatifs des masses, directement sous leur contrôle : des orga-

nismes de caractère pré-soviétique, comités de préparation à l'action, comités de grèves, etc, en fonction des situations et des problèmes concrets.

L'intervention politique au plus profond de la classe ouvrière et de la jeunesse s'intègre totalement à la perspective politique que l'OCI ouvre et qu'elle oppose à la division et à l'« Union de la gauche » (l'une étant contenue dans l'autre et vice versa) : dégager les voies de l'unité, du combat, susciter la constitution des formes d'organisations directement représentatives et sous le contrôle des masses intégrant leurs organisations ; engager l'action politique pour une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale participent de la même politique ; préparer la crise révolutionnaire et s'y préparer. L'application de cette politique constitue le contenu du plan d'activité et permettra d'atteindre les objectifs que l'OCI se fixe, au cours de ces cinq prochains mois, quant à sa propre construction.

Les exhortations de Michel Debré n'y changeront rien. Les déchirements des partis intégrés à la V^e République et à ses institutions proviennent de leur impuissance à maîtriser une situation qui leur échappe de plus en plus. Ils ne peuvent maîtriser la crise conjointe et inextricablement imbriquée du système impérialiste, des bureaucraties parasitaires, en premier lieu de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Elle prend un relief et une force explosive particulière en France en raison de la faillite de la V^e République. Plus les contradictions s'exacerbent, moins les partis intégrés à la V^e République ne sont capables de maîtriser la crise politique et de tous les rapports bourgeois, plus ils se déchirent et plus ils se déchireront, non seulement entre groupes, mais à l'intérieur de chaque groupe, à l'intérieur de l'UDR-RPR. Bientôt ce sera la foire d'empoigne, chacun essayant de garder sa mangeoire. Michel Debré n'y peut rien : ses amis se sont emparés de l'Etat, ils l'ont

colonisé, mais ils n'ont pas le sens de l'Etat; ce sont des aventuriers, des prébendiers. De l'autre côté du front de classe les masses veulent de plus en plus que leurs revendications soient satisfaites, elles veulent en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, la V^e République, ses institutions, son président. Elles se heurtent à la politique des partis ouvriers, le PS et le PCF, tout en voulant que ces partis forment le

prochain gouvernement, comme elles se heurtent à l'orientation des appareils des centrales syndicales. Inéluctablement la crise de la bourgeoisie ouvrira les vannes au déferlement révolutionnaire des masses qui submergeront toutes les digues. La crise révolutionnaire s'ouvrira. Toute la politique de l'OCI est orientée par et vers cette perspective.

Stéphane Just,
le 9 septembre 1977.

L'ENJEU DE LA DISCUSSION
PLUSIEURS MILLIERS DE NOUVEAUX MILITANTS A L'OCI
DANS LES CINQ MOIS

le Comité central des 3, 4 et 5 septembre 1977

par Daniel ROBIN

Un Comité central de rentrée a, par définition, une place centrale dans le combat politique de l'organisation : celle de remettre en route l'activité de l'OCI. Les travaux de ce Comité central ont revêtu une importance encore plus grande : il s'est tenu en effet au seuil d'une année décisive.

Les données d'analyse de la situation politique présente sont clairement établies, les lignes directrices des développements de la situation condensées dans l'élaboration théorique et politique des précédents congrès de l'Organisation.

Le cadre politique des décisions prises par le Comité central est donné par la certitude, qu'indépendamment de la forme précise que les événements vont prendre, qui est bien sûr imprévisible, la crise politique du régime bonapartiste va bientôt se dénouer, peut-être avant les élections, comme résultat immédiat de celles-ci ou bien, plus tard, dans la crise révolutionnaire.

S'axant sur cette perspective, le Comité central a abordé les problèmes posés par le développement de l'OCI au cours des mois qui viennent. L'expérience des luttes de classes passées nous l'enseigne : toute crise révolutionnaire n'aboutit pas automatiquement et spontanément au renforcement de l'organisation révolutionnaire du prolétariat.

Dans quelles conditions l'OCI abordera-t-elle la crise révolutionnaire ? Telle a été la préoccupation ma-

jeure des trois jours de travaux de ce Comité central. Certes, nous le savons, les relations existantes entre les masses, les appareils et l'OCI nous interdisent de penser aborder cette crise révolutionnaire en ayant déjà construit le parti révolutionnaire dirigeant indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne. Ce n'est que dans les chocs de la crise révolutionnaire elle-même que des progrès décisifs pourront être réalisés. Mais ils ne pourront l'être qu'en

relation avec les liens que l'OCI aura tissés avec les masses dès avant l'ouverture de cette crise révolutionnaire.

C'est ainsi que Trotsky aborde le bilan de la révolution espagnole :

« Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant (...)

« Dans le cours d'une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent sur un rythme accéléré, un parti faible peut rapidement devenir un parti puissant, à condition seulement qu'il comprenne lucidement le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se laissent pas griser de mots, ni terroriser par la répression. Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où le processus de formation des cadres exige des délais considérables et où la révolution n'en laisse pas le temps. »

(« Classe, parti et direction », publié dans le recueil *La Révolution espagnole*, de Pierre Broué.)

Tel est l'enjeu pour la construction du parti révolutionnaire dans ce pays ; tel est l'enjeu de la période à venir.

Le 14^e Congrès de l'OCI a ouvert une stratégie possible de la construction du parti révolutionnaire en France, passant par la constitution d'une « Ligue ouvrière révolutionnaire ».

Revenant sur cette orientation, la résolution du Comité central qui s'est tenu au début septembre 1976 précisait :

« Le plan de travail de l'OCI est entièrement basé sur cette perspective qui, en relation avec la stratégie de la « ligue ouvrière révolutionnaire », débouche sur la possibilité d'aborder la crise révolutionnaire avec une OCI susceptible de combattre pour la construction du parti révolutionnaire à partir de ce qu'elle représenterait dans la lutte des classes.

« Cette perspective doit guider notre activité. Il n'est pas superflu néanmoins de rappeler l'alternative établie par la stratégie de la ligue ouvrière révolutionnaire. En effet, le fait que nous nous fixions l'objectif de construire une OCI capable de constituer un pôle direct de regroupement pour la construction du parti révolutionnaire laisse néanmoins ouverte la question : ou bien l'activité d'une telle organisation, lorsque se dégageront des courants et des formations larges, de type centriste, des grandes organisations traditionnelles, sera en mesure de constituer un pôle suffisamment fort pour entraîner directement les meilleurs cadres et militants ainsi dégagés dans la lutte directe pour le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, ou bien il nous faudra, pour ce faire, entrer dans telle organisation centriste, soit en fusionnant, soit comme fraction.

« Guider, comme nous le faisons résolument, notre activité sur le premier terme de l'alternative ne peut à l'heure actuelle constituer une réponse excluant l'autre terme de celle-ci. La lutte des classes, le produit de notre activité répondront seuls à cette question. »

Comment matérialiser l'objectif d'une progression de l'OCI qui permette d'assurer à l'organisation la possibilité, dans la crise révolutionnaire, de poser à partir de l'OCI, directement, les bases de la construction du parti révolutionnaire ?

Il y a un an, le Comité central fixait comme objectif le recrutement de plusieurs milliers de militants, travailleurs et jeunes à l'OCI.

Aujourd'hui, le CC, à partir des progrès accomplis, réaffirme cet objectif en précisant : plusieurs centaines de nouvelles cellules et la formation de plusieurs centaines de nouveaux responsables de cellule, ce qui constituera une modification qualitative des relations avec les masses et la conquête de nouvelles positions politiques.

DES CONDITIONS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT DE L'OCI

En effet, les bases de la décision prise par le CC ont été créées par les résultats de notre propre activité menée l'an dernier — particulièrement dans les six derniers mois — et qui se sont traduits par l'entrée à l'OCI d'un nombre important de nouveaux militants.

Bien qu'avec des faiblesses, l'OCI est intervenue positivement dans la lutte des classes : mineurs de Fougères, MA, laborantins de l'AP, Renault, SNIA-Bouguenais, campagne Bridet, etc. ainsi qu'au moment des élections municipales (sur la ligne du combat pour le front unique ouvrier, pour la rupture des partis ouvriers avec les 3^e et 4^e composantes de l'Union de la gauche). Ces interventions ont permis la tenue de la Conférence nationale ouvrière et jeune.

Le CC des 3, 4 et 5 septembre a tiré les leçons politiques de cette intervention dans la lutte des classes, ce qui lui a permis d'éclairer de manière plus précise le plan des tâches politiques que l'OCI a à réaliser au cours des 5 mois qui viennent.

Pourquoi cinq mois ?

La situation politique dicte ce délai précis. Sans exclure la possibilité d'une irruption révolutionnaire des masses mettant à bas le gouvernement et les institutions de la V^e République avant même les élections, sans exclure la dissolution de l'Assemblée nationale avant le terme normal, nous pouvons dire que les élections législatives constitueront un tournant de la situation politique dans ce pays. Quels qu'en soient les résultats, la disposition des forces de classe et la relation à l'intérieur de toutes les classes vont alors se modifier. Comment ? Nous le verrons alors.

Mais par contre, la situation politique jusqu'aux élections (voir l'article de S. Just) offre, elle, d'immenses possibilités de progression de l'OCI. Les ultimes tentatives du système bonapartiste en décomposition pour tenter de préserver les institutions de la V^e République voient les appareils dirigeant les organisations ouvrières — et plus particulièrement l'appareil stalinien — bander toutes leurs forces pour éviter le démantèlement de ces institutions par l'irruption des masses, avant même les élections.

Mais une telle politique ne va pas sans difficultés croissantes : la tension de la situation économique, les besoins objectifs irrémédiables de la bourgeoisie française imposent aux appareils et plus particulièrement à l'appareil stalinien de prendre en charge jusque dans leurs moindres détails les plans (ou plus exactement les éléments incohérents de plans) et les atteintes aux conditions de vie des travailleurs que décide le gouvernement, tout en combinant une telle politique avec le renforcement acharné de la division et de la polémique entre le PCF et le PS.

Une telle orientation heurte de plein fouet l'aspiration des masses à en finir avec le gouvernement, à ne pas accepter toute atteinte nouvelle à ses conditions d'existence. Et cette contradiction ne pourra qu'aller

en s'exacerbant dans les mois qui viennent.

S'il n'y a pas de mouvement objectif vers l'OCI, nous sommes en tout état de cause dans une situation où la politique des appareils et particulièrement de l'appareil stalinien est totalement à contre-courant des aspirations des masses, offrant d'immenses possibilités à notre intervention.

La contradiction violente et ouverte entre les aspirations et les besoins des masses, la force et les positions acquises de l'OCI lui permettent de se fixer l'objectif de recruter plusieurs milliers de militants au cours des 5 mois qui viennent.

Le délai étant étroitement délimité par les élections ou plus exactement par l'ouverture de la campagne électorale. En effet, bien que la lutte des classes puisse être accélérée par la campagne électorale, le plus probable est que, dans les semaines qui les précéderont, nous serons dans une situation où l'intérêt des masses sera centré sur les élections.

Comment, dans le combat politique, atteindre les objectifs fixés ?

LA DECLARATION DU COMITE CENTRAL

Cette déclaration part de l'aspiration des masses à en finir avec ce gouvernement, à obtenir que leurs revendications soient immédiatement satisfaites et répond à la recherche par les masses des moyens pour surmonter l'obstacle politique de division des dirigeants du PCF et du PS et des appareils dirigeant les organisations syndicales.

Cette déclaration dégageant la voie de la réalisation par les masses elles-mêmes, du front unique ouvrier, n'a pas un simple caractère conjoncturel, mais affirme l'orientation politique du combat de l'OCI pour les cinq mois à venir.

Dans une situation où « l'inflation, la hausse des prix s'accroissent, les

licenciements se multiplient », cette déclaration pose la question :

« N'aurait-il pas été et n'est-il pas toujours nécessaire de mobiliser les masses laborieuses et la jeunesse pour imposer la dissolution de cette Assemblée nationale ?

« La survie de ce régime agonisant qui ne trouve de ressources que pour adopter des mesures contre la classe ouvrière, les masses laborieuses, la jeunesse, en serait abrégée. (...)

« Cette Assemblée nationale doit disparaître. Le plus tôt sera le mieux. »

Quel est l'enjeu des prochains mois ?

« Les élections législatives auront une importance considérable. Les masses exploitées et la jeunesse ne peuvent rien attendre des partis de leurs exploités, des partis du capital en crise, des organisations et partis bourgeois, grands ou petits. C'est vers leurs partis qu'elles se tournent.

« Elles voteront pour les candidats du PS et du PCF.

« L'OCI appelle à voter classe contre classe, pour les partis ouvriers contre les organisations et partis bourgeois.

« L'OCI appelle à combattre pour une majorité PCF-PS aux élections législatives. »

Le combat politique pour une majorité PS-PCF s'inscrit, en lui donnant tout son contenu actuel de rupture immédiate avec la bourgeoisie, dans la perspective du démantèlement des institutions de la V^e République.

« Les questions essentielles ne sont-elles pas d'abord celle de l'unité du PS et du PCF afin d'engager sans plus attendre la lutte pour la disparition du gouvernement Giscard-Barre et que soit porté au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF qui, pour satisfaire les aspirations et les revendications des masses laborieuses, ne saurait être qu'un gouvernement des partis ou-

vriers excluant tout représentant des partis bourgeois ?

« Et atteindre l'objectif de la disparition des institutions réactionnaires de la V^e République n'exige-t-il pas en premier lieu que Giscard d'Estaing, clé de voûte de la constitution gaulliste, soit amené à démissionner ? »

Au cours de la crise révolutionnaire, les masses liquideront les institutions de la V^e République. Le combat politique de l'OCI nécessite toute une agitation politique contre ces institutions donnant ainsi le contenu politique des luttes que les travailleurs vont être inévitablement amenés à engager.

Rappelons les termes de la résolution que le 21^e Congrès a adoptée :

« Face à la démarche des appareils cherchant, par la discussion sur l'actualisation du programme commun, à détourner les travailleurs et les jeunes des luttes réelles, nous pouvons mettre en avant tout un système de revendications les plus directement ressenties par les travailleurs et qui, toutes, se dirigent nécessairement contre les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois, qui s'inscrivent toutes dans la situation où la crise politique transite vers la crise révolutionnaire.

— Pas de licenciements : s'opposer en toutes circonstances aux reclassements (LIP, Parisien libéré, etc.) ;

— Les ASSEDIC doivent verser l'intégralité des allocations jusqu'au réemploi ;

— Pour les jeunes, à leur sortie de scolarité : SMIC versé par les ASSEDIC ;

— Chassons les patrons des conseils d'administration de la SS ;

— Tout pouvoir de gestion aux conseils d'administration de la SS, d'où les patrons seront chassés ;

— Maintien des coefficients contre tout déclassement ;

— Des examens loyaux, honnêtes, sans numerus clausus ni sélection, etc. »

Sur cette voie, l'élaboration devra se poursuivre, tout en comprenant que l'orientation du combat politique contre les institutions se concentre sur un axe : pour une majorité PS-PCF aux élections.

Ce combat renforce le mouvement au cours duquel les travailleurs cherchent à réaliser par eux-mêmes l'unité.

Car c'est dans un même mouvement que les masses qui veulent en finir avec ce gouvernement, les institutions, toutes les lois anti-ouvrières de la V^e République, sont amenées à chercher à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent dans leur volonté de voir satisfaites leurs revendications.

Ces obstacles, ceux de la politique de division des appareils, trouvent leur origine dans la soumission de ces appareils aux institutions gaullistes.

Aujourd'hui, les travailleurs, dans toute une série d'entreprises, avancent vers la réalisation de l'unité en désignant des délégués prenant en main, avec les représentants des syndicats unis, la direction des luttes. Ce mouvement est celui-là même qui verra demain dans la crise révolutionnaire les masses mettre à bas les institutions et constituer de manière plus ou moins développée leurs propres organes de pouvoir.

Et c'est pour aider ce mouvement que la déclaration du CC explique :

« Réaliser l'unité c'est décider, donc donner le pouvoir de décision à ceux qui doivent décider des revendications proposées, de la lutte et des formes de lutte. Qui doit avoir ce pouvoir de décider ? La réponse ne peut être que les travailleurs et les organisations ouvrières. Comment ? Les travailleurs appelés à la lutte doivent désigner leurs délégués élus qui, en commun avec les responsables des organisations ouvrières, doivent décider ; délégués élus des travailleurs et responsables des organisations ouvrières doivent constituer, lorsque la grève est

décidée, le comité de grève des délégués élus et des responsables des syndicats.»

Dans le combat pour aider ce mouvement à prendre forme, à aller le plus loin possible, dès avant l'ouverture de la crise révolutionnaire l'OCI peut modifier qualitativement ses relations avec les masses, conquérir de nouvelles positions politiques. Les conditions mêmes de l'ouverture de la crise révolutionnaire quant aux relations entre les masses et les appareils s'en trouveront pour une part modifiées. Rappelons dans quels termes Lénine analyse la victoire de la révolution d'Octobre :

« Si le génie créateur populaire de la révolution russe, après avoir connu la grande expérience de 1905 n'avait pas créé les Soviets dès février 1917, ceux-ci n'auraient jamais pu prendre le pouvoir en octobre, car le succès dépendait uniquement de l'existence de formes d'organisation déjà prêtes d'un mouvement fort de millions d'hommes. Les Soviets furent cette forme toute prête ; c'est pourquoi ce qui nous attendait dans le domaine politique, c'étaient ces brillants succès, cette marche triomphale incessante que nous avons connue du fait que la nouvelle forme du pouvoir politique était prête. »

(Rapport de Lénine au 7^e Congrès extraordinaire du parti bolchevique en mars 1918.)

Préparer la crise révolutionnaire, aider les masses à la préparer, c'est les aider à constituer les comités, les organismes réalisant le front unique ouvrier. Dans ce combat pour aider les masses, se constituent à l'initiative de l'OCI des regroupements politiques de militants (comités unitaires de base, comités pour l'unité, etc) combattant pour la réalisation du front unique ouvrier dont la représentation est actuellement la Délégation permanente issue de la Conférence nationale ouvrière et jeune.

LA CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE

Réunie le dimanche 24 avril 1977, elle avait été convoquée par les délégués des comités unitaires de base réunis le 6 février en Assises nationales pour le front unique ouvrier.

1 200 délégués avaient participé à la Conférence nationale ouvrière et jeune qui, à la clôture de ses travaux, avait désigné en son sein une délégation permanente.

Une première réunion de cette délégation permanente s'était tenue les 11 et 12 juin. La prochaine session de la délégation aura permis, fin septembre, de faire le point des initiatives engagées dans le regroupement de militants afin d'aider les travailleurs à réaliser l'unité et de préparer la 2^e Conférence nationale ouvrière et jeune début décembre.

Le combat politique pour le front unique ouvrier, les regroupements de militants dans l'objectif du combat pour une majorité PS-PCF ne s'oppose pas à la volonté des travailleurs de voir se réaliser l'unité pour la satisfaction de leurs revendications particulières, mais au contraire permet de nourrir les initiatives multiples à prendre.

La situation politique, les atteintes intolérables aux conditions de vie des travailleurs en dégageront les opportunités.

Dans les services, dans les ateliers, par catégorie, les possibilités vont se multiplier d'aller vers le déclenchement de combats sur la ligne du front unique, sur la ligne des comités d'action au sens où l'entendait Trotsky, incluant les organisations sans s'y soumettre.

Les comités unitaires de base, regroupements politiques, procédant au combat de l'OCI peuvent être amenés à la constitution d'organes élémentaires de direction des luttes (délégués de service (etc.) pouvant aboutir à une réelle représentation autonome des masses. Et ce, dans une

situation où dans la plupart des corporations, comme résultat des pertes de salaires, les points de rupture vont précisément se multiplier. Prenons un exemple.

LA BATAILLE DANS LE LIVRE

Avec acharnement, l'appareil stalinien présente comme une « victoire » l'accord du « Parisien libéré », prenant en charge jusque dans ses moindres détails l'application des plans de « modernisation », c'est-à-dire de licenciements et de déqualification du gouvernement.

La signification pour toute la classe ouvrière est claire : les travailleurs de la Presse forment une des corporations qui a arraché le plus d'avantages ; pour l'appareil stalinien, faire accepter les atteintes qui leur sont portées devrait avoir valeur d'exemple. Mais les travailleurs ne peuvent accepter.

Nos lecteurs prendront connaissance avec attention du tract de l'OCI diffusé dans la presse, mais ailleurs également (voir pages 26 à 28) car sa méthode dégage l'orientation qui permet d'ouvrir la voie du combat pour les masses, la voie de la réalisation par elles-mêmes de l'unité.

LE COMBAT POLITIQUE MENE CHEZ LES MAITRES AUXILIAIRES

La situation offre, c'est une certitude, des possibilités immenses de modifier nos rapports avec les masses.

Mais il nous faut, pour cela, nous appuyer sur les acquis politiques de l'année passée et tirer les leçons de notre propre expérience.

La bataille politique menée ces six derniers mois, et dès avant la rentrée scolaire pour aider à la réalisation de l'unité pour le réemploi des maîtres auxiliaires a marqué le

point le plus élevé d'une activité centralisée de l'organisation et est, à ce titre, riche d'enseignements généralisables pour le combat de l'OCI dans les cinq mois à venir dans toutes les corporations et professions.

Là comme ailleurs s'est manifestée la contradiction violente et brutale entre la politique des appareils — et particulièrement de l'appareil dirigeant du SNES — et l'aspiration des masses, des maîtres auxiliaires en l'occurrence, à réaliser l'unité pour obtenir leur réemploi.

Mais si cette contradiction a pu être à ce point mise à nu, c'est en raison même de l'initiative prise par l'OCI.

Le combat politique de l'OCI (voir pour plus de détails l'article de Michel Landron dans le n° 577 de « La Vérité ») a été axé de bout en bout comme une bataille politique pour la réalisation du front unique ouvrier, c'est-à-dire la mobilisation des MA et des organisations, tout en comprenant que c'est la mobilisation des MA qui peut réaliser l'unité des organisations. C'est donc en ouvrant la voie, sous des formes politiques adaptées (collectif des MA et délégation permanente) à la mobilisation des MA pour réaliser l'unité des organisations en brisant la résistance contre-révolutionnaire des dirigeants du SNES, que ce combat s'est mené.

Le Collectif national des maîtres auxiliaires n'a jamais prétendu se substituer aux organisations syndicales représentatives ou se constituer comme un syndicat d'auxiliaires, mais a cherché sans cesse à œuvrer pour la réalisation de l'unité. Ainsi dans une déclaration parue le 12 juin 1977, le Collectif national des MA déclare notamment :

« Le collectif national des MA rappelle que les MA, depuis des mois, ont conduit un combat qui, en aucune circonstance, n'a remis en question les organisations syndicales, dont ils ont constamment déclaré dans toutes leurs démarches qu'ils respectaient les prérogatives et les

le tract de l'OCI diffusé après l'accord du "Parisien libéré"

Il y a aujourd'hui en France plus d'un million et demi de chômeurs. Et, chaque jour, l'emploi de nouveaux travailleurs est menacé.

C'était hier 16 000 licenciements annoncés dans la sidérurgie lorraine, la fermeture de deux nouvelles imprimeries parisiennes... C'est aujourd'hui le plan concernant Manufrance qui prévoit 500 licenciements sur un effectif de 2 500 travailleurs.

VOILA LE PLAN BARRE !

C'est un fait : le blocage des salaires, la déqualification massive, les milliers et les milliers de licenciements frappent maintenant directement la masse des travailleurs de ce pays.

PERSONNE, PAS UN TRAVAILLEUR, PAS UN JEUNE NE PEUT ACCEPTER !

Et le gouvernement vient d'annoncer à grand renfort de publicité un soi-disant « plan de relance ».

De quoi s'agit-il ?

Licencier, déqualifier, porter atteinte aux conditions de vie et de travail des masses laborieuses et de la jeunesse, voilà l'objectif. Ce sont les exigences du système capitaliste ! C'est le prolongement intégral du plan Barre.

Parmi les objectifs du gouvernement et du patronat, la corporatisme du livre occupe une place particulière.

Parce qu'il s'agit d'une corporatisme qui a arraché au cours d'années de combats acharnés les droits et garanties les plus développés de toute la classe ouvrière, de la corporatisme où l'implantation syndicale est la plus forte, pour le gouvernement : ouvrir une brèche au nom des « nécessités techniques de la modernisation » dans l'ensemble des droits et garanties acquis dans cette corporatisme, serait un point d'appui pour tenter de faire accepter plus facilement la « modernisation » aux autres secteurs de l'industrie.

VOILA LA VERITABLE PORTEE DE L'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Il y a déjà eu Larousse, Chaix, Lang... des milliers de licenciements et, depuis deux ans, la « question du *Parisien libéré* » est au devant de la scène ; et aujourd'hui, un accord vient d'être signé entre le gouvernement, le comité intersyndical du livre parisien CGT et M. Belanger, patron du *Parisien libéré*.

Voilà ce qu'en dit M. Bellanger :

« Que ce soit une grande date dans l'histoire de la presse, nul n'en doute. Et il faut bien penser qu'il y a là en même temps les bases d'une économie plus saine qui doit diminuer les effets, aujourd'hui comme demain, de la crise de la presse.

« Pour nous, je le répète, nous avons des principes à défendre, directement liés à la sauvegarde de la liberté de la presse. Ce sont, tels que je les énonçais le 13 juillet, les principes de la LIBERTE D'ENTREPRISE, de la LIBERTE D'EMBAUCHE, de la LIBERTE D'APPARTENANCE SYNDICALE. Ils sont effectivement reconnus dans l'accord, comme le sont la mensualisation, le travail en conscience sans normes restrictives, et la polyvaltitude. »

« Victoire au Parisien », titrait *L'Humanité*. « Les travailleurs du Parisien libéré et de la presse parisienne ont gagné », prétend de son côté H. Krasucki, secrétaire de la CGT.

JUGEONS NOUS-MEMES

Le 3 mars 1975, il y avait au *Parisien libéré* 681 travailleurs, dont 648 ouvriers. Ils ne sont plus que 542, dont 511 ouvriers, au 22 juillet 1977 quand est signé l'accord.

— 139 travailleurs sont partis pendant le conflit, ouvriers ou cadres techniques qui se sont reclassés sans aucune garantie ou qui ont quitté la profession. Sur ces 542 travailleurs qui restent :

— 13 seront affectés à l'entretien de Saint-Ouen, feront la navette entre le *Parisien libéré* et la Société commerciale ! Seuls 49 seront affectés à la confection du « Parisien », 40 autres allant à la Société commerciale. Pour eux, l'accord stipule : « le personnel est mensualisé. Le personnel accomplit en conscience, sans distinction de titres et dans les temps impartis, les tâches qui lui sont confiées en tenant compte de la polyvaltitude nécessaire à certains postes de travail ». C'est la polyvalence, en fonction des besoins de la production, sans tenir compte des qualifications. Deux fois plus de travail, pour deux fois moins de salaire.

— 8 seront déportés dans la presse de province, au Mans ou Angers..., avec perte massive de la qualification, des avantages acquis, d'une part importante de leur salaire. Exemple : au Figaro, en province (fac similé), un ouvrier polyvalent de production (rotos) gagne aujourd'hui 25 % de moins qu'au *Parisien* Saint-Ouen. En mars 1975, au *Parisien libéré*, un roto gagnait environ une fois et demie ce qu'il gagnera s'il est réembauché à Saint-Ouen et deux fois plus qu'il ne gagnera s'il est embauché en province.

— 191 pourraient être embauchés par les NMPP. Ils seront « compteurs de ligne », c'est-à-dire manutentionnaires à Paris, la Villette, Bobigny, Rungis. Ils toucheront de toute façon moins de 3 000 F par mois, soit de 1,5 à 3 fois moins que leur salaire de 1975.

— Restent 110 travailleurs à qui l'on a conseillé le « départ volontaire ».

Il n'est pas jusqu'aux congés d'hiver, amputés d'une semaine et la prime de fin d'année, amputée du quart de ce qu'elle était en 1975, qui ne témoignent de la perte d'avantages acquis qu'auront à subir la poignée de ceux qui retrouveront du travail à Saint-Ouen. Quant aux autres... !

Est-ce cela que les dirigeants syndicaux qui ont signé l'accord appellent, dans le « Spécial victoire » tiré à 1 million d'exemplaires : « sauvegarder les intérêts des travailleurs » ?

IL FAUT DIRE LES CHOSES COMME ELLES SONT

Si cela est une victoire, alors que serait-ce qu'une défaite ?

Alors, pourquoi ces discours et ces déclarations ?

H. Krasucki et les dirigeants du Comité intersyndical du livre parisien l'expliquent dans le *Spécial victoire* : « Pour les ouvriers de la presse et leur organisation syndicale, il s'agit non de s'opposer à la modernisation ou à la restructuration des entreprises, mais bien au contraire de les favoriser sans qu'elles entraînent du chômage « sauvage » ou des réductions d'effectifs... »

CELA S'APPELLE GERER LA CRISE DU CAPITALISME

Cette politique conduit à signer au *Parisien* un tel accord, elle s'inscrit dans la volonté mille fois réaffirmée de préserver la constitution réactionnaire de la V^e République. C'est la politique de division.

EST-CE INEVITABLE ? NON !

Ce n'était pas, ce n'est toujours pas inévitable ! Pas plus dans la presse et le livre que dans la sidérurgie, qu'à Manufrance.

LA PREUVE !

Les dockers de Dunkerque ont brisé la tentative du gouvernement et du trust Usinor qui, là aussi, au nom de la « modernisation » et de la « restructuration » de l'entreprise, voulaient porter atteinte à leur qualification et à leur droit au travail.

COMMENT ?

Ils ont réalisé leur unité contre le gouvernement et le trust Usinor.

Ils ont constitué avec leur organisation syndicale un front uni.

Ils ont, dans la grève, constitué leur comité de grève des délégués élus et des responsables du syndicat.

OUI ! IL EST POSSIBLE DE GAGNER ! MAIS QUI VEUT LA FIN VEUT LES MOYENS

Il faut donner le pouvoir de décider des revendications, de la lutte et des formes de lutte aux travailleurs et à leurs organisations. Les travailleurs doivent désigner leurs délégués élus qui, avec les responsables des organisations ouvrières, doivent décider des revendications et de la lutte. Les délégués élus des travailleurs et les responsables des organisations ouvrières doivent, lorsque la grève est décidée, constituer le comité de grève des délégués élus et des responsables des syndicats.

Voilà la politique qui permet de faire reculer les patrons et le gouvernement. L'OCI appelle les travailleurs, les militants, les jeunes à s'organiser dans des comités unitaires de base, où toute autre forme d'organisation qu'ils décideront, pour discuter, préparer la riposte unie des travailleurs et des organisations contre les mesures anti-ouvrières prises par le gouvernement, pour aider les travailleurs à réaliser le combat uni pour imposer les revendications au patronat.

VOILA LA POLITIQUE QUI REpond VERITABLEMENT AUX INTERETS DES TRAVAILLEURS

Elle s'inscrit dans une perspective qui permettra d'en finir avec la V^e République, sa constitution et ses institutions réactionnaires.

Elle s'inscrit dans la perspective clairement affirmée d'une majorité PS-PCF au Parlement.

responsabilités, en particulier celle de négocier. Poursuivant l'unique objectif de combattre pour l'obtention des garanties écrites immédiates de réemploi parce qu'il était impossible d'attendre les vacances, les MA en lutte, ont toujours rejeté les polémiques et la division et recherché au contraire que l'unité soit réalisée.»

Et, concluant sa déclaration dans l'appel à la tenue de la Conférence nationale du 11 septembre, le Collectif national ajoutait :

« Les MA savent que leurs revendications ne peuvent être arrachées du ministère qu'en réalisant l'unité. Ils demandent aux dirigeants du SNES d'en finir avec leur attitude partisane et d'appuyer sans réticences la démarche de la FEN qui, le mardi 14 juin, à 16 h 30, sera reçue par M. Haby.

« Les MA déclarent solennellement leur intention de dissoudre leur collectif après la rentrée du 15 septembre, au moment où il sera fait droit intégralement à la garantie d'emploi, c'est-à-dire quand tous les MA seront en poste. »

C'est précisément le caractère de lutte politique pour le front unique ouvrier (prenant différentes formes, de la grève du 15 mars, des manifestations au ministère ou aux rectoirats à la signature massive de la lettre de A. Henry, secrétaire général de la FEN à R. Barre ou aux délégations de MA aux sièges du SNES) qui a permis d'exploiter toutes les contradictions au niveau gouvernemental et ministériel et d'aboutir par la réalisation partielle de l'unité avec la FEN à un premier succès dans les engagements pris par M. Haby puis Barre de réemployer les MA.

La victoire n'était pas pour autant acquise.

Avec acharnement, l'appareil stalinien dirigeant le SNES a continué à combattre pour des licenciements car il lui faut à tout prix, non seule-

ment empêcher que des MA soient réembauchés, mais surtout faire avorter l'initiative prise ouvrant la voie, par la mobilisation des MA s'organisant eux-mêmes, à la réalisation de l'unité et du succès.

Dans ce combat, l'OCI a commencé à modifier la nature de ses liens avec les masses. Elle a aidé des centaines et des milliers de MA à prendre confiance en eux-mêmes. De nombreux MA ont rejoint l'OCI pour poursuivre leur propre combat jusqu'à la construction du Parti révolutionnaire.

Mais pour renforcer l'OCI de plusieurs milliers de militants, en cinq mois, en prenant partout des initiatives comme chez les MA, il est nécessaire de relever certaines faiblesses.

Car le nombre de MA ayant rejoint les rangs de l'OCI est encore insuffisant.

Non que les possibilités n'aient pas été données par le combat mené, mais les militants engagés dans le combat pour le front unique ouvrier ne peuvent rejoindre l'OCI que pour autant qu'ils acquièrent une claire conscience de la nature des obstacles rencontrés, dus à la politique de l'appareil, comme de la nécessité, pour aider les masses à les surmonter, d'une organisation révolutionnaire. Cette conscience ne peut naître que si les MA généralisent leur propre expérience ce qui nécessite donc d'aller, pour les militants de l'OCI, jusqu'au bout dans le combat pour le front unique ouvrier.

AU POINT DE DEPART : L'INITIATIVE POLITIQUE DE L'OCI

Aujourd'hui, dans quels termes cette bataille se poursuit-elle ?

Lorsque cet article sera paru, de nouveaux développements seront intervenus, la Conférence nationale du 11 septembre se sera tenue. Mais comment s'est-elle préparée ?

Dans une première lettre en date du 11 août 1977, la délégation permanente du Collectif national des MA s'est adressée aux milliers de MA qui lui avaient transmis leur adresse, en expliquant notamment :

« Les questions sont donc maintenant clairement posées : forts des assurances obtenues par la FEN le 14 juin de M. Haby et le 18 juillet de M. Barre, qu'il n'y aurait aucun licenciement de MA à la rentrée, les responsables de tous les syndicats concernés ont l'impérieux devoir de faire respecter ces engagements.

« Nous avons la ferme volonté de voir réaliser l'unité qui arrachera la nomination effective sur poste complet de tous les MA (...)

« Le 11 septembre, nous aurons tous les éléments qui nous permettront de prendre les décisions qui s'imposeront.

« Quand nous tous, MA, serons en poste, alors nous tiendrons notre engagement de dissoudre notre collectif national avec la conscience d'avoir atteint l'objectif pour lequel nous l'avons constitué. »

Et dans une deuxième lettre, en date du 1^{er} septembre 1977, la délégation permanente précise :

« Les MA et leur collectif ne comprennent pas l'attitude et les objectifs poursuivis par les dirigeants du SNES. Pourquoi ne mettez-vous pas, dirigeants du SNES, tout le poids de l'organisation syndicale que vous dirigez dans la bataille pour un poste pour tous les MA ? Nous ne comprenons pas. Il serait impensable que des dirigeants syndicaux se félicitent que des engagements ne soient pas suivis d'effets, s'il y a des licenciements !

« Cela n'est pas pensable, ni possible.

« Nous, MA, disons : il est temps de vous reprendre, dirigeants du SNES. Il est temps que l'unité se réalise dans le

combat pour un poste pour tous les MA !

« Quant à nous, forts de notre bon droit, nous allons poursuivre le combat engagé, l'amplifier, le renforcer. Il ne sera pas dit que cette année encore, des MA seront licenciés. Il ne sera pas dit que le refus de réaliser l'unité facilitera, cette année encore, les manœuvres gouvernementales. »

Quels que soient les développements que cette bataille va prendre, de premières leçons peuvent être dégagées et ce pour l'intervention de l'OCI dans tous les secteurs de la lutte des classes.

Lorsque le combat politique pour le front unique ouvrier s'est, à divers moments, concentré dans l'action de grève ou de manifestation, et ce contre toutes les forces politiques coalisées, l'action de l'OCI aidait les masses à reconquérir le droit, que les appareils leur déniaient, de décider elles-mêmes de leurs actions, aidait les masses à se libérer de la tutelle des appareils bureaucratiques, ce qui est le mouvement même qui conduit à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes dans la crise révolutionnaire.

Et c'est au feu d'un tel combat que se « trempent » les cadres, qu'une organisation combattant pour la construction du Parti révolutionnaire s'aguerrit et acquiert l'expérience nécessaire pour gagner à elle les combattants qui se lèvent et formeront demain le nouvel état-major des luttes.

Dans les cinq mois à venir, une telle action politique est quasiment partout possible. Mais il est nécessaire de préciser. C'est, AU POINT DE DEPART, l'initiative de l'OCI qui a permis que se cristallise la volonté des MA d'arracher les garanties de leur réemploi.

En effet, depuis des années et des années, à la rentrée, se posait la question du réemploi des MA, suscitant des réactions et des mouvements plus ou moins importants de ceux-ci. Mais

en janvier il n'y avait pas de mouvement posant dès ce moment la question du réemploi des MA pour la rentrée suivante. Prenant appui sur l'aspiration des MA à garder leur emploi et leur poste, l'OCI a affirmé : « C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il nous faut obtenir la garantie de réemploi sans attendre la rentrée ». Ainsi elle a suscité le mouvement des MA.

Par là-même l'activité de l'OCI devient partie constituante des conditions objectives qui mènent à l'ouverture de la crise révolutionnaire. L'OCI peut ainsi modifier sensiblement, dans les 5 mois qui viennent la nature de ses liens avec les masses et gagner plusieurs milliers de nouveaux militants.

La deuxième Conférence nationale ouvrière et jeune centralisera les diverses initiatives prises.

LE TRAVAIL DE L'OCI DANS LA JEUNESSE : LA CONSTRUCTION DE L'AJS

L'objectif dégagé par les travaux du Comité central est un tout indissociable qui pose le problème du développement de l'OCI dans tous les secteurs et celui de la modification de ses liens avec les masses, et ce dans tous les secteurs de son intervention.

Mais il nous faut en même temps comprendre que la couche qui est la plus disponible pour la construction du Parti révolutionnaire, c'est la jeunesse.

C'est ainsi que la discussion du Comité central a accordé une large attention au plan de développement de l'activité de l'OCI dans la jeunesse à partir de la stratégie de lutte pour la construction d'une organisation indépendante de la jeunesse.

Car, dans une très grande proportion, pas forcément uniquement via l'AJS, ceux qui vont être recrutés dans les mois à venir sont dans la jeunesse.

L'objectif politique correspondant au recrutement de plusieurs milliers de nouveaux militants est d'aboutir, via l'AJS, à une organisation relativement de masse dans la jeunesse dans les cinq mois à venir.

La situation politique présente qui ne peut manquer de s'aggraver, donne un caractère quasi explosif aux problèmes du chômage qui touche aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes, voire près d'un million.

L'incohérence même des décisions intolérables prises en ce domaine par le régime en décomposition renforce, accentue le caractère insupportable de cette situation pour la jeunesse.

Le Parti socialiste et le PCF, les appareils des organisations syndicales ne veulent surtout pas prendre en charge la solution de ces problèmes, et s'ils sont contraints de s'en préoccuper, c'est pour chercher les moyens de dévoyer l'action de la jeunesse. C'est une donnée importante de la situation actuelle.

La jeunesse est intégrée au mouvement d'ensemble du prolétariat mais elle a sa spécificité et, précisément, la contradiction entre la politique des appareils et les aspirations des masses y est là encore plus forte. C'est sur ces traits spécifiques dans la jeunesse d'un courant objectif vers la révolution prolétarienne que l'activité de l'organisation doit s'appuyer.

L'OCI aidera l'AJS-AER à impulser la constitution de comités de lutte pour l'unité contre le chômage et soutiendra la tenue de meetings politiques de l'AJS de lutte contre le chômage.

Cette campagne politique trouvera également sa place à l'université en liant dans le combat de l'AJS-AER la lutte pour le droit au travail à celle pour le droit aux études.

Mais à l'université le combat politique dans les 5 mois à venir pour aider les masses à réaliser le front unique et modifier dans ce combat les relations de l'OCI avec les masses s'appuie sur une donnée fondamentale : la place de l'UNEF (Unité syndicale).

Renforcer cette organisation syndicale comme instrument pour ouvrir la voie du combat aux masses étudiantes contre les conséquences insupportables des réformes inachevées du bonapartisme (limitation des inscriptions par les conseils de gestion, organisation par ces institutions bonapartistes dans lesquelles les dirigeants du PC occupent une place centrale, d'examens malhonnêtes et sélectifs, etc.), c'est là, très directement, préparer la crise révolutionnaire.

La place spécifique de l'UNEF, préservée de la destruction par l'échec du bonapartisme et le combat mené par les révolutionnaires, est liée aux conditions nées de la vague révolutionnaire surgissant à la fin de la deuxième guerre impérialiste. A l'époque, l'impérialisme, par crainte de perdre le pouvoir, a dû concéder des conquêtes qui ont considérablement accru la densité politique du prolétariat. Comme conséquence, la bourgeoisie s'est trouvée dans l'obligation d'ouvrir largement les lycées et les facultés, ce qui est totalement contraire aux nécessités économiques et politiques de la société capitaliste en décomposition. L'UNEF s'est ainsi trouvée placée dans la situation de « gérer » les conquêtes sociales qui, par essence, dérivent des conquêtes sociales arrachées à la bourgeoisie par le prolétariat. Mais la survie du capitalisme exige que la bourgeoisie et son Etat entreprennent le démantèlement de ces conquêtes sociales.

Telle est la base fondamentale de la contradiction, qui ne peut manquer de s'exacerber entre les aspirations des masses étudiantes refusant de se voir rejetées de l'université et les besoins du régime pris en charge, dans les conseils de gestion et autres institutions bonapartistes, essentiellement par l'appareil stalinien.

S'appuyant sur cette situation, sur la volonté des étudiants qui refusent la pénurie comme les examens sélectifs comme toute atteinte à leurs conditions de vie (bourses diminuées,

œuvres universitaires de plus en plus chères) l'OCI en aidant au renforcement de l'activité de l'UNEF (Unité syndicale), pourra modifier ses relations avec les masses, gagner des centaines d'étudiants.

GAGNER DES MILLIERS DE NOUVEAUX LECTEURS A « INFORMATIONS OUVRIERES »

Le journal « Informations ouvrières » doit devenir l'instrument principal qui aide les militants de l'OCI à recruter. Pour cela il doit répondre aux besoins du combat politique de l'OCI tout entier orienté sur la nécessité et la possibilité d'aider les travailleurs, les jeunes à réaliser eux-mêmes les conditions des luttes politiques.

« IO » doit être le reflet de l'activité des comités unitaires de base. Mais « IO » ne peut être le véritable reflet de l'activité des comités unitaires de base que s'il « guide » ces comités unitaires dans leur action. Pour les « guider », « IO » doit traiter tous les problèmes théoriques, politiques, tactiques que soulèvent la situation internationale et la situation en France. A cette condition « IO » peut répondre aux besoins des travailleurs et jeunes regroupés dans les comités unitaires de base ou toute autre forme de regroupements politiques.

Les comités unitaires sont des organismes d'intervention et d'action politique constitués sur la ligne du front unique pour dégager l'initiative des masses. C'est-à-dire qu'ils doivent être capables de répondre aux particularités par lesquelles se manifestent très souvent les problèmes généraux. Ils se constituent le plus souvent en vue d'arracher telle ou telle revendication particulière, de préparer politiquement le combat pour l'arracher.

Le comité unitaire de base doit donc être à même de donner des réponses particulières. Mais ces réponses particulières ne sauraient pro-

céder que d'une analyse politique globale. C'est ainsi que le journal doit toujours être amené sous une forme vivante à rattacher la particularité au général (mouvement vers la révolution) afin de fournir aux militants les réponses réelles.

En ce sens, ce que le journal doit exposer aux militants et plus généralement aux travailleurs, c'est leur apprendre à discerner derrière la courbe du prétendu concret, la lutte des classes, la lutte politique pour opposer le prolétariat à la bourgeoisie.

UNE PIECE MAITRESSE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

C'est ainsi que le journal aidera les militants, d'une manière approfondie à ne pas oublier que la lutte pour les revendications est une lutte politique dans laquelle il s'agit d'aider les masses à conquérir leur droit d'en finir avec le régime décomposé de la V^e République.

Par là, le journal pourra centraliser le travail politique et permettre d'emporter la conviction que c'est la politique des appareils qui empêche les travailleurs et les jeunes de combattre le régime, en multipliant les obstacles pour interdire aux masses d'arracher les revendications et que les obstacles que les appareils dressent peuvent être surmontés en s'organisant pour mener l'action politique nécessaire.

C'est pourquoi le journal doit démontrer par les faits que la lutte pour les revendications est une lutte politique liant indissolublement l'une et l'autre dans une lutte de classe unifiée du prolétariat et de la jeunesse se dirigeant contre le gouvernement et qui exige la constitution de comités unitaires de base et la construction du Parti révolutionnaire en France.

C'est ainsi que le Comité central a été amené à discuter du contenu à donner au journal « Informations ouvrières » pour en faire une pièce maîtresse du plan de développement.

CAMPAGNE FINANCIERE

Les campagnes financières régulières, menées avec succès depuis plusieurs années, sont une des traditions les mieux établies et les plus ancrées dans la vie de l'organisation.

Indispensables pour faire face aux dépenses croissantes de l'organisation, ces campagnes sont en même temps l'occasion de renforcer, par un travail méthodique de chaque militant de l'OCI, les liens tissés avec les sympathisants de l'organisation.

La dernière campagne financière avait permis de récolter plus de 775 000 F (75 millions d'anciens francs).

Bien que plusieurs centaines de militants aient rejoint entre-temps les rangs de l'OCI, le Comité central a décidé néanmoins, conformément aux habitudes établies dans ce domaine, de fixer à peu près au niveau du résultat de la dernière campagne l'objectif (800 000 F) de la prochaine qui se déroulera du 15 octobre au 15 décembre, et ce dans le but d'intégrer progressivement les nouveaux militants aux traditions de l'organisation. A cet objectif s'ajoute celui pour l'AJS de lever 100 000 F dans sa campagne politique pour subvenir à ses frais.

L'axe de la campagne financière de l'OCI est constitué par le soutien, dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, à l'activité du Comité d'organisation et de ses sections, activité qui ordonne et donne sa pleine dimension à l'activité de construction en France du Parti révolutionnaire.

FORMER DES CENTAINES DE NOUVEAUX RESPONSABLES DE CELLULE

Tel est l'enjeu des prochains mois, indissociable de l'objectif à atteindre de plusieurs milliers de nouveaux militants à l'OCI. L'afflux dans les

rangs de l'OCI de milliers de nouveaux militants pose comme problème central celui de former un corps de centaines de nouveaux responsables de cellule, futurs officiers de la révolution, cadres « éprouvés » dont parle Trotsky, capable d'assurer la cohésion interne de l'organisation en animant régulièrement la vie politique des cellules.

Après avoir longuement débattu de cette question, le Comité central a adopté le rapport sur la formation qui lui était présenté et que « La Vérité » publie intégralement.

Dans une situation où les conditions de la formation des militants se sont considérablement modifiées, il est impossible de laisser à la simple spontanéité la solution de cette tâche essentielle de formation des militants de l'organisation.

CINQ MOIS DECISIFS

Tel est le sens, sur la base du rapport présenté, des premières mesures et décisions prises reconstituant sur de nouvelles bases la commission de formation du Comité central.

Tels sont, brièvement tracés, les éléments essentiels de la discussion du Comité central des 3, 4 et 5 septembre 1977.

Répetons-le: jamais à la veille d'une situation révolutionnaire, une organisation trotskyste n'a été placée dans une situation aussi favorable, et ce en raison tant des données de la situation politique internationale et française que des acquis du travail accumulé. En comprenant que les conditions objectives qui mènent à la crise révolutionnaire sont le produit de l'activité humaine dont l'activité de l'OCI est partie constituante, nous avons devant nous cinq mois qui permettent de modifier qualitativement, au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire, les relations entre l'OCI, les masses et les appareils.

A nous de mettre à profit ces cinq mois. Ce sont les conditions de la construction, demain, du Parti révolutionnaire dans la crise révolutionnaire qui en dépendent pour une large part.

Daniel Robin,
10 septembre 1977.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	120 F
	(pli clos)	200 F
Adresse	6 mois	60 F
	(pli clos)	100 F
Code postal et ville	Etranger (1 an)	160 F
	(pli clos)	250 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

usage de l'OCI de milliers de nouveaux militants. Le Comité central a pour objectif de former un corps de centaines de nouveaux responsables de cellule, futurs officiers de la révolution, cadres « éprouvés » dont parle Trotsky, capable d'assurer la cohésion interne de l'organisation en agissant régulièrement la vie de ces cellules.

Après avoir débattu de cette question, le Comité central a adopté le rapport sur la formation que lui était présenté et « La Vérité » publie intégralement.

Dans une situation où les conditions de la formation des militants sont considérablement améliorées, il est possible de laisser à l'initiative de chaque cellule de militants de l'organisation.

LE MOIS DÉCISIF

Tel est le thème de ce rapport présenté au Comité central et dont les décisions prises reconnaissent la nécessité de nouvelles bases de formation du Comité central.

Tels sont, brièvement tracés, les objectifs de la révolution. Le Comité central des 3, 4 et 5 septembre 1977.

Résumons-les : jamais à la veille d'une situation révolutionnaire, une organisation révolutionnaire ne se place dans une situation aussi favorable, et dans une situation aussi donnée de la situation politique internationale, et française que celle que nous avons accumulée. En comprenant que les conditions objectives qui mènent à la crise révolutionnaire sont le produit de l'activité humaine dont l'activité de l'OCI est partie constituante, nous nous devons de nous donner les moyens de modifier qualitativement au moment de l'ouverture de la crise les conditions de la révolution.

Il est évident que ces cinq mois de la construction de la révolution dans la crise révolutionnaire dépendent pour une grande part de la qualité de la construction.

Daniel Robins
11 septembre 1977

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

120 F	1 an		
200 F	(période)		
60 F	6 mois		
100 F	(période)		
180 F	Étranger (1 an)		
250 F	(période)		

Code postal et ville

- Payer les mentions indiquées
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « INFORMATIONS OUVRIÈRES »

87, rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 PARIS
C.C.P. 21 831 73 Paris — Tél. : 248 23 12

POUR REpondre
AUX TACHES POLITIQUES DE L'OCI
ET DE SA CONSTRUCTION
AU STADE ACTUEL

rapport

**sur la formation des militants
et des cadres**

présenté par Stéphane JUST,
au comité central des 3, 4 et 5 septembre.

Au cours des quelques mois qui viennent, l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) doit gagner des milliers de nouveaux lecteurs à « Informations ouvrières », recruter plusieurs milliers de nouveaux militants et constituer des centaines de nouvelles cellules. Ces objectifs signifient que l'OCI est à un tournant de l'histoire de sa propre construction. Il lui faut le prendre en fonction du développement de la situation politique en France, que nous avons caractérisée comme allant « de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire », et de son propre développement. Ces objectifs ne peuvent être atteints que si des centaines de nouveaux cadres, de nouveaux responsables de cellules sont formés.

**« LES CONDITIONS
OBJECTIVES »
NE SUFFISENT PAS**

Les conditions « objectives » rendent possibles ce tournant. Elles ne suffisent pas. D'une situation politique qui évolue vers une crise révolutionnaire ne découle pas automatiquement la construction du parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV^e Internationale, ou

même le simple renforcement de l'organisation qui construit ce parti. Les exemples historiques abondent.

En 1934-1938, la marche à la crise révolutionnaire en France, à la révolution en Espagne, leur ouverture, leur développement, loin d'aboutir à la construction du parti révolutionnaire, ont au contraire disloqué les organisations de la IV^e Internationale. Il est vrai que la crise révolutionnaire en France et la révolution en Espagne ont été les derniers

anneaux d'une chaîne de révolutions d'une période révolutionnaire s'étendant entre 1917-1938, révolutions qui toutes, sauf la révolution russe, se sont terminées par des défaites. Actuellement, nous sommes au début d'une nouvelle période de la révolution mondiale qui durera des années et des années, ouvrant mille possibilités. En 1938, Trotsky devait expliquer que toute une génération de militants révolutionnaires avait été laminée par les défaites ; que les militants des organisations de la IV^e Internationale étaient en général marginaux par rapport au prolétariat et qu'une nouvelle période historique dégagerait la tendance au regroupement du prolétariat sur un nouvel axe, ce qui donnerait d'énormes possibilités pour la construction de la IV^e Internationale et de ses partis.

Trotsky ne dégageait les conclusions dont il est question plus haut qu'en 1938-1939, à la suite des défaites de la crise révolutionnaire en France, et de la révolution en Espagne. De même que ces défaites n'étaient pas écrites d'avance, l'échec de la construction de partis révolutionnaires dans ces pays ne l'était pas. A tout le moins, le renforcement de la IV^e Internationale et de ses organisations était objectivement possible. En France, la crise de la SFIO s'est traduite par la formation en 1935 de la « gauche révolutionnaire ». Elle a été à l'origine du fugitif parti centriste, le Parti socialiste ouvrier et paysan, constitué en 1938 à la suite de l'exclusion, cette même année, de la Gauche révolutionnaire des rangs de la SFIO au Congrès de Royan, et qui devait se volatiliser dès le début de la guerre, en 1939-1940. En Espagne, à l'intérieur du Parti socialiste ouvrier d'Espagne, d'organisations comme la CNT, l'UGT, des courants évoluaient vers la gauche ; les Jeunesses socialistes dans leur ensemble évoluaient également vers la gauche, cela dès avant 1936. Ultérieurement, à l'intérieur du POUM, des processus comparables se produisaient.

Ainsi se dégageaient certaines conditions favorables à la construction d'organisations de la IV^e Internationale, voire de partis révolutionnaires ayant une influence de masse. Trotsky avait prévu ces opportunités et il avait proposé une politique qui eût permis de les utiliser. Sans supputer ce qui se serait passé si l'orientation que Trotsky proposait avait été appliquée, ni refaire après coup l'histoire, il est certain que le cours de la lutte des classes, non seulement dans ces pays, mais en Europe et dans le monde, aurait été différent, sans que la victoire de la révolution ait été garantie. En tout cas, l'histoire de la construction de la IV^e Internationale et de ses organisations n'aurait pas été la même. La lutte des classes, comme celle pour la construction du parti révolutionnaire, la seconde étant inséparable de la première, la concentrant et en fin de compte étant décisive, sont des luttes vivantes, faites de l'activité pratique des classes, des organisations, des militants de ces organisations. Leur issue est le résultat de cette activité vivante, donc, bien que déterminée, jamais jouée à l'avance de façon certaine.

Donc, loin de conduire à une sorte de fatalisme, cette façon d'aborder la lutte des classes et la lutte pour la construction du parti révolutionnaire amène au contraire à analyser rigoureusement le pourquoi et le comment de leur développement, afin de mieux combattre.

« TRANSMETTRE L'HERITAGE »

Pourquoi, avant 1938-1939, en France, en Espagne, à l'échelle de la IV^e Internationale, ne se sont pas construits, sinon des partis révolutionnaires méritant le nom de partis, au moins des organisations, construisant de tels partis et déjà liées aux masses ? En dernière — mais décisive — analyse, en raison de la faiblesse théorique et politique des

noyaux organisés qui se proposaient de construire la IV^e Internationale et ses partis. A cela, il y a des causes générales, mais il est une cause particulière qu'il est indispensable de souligner : Staline, en exterminant la génération des militants d'Octobre 1917, des premières années de la III^e Internationale, a voulu détruire la continuité de la tradition révolutionnaire prolétarienne, qui s'incarne en des militants organisés, formés théoriquement et pratiquement au feu de la lutte des classes. Dans son journal d'exil, Trotsky écrivait en 1935 :

« Pour être clair, je dirai ceci : si je n'avais pas été là en 1917 à Petersbourg, la révolution d'Octobre se serait produite. *Conditionnée par la présence et la direction de Lénine...*

« ... Lénine présent, la révolution d'Octobre aurait de toute façon abouti à la victoire. On peut en dire autant, somme toute, de la guerre civile... Ainsi, je ne peux pas dire que mon travail ait été « irremplaçable », même en ce qui concerne la période 1917-1921, tandis que ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot « irremplaçable ». Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement des deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération par-dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir.

« Et je suis pleinement d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev), que le plus grand vice est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Il me faut encore au moins quelque cinq ans de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. »

Trotsky a disposé des 5 ans qui lui semblaient nécessaires pour transmettre aux militants de la IV^e Internationale les leçons théoriques et politiques de trois révolutions. Ces leçons, les militants de la IV^e Internationale avaient encore à les assimiler.

C'est une chose de lire et de connaître maints écrits, maints textes, et de traduire leur contenu dans l'activité politique pratique ; une grande expérience politique est d'autant plus nécessaire que les circonstances sont difficiles. En faisant assassiner Léon Trotsky, en août 1940, Staline complétait l'extermination de la génération d'Octobre 1917. L'assassinat soit par les nazis, soit par les staliniens, de nombreux cadres, généralement les plus expérimentés, de la IV^e Internationale et de ses organisations, a encore affaibli de ce point de vue la IV^e Internationale. L'expérience a démontré que les leçons théoriques et politiques indispensables que Trotsky avait léguées ne pouvaient être assimilées qu'au cours d'une longue action politique dans la lutte des classes, qu'il fallait que soit constitué un cadre de militants capables de bâtir la IV^e Internationale au cours de cette activité politique. Lorsqu'on analyse les causes des crises de la IV^e Internationale, il est évidemment indispensable de prendre en compte le développement de la lutte des classes au cours de la guerre et après la guerre, les développements politiques à l'intérieur du prolétariat mondial, la puissance que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international avaient acquise, l'énorme pression qui s'exerçait sur la IV^e Internationale, ses organisations, ses militants, lesquels n'étaient toujours pas, ou peu, enracinés à l'intérieur de la classe ouvrière. Néanmoins, la cause la plus importante fut sans doute que ce cadre de militants n'avait toujours pas été constitué, ou ne l'était que de façon embryonnaire. C'est ainsi que la crise pabliste qui a disloqué la IV^e Internationale ne peut être comprise

seulement en raison de la « situation objective », mais en raison des faiblesses internes de la IV^e Internationale, de l'insuffisante assimilation du capital théorique et politique que Trotsky avait légué. Inversement, la résistance au pablisme liquidateur n'était possible qu'en référence à ce capital théorique et politique, qu'en se situant sur le programme de fondation de la IV^e Internationale, même si ceux-ci n'étaient qu'insuffisamment assimilés.

Ce serait une erreur catastrophique de ne pas reconnaître, au contraire des années 1934-1938, que le courant de l'histoire va dans le sens de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses partis. Depuis 1968, une nouvelle période de la révolution mondiale s'est ouverte, qui s'étendra sur des années et des années. Elle sera faite d'innombrables épisodes. La crise de l'impérialisme, celle des bureaucraties parasitaires, au premier chef celle de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, sont indissociablement imbriquées. Elles se concentrent particulièrement en Europe. La densité sociale et politique du prolétariat, sa puissance n'ont jamais été aussi grandes. C'est cette période que Trotsky annonçait lorsqu'il pronostiquait qu'au cours d'une prochaine période historique, le prolétariat aurait tendance à se regrouper sur un nouvel axe.

Pourtant, reconstruire la IV^e Internationale, construire en chaque pays ses partis, exige la formation de ce cadre militant qui saura utiliser l'héritage théorique et politique que Trotsky nous a légué, assimiler les leçons qu'il contient et les traduire en termes d'action politique.

FORMER DES CADRES DIRIGEANTS

Le développement de la situation politique en France, la marche à la crise révolutionnaire ouvrent déjà et ouvriront plus encore à l'avenir d'im-

menses possibilités de construction de l'OCI. Mais il faut d'abord que l'OCI, ses militants, soient capables d'apporter les réponses politiques qui correspondent aux intérêts et aux aspirations de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, d'apprécier chaque moment précis comme moment d'un processus, mais existant en tant que tel, et de définir en conséquence leur intervention dans la lutte des classes. Si elle et ses militants savent le faire, sans devenir encore le parti révolutionnaire avec tout ce que cela implique, elle peut d'ores et déjà jouer un rôle important influant sur le cours de la lutte des classes, s'enraciner au sein des masses. Ce faisant, elle peut et elle doit élargir son influence (vente d'« IO », de « La Vérité », campagnes financières, etc.), recruter des milliers de nouveaux adhérents, constituer des centaines de nouvelles cellules.

L'OCI, constatons-le, peut se fixer ces objectifs et les atteindre, non seulement en raison de la « situation objective », mais parce qu'en tant que telle elle existe, c'est le résultat de dizaines d'années d'activité politique pour défendre, assimiler, traduire en termes d'action politique l'acquis politique que Trotsky nous a légué, même si cela s'est fait souvent de façon imparfaite.

Mais, il faut le dire, recruter des milliers de nouveaux adhérents, former des centaines de nouvelles cellules n'est pas gagné d'avance ; les hésitations et les oscillations des militants de l'OCI, au sommet et à la base, peuvent compromettre la réalisation de ces tâches. Or nous savons que lorsqu'une organisation qui construit le parti révolutionnaire ne réalise pas les tâches que lui dicte le rapport entre la « situation objective » et elle-même, ses acquis antérieurs sont remis en cause.

Mais, il faut le dire, recruter des milliers de nouveaux militants, former des centaines de nouvelles cellules ne suffit pas. Il faut garder les nouveaux militants, en faire des mili-

tants pleinement intégrés à l'organisation, faire vivre les nouvelles cellules. C'est une première question qu'il est nécessaire d'apprécier dans toute son ampleur. Intégrer ces militants pleinement à l'organisation exige qu'ils en épousent toute la dimension historique — la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'assimilation du programme, de la méthode du marxisme —, en même temps qu'ils obtiennent les réponses politiques, l'armement indispensable au combat politique dans l'entreprise, le bureau, le chantier, les localités, la jeunesse, etc., et non pas ainsi que des francs-tireurs, mais comme des militants d'une organisation dont les membres agissent collectivement.

Recruter des milliers de militants, former des centaines de cellules ne peut résulter que d'un recrutement de masse, du moins à notre échelle, dans l'intervention politique au cours de la lutte des classes. Cela n'a rien à voir avec un recrutement « au bouton de veste », militant après militant, plus ou moins convaincu de la nécessité de la IV^e Internationale, de la valeur de son programme, de la méthode marxiste. Les nouveaux militants que nous devons recruter se tourneront vers l'OCI en fonction du fait que notre politique leur aura permis d'agir, de combattre sur tel ou tel plan ; la généralisation politique ne sera encore qu'imparfaite, voire floue, pour ne pas parler de la compréhension théorique. Qu'il en soit ainsi démontre un progrès considérable de l'activité de l'OCI... et contient un danger non moins considérable. Si les militants que nous recrutons dans ces conditions n'étaient pas pleinement et totalement intégrés à l'OCI en des délais rapides, ils deviendraient éléments de dissolution des acquis de l'OCI.

Il faut donc, non seulement des centaines de nouvelles cellules, mais des centaines de nouvelles cellules qui fonctionnent ainsi que des cellules doivent fonctionner, et que les cellules qui existent déjà fonction-

nent également comme des cellules doivent fonctionner. En d'autres termes, il faut former des centaines de nouveaux responsables de cellules, et améliorer la formation de ceux qui le sont déjà. Il nous faut former ce cadre militant qui, au cours des années qui viennent, rendra l'OCI indestructible, fera qu'elle accomplira les tâches de construction du parti révolutionnaire en France et de reconstruction de la IV^e Internationale dans le monde. Ce cadre militant qui, ayant assimilé l'acquis théorique et politique que Trotsky nous a légué, est capable de le traduire en termes d'action politique donne à une organisation comme l'OCI la vitalité organique indispensable à la vigueur, l'efficacité politique, en fait une totalité agissante, un corps.

DE VERITABLES CELLULES

Il est nécessaire de donner toute sa signification à cette partie des statuts de l'OCI, cité page 42.

Le Comité central est l'organisme qui, entre deux congrès, dirige l'OCI. Le CC est en quelque sorte la cellule centrale de l'OCI. Mais les cellules sont les organismes constitutifs du corps de l'OCI, les organismes qui ont fait un corps vivant. Leur vie politique doit être pleine, totale. Chacune de ces cellules est constituée en fonction d'un secteur ou de plusieurs secteurs d'intervention de l'OCI. Mais elle a à connaître, à discuter de l'ensemble des problèmes qui sont ceux que l'OCI a à résoudre, ou auxquelles elle est confrontée. Leur fonctionnement ne saurait être limité à l'immédiat auquel chaque cellule a à faire.

Malheureusement, la lecture des procès-verbaux des réunions de cellules, lorsqu'ils existent, démontre que c'est rarement le cas. Dans le meilleur des cas, on constate que les ordres du jour des cellules, outre les tâches, l'activité politique de chaque cellule, comprennent un rapport, mais qui le plus souvent se limite à ce

EXTRAITS DES STATUTS DE L'OCI

V. — LE COMITE CENTRAL

1. - *Le Comité central est l'expression centralisée de la totalité de l'organisation. Il est une délégation du Congrès et dispose, dans le cadre des décisions du Congrès, de tous ses pouvoirs. (...)*

VI. — LES CELLULES

1. - *Chaque membre de l'organisation est affecté à une cellule. C'est la cellule qui organise et contrôle son militantisme. Organisme de base de l'organisation, la cellule est l'instrument essentiel de la mise en pratique des décisions du Congrès, de construction de l'organisation. Unité de travail, d'intervention dans la lutte des classes, associant et contrôlant l'activité des militants dans leur milieu, elle exprime la centralisation de l'organisation. Unité de discussion, elle est à la base de l'élaboration et de la vie politique de l'organisation.*

2. - *En ce sens, les cellules expriment la totalité de l'organisation à travers l'application des décisions et de l'orientation du Congrès, des décisions de la direction nationale par les initiatives qu'elles prennent pour traduire cette orientation et ces décisions. Elles l'expriment par le fait que ce sont elles qui prennent position à l'occasion du Congrès, sur les résolutions et documents présentés, et qui désignent directement ou indirectement les délégués au Congrès.*

3. - *Les cellules sont des organismes politiques majeurs, ayant pouvoir de décision et de prise de position sur l'orientation politique du moment, dans tous les domaines de l'activité de l'organisation, sans que pour autant elles puissent contrecarrer l'application de la politique définie par le Congrès et par la direction nationale. Les cellules sont subordonnées aux décisions du CC, comme celui-ci l'est aux décisions du Congrès.*

4. - *Les cellules ont pouvoir de sanctions. Celles-ci doivent être soumises au Comité central.*

qui est quotidien et est indispensable à l'activité immédiate de la cellule. Le plus souvent, l'essentiel de l'ordre du jour se limite aux « tâches », à la « pratique » immédiate. Au contraire de ce que pensent bon nombre de camarades, c'est tourner le dos à l'efficacité. Pour être « efficaces », les militants doivent comprendre profondément à quoi correspond leur action politique, à quoi elle s'intègre, ainsi ils agiront avec détermination, sans empirisme. Aller jusqu'au détail de l'élaboration pour combattre, intervenir dans la lutte des classes, construire l'OCI, exige que chaque moment précis, chaque intervention dans un secteur donné soient reliés aux acquis théoriques et politiques fondamentaux, à l'activité politique globale de l'OCI. La cellule doit réaliser cela. Il faut constater que c'est trop peu souvent le cas.

DE VERITABLES RESPONSABLES DE CELLULES

Mais il faut reconnaître que le réaliser est un tâche extrêmement difficile, car la cellule ne doit pas être non plus un organisme où l'on discute à tout moment de tout et de rien, où ce qu'il est convenu d'appeler « les tâches » soit négligé. Une cellule ne peut réellement fonctionner de façon satisfaisante sans un plan d'activité et de discussion préparées et contrôlées, portant sur un mois ou deux, en relation à l'activité d'ensemble de l'OCI. En même temps que l'OCI doit se fixer comme objectif d'accroître de plusieurs milliers d'exemplaires la vente d'« IO », le recrutement de plusieurs milliers de nouveaux militants, la constitution de plusieurs centaines de cellules, elle doit se fixer comme une tâche politique essentielle de former plusieurs centaines de responsables de cellules.

Le fonctionnement de la cellule dépend très étroitement de la capacité théorique et politique du responsable de cellule. Ainsi, il est évident

que chaque article d'« IO », de « La Vérité », de « Correspondance internationale », chaque publication de l'OCI ne peuvent être discutés à l'intérieur de chaque cellule, pas plus que chaque note, chaque résolution émanant soit du CC, des régions, des fédérales, soit des différentes commissions. Evidemment, notamment en ce qui concerne les publications, chaque militant doit les lire. Pourtant, c'est aux responsables de cellules d'intégrer l'utilisation des matériaux qu'ils contiennent à la préparation des discussions et de l'activité des cellules en relation avec le plan de la cellule, un peu à la façon dont certaines cellules intègrent l'utilisation de l'éditorial d'« IO » au rapport hebdomadaire.

Préparer un plan de discussion et d'activité de cellule nécessite que le militant sache où trouver le matériel nécessaire à utiliser ; la bonne tenue et la progression tant de la discussion à l'intérieur de la cellule que de son activité exigent que le responsable de cellule soit capable de reprendre, d'orienter, de développer la discussion sur l'ensemble des questions auxquelles la cellule est confrontée. Bien entendu, il ne s'agit pas de décréter que tous les responsables de cellules devront répondre à ces normes d'aujourd'hui à demain. Il faut aller dans ce sens de façon consciente et organisée, ne pas attendre que cela se réalise spontanément. Il faut en faire un objectif central de l'OCI, l'atteindre étant indispensable à sa construction.

LA RESPONSABILITE DES DIFFERENTS ORGANISMES DIRIGEANTS

Les responsables de cellules sont évidemment responsables de faire le nécessaire à leur propre formation. Pourtant, la responsabilité de la formation de centaines de nouveaux responsables de cellules, de l'amélioration de la formation des militants qui sont déjà responsables de cellules dé-

pend d'une politique systématique définie au Comité central, appliquée et développée au niveau de tous les organismes des comités régionaux, aux comités fédéraux, aux comités de secteurs, aux comités de rayons. Comment vivent les cellules, comment fonctionnent-elles, quels sont leurs plans d'activité doit devenir une préoccupation centrale de tous ces organismes. Les PV de cellule doivent devenir une règle impérative, et leur discussion en rayon, en secteur, en fédérale, en CR (bien entendu pas de tous les PV, mais d'une synthèse), la discussion de la vie des cellules, doit être menée. Sans quoi, à quoi bon faire des PV ? Les éléments pour l'élaboration des plans d'activité des cellules doivent être fournis par ces mêmes organismes, tout en laissant aux cellules le soin de déterminer leurs plans. La vérification et l'étude politique de l'application de ces plans doivent être faites par ces organismes.

Une chose doit être clairement précisée : la formation des responsables de cellules est entièrement dépendante de la vie politique de l'organisation, de la capacité des organismes en place à l'impulser. Aucune autre commission, aucune école ne peut remplacer cette vie politique « normale » et se substituer aux organismes qui doivent l'impulser. De même, les raccourcis qui « sautent » par-dessus les responsables de cellules, tels AG de rayons, de secteurs, etc., systématiques, pour donner la nourriture politique aux militants — les cellules n'ayant plus qu'à appliquer dans les secteurs d'intervention qui leur sont propres, à régler les questions techniques —, sont à éviter. Cela ne veut évidemment pas dire que de telles AG ne doivent jamais avoir lieu, mais elles doivent être strictement circonscrites.

La formation, dont celle des responsables de cellules, n'en est pas moins une tâche spécifique particulière que nous devons penser et réaliser en fonction des objectifs politiques que nous nous assignons : des

milliers de nouveaux lecteurs d'«IO», des milliers de nouveaux militants à l'OCI, des centaines de nouvelles cellules, des centaines de nouveaux responsables de cellules.

D'OU NOUS VENONS DU POINT DE VUE DE LA FORMATION

Il y a maintenant plus de vingt ans que nous avons entrepris une véritable reconstruction d'une organisation trotskyste en France. Il faut rapidement rappeler le point où en était l'organisation en 1958. Dès 1951, la majorité du PCI avait dit non au pablisme et engagé le combat contre le révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale et de ses organisations. Mais en 1952, elle avait été exclue de la IV^e Internationale. En 1953, la véritable nature du pablisme apparaissait en pleine lumière au moment où le mouvement révolutionnaire de juin 1953 en Allemagne de l'Est ouvrait le cycle des révolutions politiques contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, et où déferlait la grève générale spontanée d'août 1953 en France ; il jouait le rôle de flanc - garde du stalinisme. Le Secrétariat international se disloquait. Avec la participation du SWP, le Comité international de la IV^e Internationale se formait. Cependant, l'organisation française payait durement les conséquences du pablisme et de la crise qui disloquait la IV^e Internationale : en 1958, elle était réduite à quelques dizaines de militants, pas plus. Il fallait la reconstruire à partir de ce noyau entièrement, du Comité central aux cellules, en se donnant les moyens d'un recrutement progressif mais solide.

Pratiquement, le Bureau politique exerçait toutes les fonctions que les organismes dirigeants, du CC aux comités de rayon, exercent aujourd'hui. Le Comité central était plus une école politique qu'un véritable CC. Ses membres faisaient fonctionner plus

ou moins bien des cellules plus ou moins existantes. La formation théorique et politique à tous les niveaux devait aller de pair avec la reconstruction de structures d'organisation de type communiste, cellules, comités de rayon, de secteurs, de régions, véritable CC, et de structures de recrutement. C'est dans ce but que nous avons repris la pratique, abandonnée depuis la fin de la guerre, des Groupes d'études révolutionnaires (GER).

Qu'étaient alors les GER ? Des sortes de pré-cellules où était dispensé un enseignement théorique et politique relativement étendu aux militants qui voulaient entrer à l'organisation, et où était dirigée leur activité politique extérieure. Les GER duraient plusieurs mois. Leur nombre restreint permettait que ce soient les camarades du Bureau politique ainsi que certains membres du CC qui les prennent directement en charge. Tous les étés se tenaient des camps de formation qui duraient une semaine. Ce fonctionnement de groupe donnait la possibilité d'une formation théorique politique générale très dense. Nombre de camarades actuellement membres du CC sont issus de ces GER.

Fort heureusement, le recrutement a permis de dépasser ce stade de la reconstruction d'une organisation trotskyste en France. Les structures d'organisation mises en place ont pendant tout un temps anticipé le développement réel de l'organisation. Elles ont progressivement commencé à fonctionner. Bientôt, nous nous sommes fixé comme tâche de « passer du groupe à l'organisation ». En proclamant l'OCI en 1967, nous anticipions sur l'avenir, mais ce cadre que nous projetions était un cadre d'organisation, un mode de fonctionnement vers lesquels nous tendions, et qui ordonnaient notre activité de construction de l'organisation. Quant à la formation des militants et aux GER, leur cadre n'était pas modifié pour l'essentiel, ni leur programme.

Voici comment une note politique en date du 3 novembre 1966, rappelée par une annexe du 2 mai 1967, définit leur fonctionnement, le contenu et le programme théorique des GER. (Lire page 46 à 49.)

Les camps annuels et les textes préparatoires à ces camps complétaient le système de formation de l'OCI, auxquels il faut ajouter les Journées d'études, le tout intégré à l'activité et à la vie politique de l'organisation.

Mais il n'est pas niable que l'activité spécifique de formation à l'intérieur de l'OCI s'est, au cours des années, plus ou moins dégradée.

Revers de la médaille, la multiplication des GER entraînait une baisse générale du niveau de l'encadrement et des GER eux-mêmes.

QUELQUES TEXTES DE FORMATION TOUJOURS UTILISABLES :

A plusieurs reprises, le programme des GER a été refondu pour qu'il soit mieux adapté aux nouvelles exigences de l'organisation en développement. C'est ainsi qu'en 1973-1974, une suite de brochures de formation devant servir de base pour la préparation des GER ont été rédigées et éditées (elles sont toujours disponibles à la librairie de l'organisation) :

- 1 - Le marxisme et sa méthode ;
- 2 - Bases économiques du marxisme ;
- 3 - L'Etat et la lutte des classes ;
- 4 - La social-démocratie et l'impérialisme ;
- 5 - Quelques enseignements de la révolution russe ;
- 6 - Le stalinisme et la dégénérescence de l'URSS et de l'IC.

Beaucoup d'autres textes, qui ne sont pas périmés, ont été écrits, qui devaient permettre de donner dans les GER une formation satisfaisante à condition de bien les utiliser. Citons quelques-uns de ces textes :

- Quelques enseignements de notre histoire ;
- Défense du trotskysme ;
- Qu'est-ce que le gouvernement ouvrier ? ;
- Manifeste de l'OCI ;
- Actualité du « Programme de transition » ;
- Les syndicats à l'époque impérialiste ;
- Autogestion contre la classe ouvrière ;
- Le front unique ouvrier et la construction du parti révolutionnaire ;
- Université et capitalisme.

Mais la formation dans les GER — ou sous d'autres formes — serait académique et formelle si elle n'était pas intégrée aux perspectives politiques actuelles et à l'actualité politique. De ce point de vue, le matériel ne manque pas non plus :

- Comment de Gaulle a pris le pouvoir ;
 - Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterrand.
- Ni les textes de congrès que « La Vérité » a publiés :
- Résolutions du XVII^e et XVIII^e Congrès ;
 - Eléments pour des thèses sur l'Europe et réponse à la Conférence européenne ;
 - Le rapport international préparatoire au XX^e Congrès ;
 - La résolution du XXI^e Congrès.

Plus, bien évidemment, « IO », « La Vérité » en général, « Correspondance internationale ».

Ce n'est pas tellement le matériel qui manquait ou qui manque pour la formation, mais la capacité à l'utiliser. A la suite du XX^e Congrès, une commission de formation était constituée. Son principal travail a été de discuter de l'élaboration de « L'introduction à l'étude du marxisme » de P. Foulan, qui a complété et même repris sous une nouvelle forme le matériel disponible pour préparer les GER. Tout ce matériel reste utilisable pour la formation et la discussion dans les cellules. A quoi il faut

1966 : note centrale...

Responsabilités

5. - Chaque GER est placé sous la responsabilité d'une cellule, qui assure le contrôle de son organisation et de son déroulement, comme de l'appréciation sur chacun des participants au cours du GER et lors de la conclusion. Dans ces conditions, il est souhaitable que chaque GER ne rassemble que les contacts des membres de la cellule qui en est responsable.

Dans les cas où des camarades seraient intégrés au GER à partir de contacts établis par d'autres membres de l'organisation, il faut éviter que la responsabilité soit partagée entre plusieurs cellules (c'est-à-dire par exemple sur la base du rayon). Il revient à la cellule responsable d'entretenir les liaisons lui permettant de suivre les participants en dehors des séances de GER (...)

7. - La responsabilité d'un GER ne peut donc être assurée par un relais de plusieurs camarades. En cas d'empêchement majeur, mieux vaut reporter une réunion que de faire appel à un suppléant.

8. - Les exposés doivent être répartis autant que possible entre les membres de la cellule responsable. La prise en charge d'un exposé est d'une façon générale la meilleure méthode de formation personnelle des militants, mais la cellule doit veiller à ce que cela n'entraîne pas une baisse du niveau du GER. C'est en aidant les camarades dans la préparation, en discutant de l'exposé préalablement au sein de la cellule, que celle-ci peut éviter cet écueil, ainsi que par l'intervention en dernier ressort du responsable de GER qui doit donc lui-même préparer pour son compte la question traitée par l'exposé avant chaque séance.

Au cas où la cellule ne pourrait assurer l'ensemble des exposés :

— le problème doit être résolu dans le rayon, et en province dans la région ;

— si les participants au GER sont rassemblés sur la base de plusieurs cellules du rayon, celui-ci devrait alors faire appel en priorité aux camarades assurant personnellement ces contacts.

9. - Si l'expérience des exposés et de la responsabilité d'un GER peut être fructueuse pour de jeunes militants, et s'il faut absolument éviter de faire appel directement comme substituts à des membres de la direction ou à la commission de formation, il reste nécessaire que ce soit dans toutes les générations de militants de l'organisation que soient désignés les responsables de GER ou les camarades chargés d'un ou plusieurs exposés, dans le cadre de la cellule ou du rayon dont ils dépendent (y compris, bien entendu, dans ce cas des membres de la direction et de la commission de formation). La présence de « vieux » militants doit permettre au GER de s'enrichir de l'expérience d'événements et de luttes politiques que n'ont pas vécus les camarades plus jeunes (1944, 1953, grève des banques, 1958, Hongrie, etc.). En ce sens, c'est également l'un des éléments permettant de maintenir le niveau des GER.

10. - Le GER doit fonctionner comme une pré-cellule, c'est-à-dire en fait sur les mêmes principes d'organisation qu'une cellule. C'est le seul moyen de faire assimiler aux participants, non seulement l'acquis théorique du marxisme, mais aussi les méthodes de travail d'une organisation bolchevique.

... sur la formation...

Cette dernière condition doit être considérée comme très importante pour les décisions de cooptation. Son respect doit permettre qu'aucune entrave ne soit apportée au fonctionnement des cellules par l'entrée de nouveaux membres, et en particulier que les cellules nouvelles créées sur la base d'un GER (en province surtout) soient à même d'assimiler sans délai les méthodes et les tâches intérieures de l'organisation.

Cela suppose que le nombre de participants au GER n'excède pas 5 ou 6 camarades, non compris l'encadrement.

11. - En ce sens, le rôle du responsable de GER est assimilable à celui de responsable de cellule. Il doit veiller au sérieux des réunions (ponctualité, ordre du jour, minutage), organiser la discussion et le contrôle des tâches des participants, aussi bien vis-à-vis du GER que dans leurs interventions extérieures. Il doit veiller au versement régulier des fonds de soutien, etc. Mis à part les problèmes et débats purement intérieurs, toutes les tâches et tous les objectifs politiques de l'organisation peuvent et doivent être discutés en GER, bien que sous une forme adaptée, depuis la vente des publications jusqu'à la reconstruction de la IV^e Internationale, en passant par les mots d'ordre, etc. (...)

Programme d'étude

12. - Pour permettre aux GER de fonctionner effectivement sur la base d'une activité de pré-cellule, il est indispensable de réduire le nombre d'exposés, et de mieux adapter la méthode de travail.

Le programme des GER, tel qu'il était pratiqué jusqu'à présent, ne tenait pas suffisamment compte de ce que, pour adhérer à l'organisation, l'essentiel réside moins dans l'acquisition accélérée, donc superficielle, d'un maximum quantitatif de « connaissances politiques », que dans la compréhension de la méthode et du programme, comme base indispensable de l'action et de la poursuite ultérieure de la formation.

Il ne tenait pas suffisamment compte non plus du fait que cette acquisition ne peut s'effectuer sans qu'une large place soit faite à la pratique. De ce point de vue, on peut dire que c'est en partie l'ampleur du programme d'exposés qui a amené peu à peu les GER à prendre un caractère académique dans l'application, et à faire passer au second plan le fonctionnement en pré-cellules (...)

13. - Les exposés proprement dits auront lieu une réunion sur deux, le travail étant réparti de la façon suivante :

— une séance : bref contrôle des tâches (diffusion, etc.), exposé et discussion ;

— séance suivante : compte rendu de lecture (ou autre travail pratique selon les conditions concrètes du déroulement du GER) par le camarade désigné, dans le prolongement de l'exposé précédent — discussion de l'actualité politique — discussion plus approfondie sur les tâches.

Il appartient au responsable de GER de relier les questions soulevées dans ces dernières discussions aux problèmes traités par les exposés.

Cette méthode de travail signifie donc que chaque thème politique traité dans les GER occupe, sous des formes différentes, deux séances. Cela doit permettre une meilleure assimilation (en particulier, lectures après exposé) tout en assurant le temps nécessaire à un réel contrôle des tâches des participants.

et les groupes d'étude révolutionnaires

Il ne s'agit pas d'imposer artificiellement un second exposé sur le même thème aux participants, mais de les associer sous des formes diverses — dans le choix desquelles doit jouer pleinement l'initiative du responsable de GER — à un travail politique.

14. - Il est indispensable de tenir une séance d'introduction, au cours de laquelle sera mis au point le fonctionnement du GER, et au cours de laquelle le responsable du GER expliquera ses objectifs, ses tâches, sa méthode de travail, sa discipline aux participants.

A raison d'une réunion par semaine, la durée totale du GER (18 séances) est donc en principe un peu supérieure à 4 mois. Il faut noter cependant que les réunions doivent normalement être allégées par rapport à ce qui se faisait antérieurement.

15. - Le programme d'exposés joint à cette résolution doit être compris de la façon suivante :

1 - Point de départ : à travers l'analyse du Manifeste communiste, présentation des bases programmatiques que nous proposons : le programme de la IV^e Internationale, expression théorique et pratique de l'expérience historique du prolétariat. Egalement sur ces bases, une première approche du marxisme et de sa méthode.

2 - Approfondissement des bases théoriques du marxisme :

a) analyse économique de l'exploitation ;

b) théorie de l'Etat en tant qu'agent politique de cette exploitation.

Chacun de ces deux points trouvant son explication dans l'application de la méthode et des principes de base du matérialisme dialectique, et sa conclusion dans la nécessité de la révolution socialiste.

3 - Sur cette base, explication de la nécessité de la direction révolutionnaire organisée, comme instrument conscient de la révolution, indispensable pour résoudre l'alternative : socialisme ou barbarie.

4 - La crise de la direction révolutionnaire : à travers un examen historique des trahisons réformiste et stalinienne, leur analyse théorique en tant que trahisons à la fois du marxisme et des intérêts du mouvement ouvrier, ce qui est indissociable. En opposition, les enseignements de la révolution russe se dégagent de cette analyse comme confirmation de la justesse du programme et de la méthode du marxisme.

5 - Le trotskysme (et par conséquent le Programme de transition) comme porteur de l'acquis du marxisme et de la continuité révolutionnaire dans la période de pourrissement impérialiste, et seul capable de mener à bien la tâche de résoudre la crise de la direction révolutionnaire.

Il est facile de voir que l'axe essentiel de l'ensemble et ce qui doit lui donner son unité, c'est le PROGRAMME DE TRANSITION. A la fois point de départ et aboutissement du cycle, il ne doit pas être que cela. A chaque étape, les exposés doivent être conçus de telle sorte qu'ils intègrent références au programme et explications nécessaires à sa compréhension.

Certaines questions (par exemple l'impérialisme) ne sont pas traitées en tant que telles, mais abordées à plusieurs reprises sous leurs différents aspects (par exemple, Etat bourgeois à l'époque impérialiste, aristocratie ouvrière, unité internationale...). D'autres, par exemple les questions économiques, dont les bases sont données au départ, font également l'objet de reprises par la suite, par exemple à travers l'examen des racines de l'aristocratie ouvrière, du rôle de l'Etat à l'époque impérialiste, de la révolution permanente, de la bureaucratie stalinienne, etc. Les lectures parallèles doivent assurer la synthèse.

Ainsi conçu, ce programme devrait permettre une liaison plus concrète des analyses théoriques et de leur expression pratique à la fois dans l'histoire, dans le programme et dans l'actualité.

Le 29 octobre 1966.

9 exposés :

le programme d'étude prévu

Exposé 1 : DU MANIFESTE COMMUNISTE AU PROGRAMME DE TRANSITION.

L'actualité du Manifeste : permanence de la lutte des classes — La place du Manifeste dans l'histoire du mouvement ouvrier — Nécessité du programme et sa méthode — L'actualité du Manifeste s'exprime dans le Programme de transition — Le Programme de transition, généralisation de l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières.

Exposé 2 : BASES ECONOMIQUES DU MARXISME.

L'exploitation capitaliste — Théorie de la valeur — Force de travail — Capital constant et capital variable — Salaire, prix, profit — Bourgeoisie et prolétariat.

Exposé 3 : L'ETAT.

Conditions politiques de l'exploitation — L'Etat, organe de domination de classe — Les diverses formes de l'Etat bourgeois — L'Etat au stade du pourrissement impérialiste.

Exposé 4 : LA NECESSITE DU PARTI.

Luttes économiques et luttes politiques — Syndicats et parti — Spontanéité et conscience — Le parti révolutionnaire, forme concentrée du prolétariat, face à l'Etat, force concentrée de la bourgeoisie.

Exposé 5 : LA TRAHISON SOCIAL-DEMOCRATE.

Réformisme et révolution — L'aristocratie ouvrière — Programme maximum et programme minimum — La faillite de la II^e Internationale — Le réformisme aujourd'hui.

Exposé 6 : LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION RUSSE.

La révolution permanente — Les soviets — Le bolchevisme — Stratégie et tactique — Internationalisme et unité mondiale de la lutte révolutionnaire.

Exposé 7 : L'ETAT OUVRIER ET LA DEGENERESCENCE STALINIENNE.

L'Etat bourgeois sans bourgeoisie et le dépérissement de l'Etat — Racines sociales de la bureaucratie — Causes historiques de la dégénérescence — Le « socialisme dans un seul pays » — Qu'est-ce que l'URSS ?

Exposé 8 : LE STALINISME.

La dégénérescence de l'Internationale communiste — Les étapes de la politique stalinienne — Rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie — L'expérience et les leçons de la révolution hongroise.

Exposé 9 : LE TROTSKYSME.

La continuité historique — Trotsky — L'Opposition de gauche — Signification de la proclamation de la IV^e Internationale — Eléments d'histoire du trotskysme — Le pablisme — Les perspectives actuelles : construire le parti, reconstruire l'Internationale.

ajouter les trois textes préparatoires aux camps de l'OCI sur l'Etat, partis-syndicats-conseils, front populaire.

REVOIR LE SYSTEME DE FORMATION : QUELQUES PROPOSITIONS

Bien utilisé, ce système de formation a donné des résultats valables tant que nous en étions au stade du « groupe ». Plus la construction de l'OCI a progressé, plus nous avons progressé vers l'objectif que la formule « passer du groupe à l'organisation » fixait, moins il était satisfaisant. Aujourd'hui, le Comité central et tous les organismes de l'OCI jusqu'aux cellules doivent discuter de la question de la formation et y répondre comme une des questions politiques clés de la construction de l'OCI. Il faut naturellement reconstituer une commission de formation, mais ce serait vain si une orientation d'ensemble sur la formation adaptée au stade actuel du développement de l'OCI n'était pas définie, quitte à ne la mettre que progressivement en application. Pour travailler, avancer, il faut savoir ce que l'on veut et où l'on va.

Le point de départ de notre réflexion est extrêmement simple :

1° - Gagner des milliers et des milliers de nouveaux militants signifie un recrutement de masse, et non plus à caractère artisanal. Dès le début de l'année 1977, nous avons radicalement modifié le contenu des GER : en quatre réunions, c'est-à-dire en un mois, les militants entrés en GER doivent entrer à l'OCI. Cela signifie que les thèmes des GER seront nécessairement des thèmes politiques portant sur la situation politique actuelle, qui peuvent être :

a) des luttes de classes concrètes, telles que les militants participant au GER les ont vécues, à la crise politique de la bourgeoisie française, à

la crise révolutionnaire, dans le cadre de la nouvelle période de la révolution ;

b) Fronts populaires, Union de la gauche ou front unique ouvrier, gouvernement des partis ouvriers sans ministre représentant les partis bourgeois, vers le gouvernement ouvrier et paysan ;

c) la nouvelle période de la révolution s'intègre à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et de la révolution mondiale, comportant la dégénérescence des II^e et III^e Internationales, le stalinisme ;

d) la question du parti révolutionnaire, une lutte vivante aussi vieille que l'histoire du mouvement ouvrier. La IV^e Internationale, pourquoi, comment, son programme. Les crises de la IV^e Internationale, la crise pabliste. Il faut reconstruire la IV^e Internationale, pourquoi, comment.

Il est bien évident que le recrutement sur cette base est possible. Mais il ne s'agit pas là d'une formation à proprement parler.

Des compléments à cette formation peuvent être apportés au cours de Cercles d'études marxistes tenus sur le plan régional et portant sur des questions plus directement théoriques. Comme celle de l'Etat. Lesquels CEM peuvent avoir une périodicité mensuelle. Les cellules ayant à veiller à ce que les militants sortant des GER participent à un CEM.

2° - La véritable intégration doit se réaliser dans la cellule. En tout état de cause, la vie politique des cellules doit être enrichie en raison de nos tâches politiques, et pour que l'OCI gagne en homogénéité ainsi que nous l'avons vu plus haut.

Nous arrivons là à ce qui, pour le moment, est central en ce qui concerne la formation, et qui rejoint tous les problèmes de la vie politique de l'OCI ; pour diriger, il faut être un dirigeant ; pour former, il faut être soi-même formé. Il faut passer à une politique de formation systématique des cadres, de tous les

cadres de l'OCI à tous les niveaux jusqu'au Comité central, mais en commençant par la formation de centaines et de centaines de responsables de cellules. Un « corps » de responsables de cellules doit être mis debout. C'est de ces responsables de cellules que dépend la mise en œuvre de la politique de l'OCI, la vie politique de l'OCI. C'est parmi ces responsables de cellules que se formeront les cadres dirigeants à tous les niveaux, des responsables de rayons, de secteurs, de fédérales, de régions, jusqu'au CC. C'est la responsabilité de tous les organismes dirigeants de l'OCI d'élaborer et d'appliquer cette politique. Il faut le répéter, la commission de formation ne peut se substituer à l'ensemble des organismes de direction, en ce domaine pas plus qu'en aucun autre.

Par contre, ce que peut et doit faire en ce domaine la commission de formation, c'est, avec les membres du Comité central, préparer la tenue d'écoles de responsables de cellules. Plusieurs écoles se tiendraient à Paris et en province pendant un week-end, dont chacune placée sous la responsabilité d'un membre du Comité central. Leur ordre du jour pourrait comporter deux points :

1 - Discussion de la situation politique et de l'intervention de l'OCI, en utilisant les données théoriques et politiques fondamentales.

2 - Discussion d'un rapport sur la vie des cellules, leur ordre du jour, leur intervention. Il s'agit des cellules dont les responsables participent à une école déterminée, en utilisant les procès-verbaux et les publications de ces cellules. Le rapport étant préparé par le responsable de secteur ou de fédérale, ou de région selon le cas.

Une première expérience permettra de décider de la tenue d'autres écoles de responsables de cellules au cours de l'année politique, et de leur ordre du jour.

Mais cette politique de formation des cadres doit aller plus loin. C'est ainsi qu'il importe de réviser la conception des camps d'été. Au moment où nous en étions au stade du groupe, regrouper tous les militants en des camps se situant à un même niveau n'avait que des inconvénients mineurs. Actuellement, c'est enlever à ces camps les trois quarts de leur efficacité. Ainsi, il est clair que les militants qui viennent d'être intégrés à l'OCI à la suite d'un GER restreint à quatre exposés ne sont pas armés pour participer, ou même suivre des discussions à un très haut niveau, par exemple sur l'Etat, l'impérialisme à la période actuelle, ou encore sur « objectif-subjectif », etc., qu'il faut pourtant avoir. A l'inverse, ramener les thèmes et les discussions des camps d'été au niveau accessible aux militants les moins formés empêche de former les cadres dont nous avons besoin.

Il sera donc nécessaire de préparer des camps d'été à deux niveaux. Ce n'est pas une tâche impossible. La véritable question est de les préparer dès le début de l'année, aussi bien politiquement que matériellement.

Dans un avenir plus lointain, des camps ou des journées d'études portant sur des questions théoriques et politiques fondamentales, avec la participation des membres du CC et d'autres militants ayant la formation initiale suffisante, doivent être envisagés.

Mais une véritable politique de formation ne serait pas complète si elle n'intégrait pas les perspectives de développement de l'organisation. De plus en plus, il va être nécessaire que des responsables régionaux aient comme tâche spécifique (pas nécessairement la seule) la formation dans leur région, éventuellement la constitution d'une commission régionale particulière, aient à animer et à contrôler dans le cadre du fonctionnement des organismes dirigeants et des cellules la formation dans leur

région. A ces responsables reviendra d'organiser à l'avenir des écoles de responsables de cellules en liaison avec la commission du Comité central, de préparer sur place les camps d'été, éventuellement de préparer et d'organiser régionalement des camps d'été des militants les moins formés. En tout cas, l'efficacité et la responsabilité exigent que la décentralisation soit en ce domaine préparée.

CONCLUSIONS

Pour conclure, répétons-le : nous devons, de façon délibérée, consciencieuse, organisée, ainsi qu'une tâche centrale de construction de l'OCI, former un cadre militant capable d'assimiler les leçons de l'héritage que Trotsky nous a légué, et capable de les traduire dans l'action politique. Alors nous serons une force indestructible, la construction du parti révolutionnaire en France, la reconstruction de la IV^e Internationale seront assurées. C'est d'autant plus nécessaire que nous engageons un tra-

vail de recrutement relativement de masse, et que, espérons-le, ce travail au cours des mois et des années à venir ne cessera de s'amplifier. Il ne faut pas que la quantité dissolve la qualité. Il faut que la quantité aboutisse à donner à l'OCI une qualité supérieure à ce qu'elle est actuellement. La constitution d'une commission de formation du Comité central contribuera (sans plus) à y parvenir.

Il faut donc constituer cette commission qui aura des objectifs à long terme dont il a été question, mais qui aura les objectifs immédiats précis suivants :

- 1 - Contribuer à mettre en place le nouveau type de GER.
- 2 - Préparer les cycles de formation dont les séances se tiendront mensuellement.
- 3 - Préparer la tenue des premières écoles de responsables de cellules.
- 4 - A partir de janvier, commencer chaîne et présenter un rapport à ce sujet lors d'un prochain CC.

Adopté par le CC.,
le 5 septembre 1977.

SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

CCP 31697 97 La Source

Tél. : 246.09.53

EDITION SELIO

S. Just	Révisionniste liquidateur contre trotskysme Défense du trotskysme N° 2	20,00 F
Collectif	Gieriek face aux grévistes de Szczecin. Reproduction intégrale de l'enregistrement effectué par les travailleurs du port	15,00 F
L. Trotsky	Où va la France ? Recueil d'articles sur la situation en France entre février 34 et juillet 36	15,00 F
Collectif	Les marxistes contre l'autogestion Recueil d'analyses, d'articles et de documents écrits de 1962 à 1974 pour combattre l'intoxication autogestionnaire	20,00 F
F. de Massot	La grève générale (mai-juin 68)	12,00 F

QUELQUES OUVRAGES FONDAMENTAUX

L. Trotsky	La révolution russe	les 2 tomes 31,00 F
»	La révolution trahie	18,00 F
»	La révolution permanente	18,00 F
»	Le mouvement communiste en France (1919-1939)	70,00 F
P. Broué	Le parti bolchevique (Histoire du PC de l'URSS)	60,00 F
L. Trotsky	La révolution espagnole	130,00 F

NOUVEAUTES OU REEDITIONS

J.-P. Joubert	Les révolutionnaires de la SFIO	95,00 F
Ph. Robrieux	Notre génération communiste	39,00 F
Clausewitz	De la guerre	70,00 F
L. Trotsky	Europe et Amérique — Où va l'Angleterre ? Série d'articles écrits entre 1924 et 1926	32,00 F
M.-C. Bardouillet	La librairie du travail	35,00 F
C. Madjarian	La question coloniale et la politique du Parti communiste français de 1944 à 1947	40,00 F



MRG

mouvement des radicaux
de gauche



« LA IV^e INTERNATIONALE
NE PEUT AVOIR DE PLACE
DANS
AUCUN DES FRONTS POPULAIRES »

les fronts populaires contre la révolution

3ème partie :

aujourd'hui, l'Union de la gauche

par César CORTE

L'Union de la gauche est-elle un nouveau front populaire ? Répondre à cette question nécessitait de dégager au préalable les caractéristiques propres des fronts populaires.

C'est ce qu'a fait César Corte dans les deux premières parties de cet article, montrant ce qui lie la politique du front populaire à tout le passé de la collaboration de classe et comment elle prend sa dimension propre comme expression de la contre-révolution alors que la révolution est pleinement à l'ordre du jour, à l'ère de l'impérialisme pourrissant.

Comment s'est constituée l'Union de la gauche d'aujourd'hui ? Pour répondre à quels objectifs politiques ? Sur quel programme ? Dans quelle période historique ? En répondant à ces questions, César Corte apporte ici les éléments qui permettent de caractériser l'Union de la gauche pour ce qu'elle est, un nouveau front populaire, au crépuscule des fronts populaires.

La question se trouve posée : l'Union de la gauche est-elle un nouveau Front populaire ? Répondre à cette question nécessite de déga-

ger les caractéristiques propres des fronts populaires. La participation à des gouvernements bourgeois par les partis ouvriers exprime toujours une situation de crise nationale ou de rapports de force entre les classes ne permettant pas à la bourgeoisie de gouverner seulement par ses propres partis, sans courir de risques importants. Pourtant, il n'y a pas un signe égal entre ces gouvernements de collaboration de classe et les gouvernements de front populaire.

G. Marchais, secrétaire général du PCF et F. Mitterrand, premier secrétaire du PS, avec R. Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, parti bourgeois de banquiers et de capitalistes, lors de la signature du « Programme commun de gouvernement »... (Sygma).

**TOUTE FORME
DE COLLABORATION
DE CLASSE
N'EST PAS
NECESSAIREMENT
FRONT POPULAIRE**

Ainsi, nous pouvons distinguer des gouvernements d'Union nationale pendant la première guerre impérialiste, ou pendant la seconde, en France, en Angleterre. Au nom de la catastrophe extérieure, de la guerre impérialiste, les dirigeants ouvriers participent au gouvernement bourgeois, subordonnant le prolétariat aux intérêts de la bourgeoisie, participant directement de la destruction du mouvement ouvrier au nom de « l'intérêt supérieur de la nation ». Ces gouvernements se présentent comme des gouvernements inter-classes, d'union, non comme des gouvernements représentant les masses.

D'autres variantes ont existé de gouvernements d'Union nationale : ce sont, par exemple, après la guerre et le gouvernement de Gaulle, les gouvernements tripartites en France. Là encore, il s'agit de « sauver le pays ». L'Union nationale se réalise contre les masses, pour les contenir, toujours au nom de l'intérêt supérieur de la nation : la grève est proclamée « l'arme des trusts » par les staliniens qui se heurtent aux masses pour la reconstruction de l'Etat bourgeois. « Un seul Etat, une seule armée, une seule police », proclamera le PCF à la fin de la guerre.

Avec le prestige de la bureaucratie stalinienne qui apparaît comme le vainqueur de l'impérialisme allemand, les PC sont parvenus à contenir la vague révolutionnaire qui a déferlé en Europe, non sans liquider d'ailleurs toute une génération de militants et non sans que cette expérience s'inscrive dans la conscience des travailleurs et transmette ses leçons. Si la trahison est parvenue à contenir le mouvement de la classe, elle ne l'a pas défait.

Ce qui est en cause dans les diverses formes de gouvernement de collaboration de classes, ce sont les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes. Des gouvernements bourgeois peuvent se mettre en place sous la direction des partis ouvriers ou même composés de ministres des seuls partis ouvriers. Ainsi en a-t-il été à la fin de la guerre en Angleterre. Ainsi, aujourd'hui, existe-t-il un gouvernement du seul Labour Party en Angleterre. Il est minoritaire au plan parlementaire. Qui plus est, la bourgeoisie anglaise se garde bien de le faire choir, tant est profonde la crise de la vieille puissance impérialiste, comme F. Forgue l'a analysé à plusieurs reprises dans cette revue.

Les gouvernements de front populaire se distinguent de ces formes de collaboration de classes par le fait qu'ils ne viennent au pouvoir que lorsque s'ouvre la crise révolutionnaire. Rappelons ce que, en partant des expériences française et espagnole des années 1934-1938, nous avons constaté : les fronts populaires sont la réponse traître à l'aspiration des masses à réaliser leur unité de classe contre l'Etat bourgeois, les patrons. Ils se forment là où existent plusieurs organisations et partis ouvriers, là où existent à côté d'autres partis ouvriers un parti communiste ayant un grand rôle politique dans le pays. Ils se forment lorsque la classe ouvrière exige de ses partis et organisations qu'ils réalisent le front unique, qu'ils forment ensemble le gouvernement que les masses considèrent comme leur gouvernement.

Et le front populaire est la réponse traître à cette aspiration, à ce mouvement déjà engagé de la classe ouvrière par lequel elle tente de réaliser son unité de classe contre la bourgeoisie. Il ne vient au pouvoir que lorsque la société bourgeoise est en profonde crise, quand est amorcé le mouvement de la classe ouvrière qui ouvrira la crise révolutionnaire. C'est toujours contre le

mouvement des masses qu'il se forme, ayant pour tâche d'affronter celles-ci, de les contenir afin de protéger l'Etat bourgeois.

Recours ultime de la bourgeoisie pour préserver l'Etat bourgeois, c'est une solution que la bourgeoisie n'utilise que lorsqu'il lui est impossible d'avoir recours aux solutions classiques, ou d'écraser le prolétariat. La bourgeoisie et les appareils eux-mêmes, qui ont lié leur sort au maintien de l'ordre bourgeois, savent combien ce recours est dangereux, car il implique que les masses sont mobilisées. Comme en France et en Espagne en 1936. Comme en 1970-1973 au Chili. Et contre le carcan du front populaire, les masses interviennent avec leurs propres méthodes, croyant d'ailleurs aider leurs chefs à l'encontre du programme et de la politique des fronts populaires.

Les masses ne font pas, a priori, de différence entre front populaire et front unique des partis ouvriers, encore qu'elles se prononcent en chaque occasion, non pour les partis bourgeois du front populaire, mais pour les partis ouvriers. Mais la contradiction est absolue et ne peut manquer de s'exprimer brutalement. Le dilemme est alors : ou l'action des masses disloquera et brisera le front populaire, ou celui-ci étouffera et, finalement, détruira le mouvement des masses.

**LES OBJECTIFS
DE L'UNION DE LA GAUCHE :
PREVENIR LA CRISE
REVOLUTIONNAIRE
ET S'Y PREPARER**

L'Union de la gauche s'est formée en juin 1972 en réponse à l'aspiration des masses au front unique ouvrier, conséquence de la crise mortelle de la V^e République.

Sans refaire une nouvelle fois l'histoire de la V^e République il est nécessaire de dégager cependant à

grands traits l'évolution des rapports de forces entre les classes, pour saisir la signification de l'accord d'Union de la gauche réalisé en juin 1972.

Devant le danger que constituaient les brèches ouvertes dans l'appareil d'Etat par la révolte des officiers de l'armée d'Algérie à l'instigation de la fraction de la bourgeoisie française liée à la colonisation, le capital financier s'était tourné vers la solution bonapartiste. Le Parlement avait fait sans pudeur appel à de Gaulle qui devait ressouder l'appareil d'Etat, menacé de l'irruption des masses dans ses brèches.

La capitulation sans combat des dirigeants du mouvement ouvrier amène à un recul profond de la classe ouvrière qui ne peut cependant être exploité pleinement par de Gaulle. Pour garantir les intérêts généraux de la bourgeoisie, il doit casser l'armée en s'appuyant sur les appareils du mouvement ouvrier. C'est dans ces conditions que les grands projets de De Gaulle n'ont pu, pour aucun d'entre eux, être menés à leur terme définitif. A chaque fois les masses, la jeunesse, le prolétariat se sont dressés, interdisant que les objectifs de la bourgeoisie soient réellement atteints. 1963 : grève des mineurs qui disent non à la réquisition. 1968 : grève générale de 10 millions de travailleurs qui porte un coup mortel à la V^e République. Le bonapartisme ne se survit que grâce à l'appui des appareils dirigeants du mouvement ouvrier. Il a épuisé ses possibilités. Comme conséquence de la grève générale, trahie mais non battue, de Gaulle doit se démettre après que les masses ouvrières, entraînant les travailleurs des villes et des campagnes, aient massivement dit non au référendum d'avril 1969.

Le front unique de fait des organisations syndicales et des partis ouvriers, imposé par l'activité de la classe ouvrière, dénoue le conflit politique de sommet.

Une nouvelle période politique s'ouvre : celle qui amènera en France à la destruction de la V^e République et de ses institutions, à la crise révolutionnaire. 1968, par la grève générale en France, comme par la révolution politique en Tchécoslovaquie, ouvre une nouvelle période de la révolution prolétarienne au plan international comme en France.

En France, la question du pouvoir, la question du gouvernement, la question de la réalisation du front unique de classe domine toute la vie politique. C'est elle qui explique les détours de la lutte permanente du prolétariat et l'apparente limitation des mouvements de classe. Petit à petit, la classe ouvrière tire la leçon : la grève générale ne suffit pas, il faut résoudre la question du gouvernement. La question du gouvernement, c'est la question de son unité de classe au plus haut niveau, du front unique ouvrier. Contre lui, se dressent les dirigeants des organisations ouvrières, syndicats et partis. Imposé par l'activité des masses, le front unique de fait qui a chassé de Gaulle est brisé au moment de l'élection présidentielle. Pompidou l'emporte. Mortellement frappée par la grève générale, la V^e République se survit, tandis qu'à travers des combats particuliers, la classe ouvrière tente de réaliser son unité de classe, là où elle peut la saisir.

L'ensemble des relations politiques instaurées par de Gaulle et institutionnalisées par le bonapartisme est en déséquilibre. C'est la recherche par Pompidou d'une tentative d'ouverture à gauche, vers le PS, d'un impossible rééquilibrage, la volonté d'insuffler une certaine dose de parlementarisme dans un cadre qui lui est contradictoire. C'est le référendum sur l'Europe qui, malgré la division des partis ouvriers, apporte la réponse : l'opération est impossible.

C'est dans ces conditions de crise politique de la bourgeoisie, appel à l'action indépendante des masses,

contre l'aspiration au front unique de classe pour en finir avec les gouvernements bonapartistes, pour un gouvernement des organisations ouvrières, qu'est signé le Programme commun de gouvernement, le pacte d'Union de la gauche entre le PCF, le PS et les radicaux de gauche dont Caillavet a clairement signifié ce qu'il était : « Un programme de collaboration de classes. »

Le changement de gouvernement, où Chaban Delmas est congédié au profit de Messmer, comme l'accord de gouvernement et le Programme commun ont une seule et même source : l'épuisement politique du bonapartisme bâtard ayant succédé au bonapartisme de De Gaulle.

Par un processus complexe, les travailleurs utilisent les éléments dont ils peuvent se saisir politiquement, à l'encontre de l'orientation des dirigeants des organisations politiques qu'ils reconnaissent comme leurs, posant le problème du front unique et des moyens de le réaliser, même si à ce moment, ils n'apportent pas de réponses claires à ces questions. A travers la grève des cheminots de juin 1971, comme celle des conducteurs de la RATP d'octobre de la même année, s'est renforcée la volonté des travailleurs de voir leurs organisations réaliser l'unité, s'est renforcé leur refus de division du front ouvrier. Pour garder leur contrôle sur la classe ouvrière, les dirigeants du PCF et du PS doivent répondre d'une certaine façon aux aspirations des travailleurs et militants. Alors que pour le référendum sur l'Europe, PS et PCF étaient divisés, ne s'étaient pas mis d'accord pour dire « non », quelques semaines après, quand s'affirme plus encore la crise du régime, ils signent l'accord d'Union de la gauche avec le Mouvement des radicaux de gauche, affirmation qu'en cas de crise révolutionnaire, les dirigeants ouvriers combattront pour le maintien de l'ordre bourgeois, de l'Etat bourgeois.

**LE PROGRAMME COMMUN,
« PROGRAMME
DE COLLABORATION
DE CLASSES »**

Comme tout programme de cette nature, le Programme commun présente de profondes incohérences qui tiennent à une chose toute simple : préparant une ligne de retraite pour la bourgeoisie en cas de crise révolutionnaire, il doit sembler répondre aux besoins et aspirations des masses. Si le ton général qui se dégage est celui du « demain on rasera gratis », l'examen plus attentif des « réformes » proposées, qui intègrent un certain nombre de revendications économiques des travailleurs, montre que dans ce programme elles sont réduites au minimum. Ainsi, comme l'écrivait Stéphane Just dans le n° 558 de « La Vérité », en octobre 1973 :

« La garantie de l'emploi n'est pas assurée mais la mise en œuvre de mesures qui découlent des accords de juillet 1970 entre le patronat et les syndicats et la loi du 16 juillet 1971 sur l'emploi et la formation professionnelle est prévue ; le programme s'engage à « assurer progressivement la gratuité des soins », ce n'est que progressivement, et, de plus, il n'est pas question d'abroger la loi qui démantèle l'Assistance publique. »

Sur chaque chapitre les mêmes constatations pourraient être faites, qu'il s'agisse du logement, de l'éducation nationale, de l'emploi, des salaires, etc. Ainsi, selon les signataires du Programme commun, il s'agirait de « démocratiser l'économie »... Non pas en finir avec le système du profit fondé sur la propriété privée des moyens de production, non pas y substituer une économie fondée sur la propriété collective des moyens de production permettant une planification en fonc-

tion des besoins des masses, mais « démocratiser » l'exploitation du travail par le capital.

Ainsi le Programme commun affirme-t-il que le gouvernement d'Union de la gauche

« réalisera progressivement le transfert des moyens de production — les plus importants — et des instruments financiers actuellement entre les mains des groupes capitalistes dominants. »

(P. 113.)

et le programme va expliquer ce que « progressivement » et « transfert » signifient. Ainsi on ne nationalisera pas les banques étrangères qui seront seulement « contrôlées » par la Banque de France, et en tout et pour tout le plan de nationalisation, en dehors des banques françaises, comprend neuf sociétés. Le « transfert » a une signification précise : dans un grand nombre de cas, il s'agit de la constitution de sociétés d'économie mixte permettant que l'Etat prenne en charge les lourds investissements, la fourniture de commandes, le capital privé exploitant ces investissements.

Le Programme commun, pour faire illusion, doit apparaître comme radical et anticapitaliste. Voilà pour les accents et roulements de tambour lorsqu'il est dit qu'on nationalisera « la totalité des banques d'affaires... pour briser la domination du grand capital ». Mais sa véritable fonction est de défendre l'Etat bourgeois et son fondement, l'exploitation capitaliste, la propriété privée des moyens de production. C'est pourquoi, non seulement il est bien spécifié que les actionnaires des entreprises expropriées seront indemnisés, mais pour mettre les points sur les « i », ce capital dégagé et payé par les travailleurs sera maintenu entre les mains du secteur privé dont le Programme commun garantit l'importance :

« Il laissera subsister un important secteur privé. »

« La démocratisation de l'économie », hors du pouvoir politique des travailleurs eux-mêmes, hors de l'appropriation sociale des moyens de production par la dictature politique de la classe ouvrière organisée en république des soviets, est une fumisterie cléricale des tenants de l'association capital-travail. Pris isolément, les travailleurs de n'importe quelle entreprise sont impuissants et subiront les lois du capitalisme. Au mieux, ils peuvent démocratiquement organiser leur exploitation journalière, leur licenciement... L'exemple de Lip est là pour le démontrer.

L'incohérence des mesures proposées, incohérence ayant pour but la défense de la société bourgeoise, n'en entraînera pas moins les maux qu'on prétend vouloir éviter : fuite des capitaux, inflation, et ce ne sont pas les lénifiantes déclarations sur la « stabilité des prix » qui y changeront quelque chose.

Mais, au-delà de l'incohérence de ce programme, sa cohérence profonde tient à la défense de l'Etat bourgeois et de ses fondements.

Il s'agit, le titre de la II^e partie l'annonce, de « démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés ».

PROGRAMME COMMUN, UNION DE LA GAUCHE ET PARLEMENTARISME

Le problème qui se trouve ici posé est le suivant : l'extension des droits et garanties arrachés par le prolétariat, les libertés démocratiques, peuvent-ils être défendus par les grands corps de l'Etat du capital ? Peuvent-ils être défendus par les polices, la magistrature, le corps des hauts fonctionnaires, le corps des officiers de carrière ? Nous arrivons avec ce chapitre du Programme commun au cœur du problème.

L'Union de la gauche, avait prévenu Marchais lors du XX^e Congrès du PCF, ce n'est pas le socialisme.

Certes, et la lecture la moins attentive du Programme commun le prouve. Mais au nom des libertés démocratiques, le Programme commun nous dévoile ses ambitions : « démocratiser les institutions », c'est-à-dire démocratiser, pas même l'abolir, la Constitution gaulliste mise en place dans le but unique de défendre le système de l'exploitation contre les masses, c'est-à-dire démocratiser les instruments de cette exploitation que sont police, magistrature, corps des officiers, dont nous apprenons dans le Programme commun que c'est un corps loyal... Ne rien toucher de ce qui fait l'essence de l'Etat, donner tout au plus une façade parlementaire à l'Etat bourgeois, permettant que derrière elle se regroupent les forces réactionnaires de l'appareil d'Etat pour écraser les masses à une autre étape, telle est l'essence, la cohérence profonde de ce programme qui, allant jusqu'au bout de la subordination au sabre bourgeois, fait largement place à une autre institution de la bourgeoisie : l'Eglise, réintroduite dans l'Etat.

La couleur est clairement annoncée par le Programme commun : se préparant à la crise révolutionnaire, il s'agit d'assurer le maintien de l'Etat bourgeois contre les assauts des masses. Pour cela il faudra redonner un vernis de parlementarisme à ce vieil appareil.

Mais ici, se trouve posée une question importante : les gouvernements de Front populaire, qu'il s'agisse de l'Espagne et de la France de 1936, du Chili de 1970-1973, ne sont pas de véritables gouvernements parlementaires, au sens classique du terme. Avec le front populaire, il n'y a pas renaissance du parlementarisme, parce que celui-ci n'a plus de base sociale, matérielle. Il s'agit d'une couverture parlementaire. En 1936, protégé des masses par les chefs ouvriers, le Parlement a servi de masque à ce qui se passait dans les profondeurs de la société et des institutions bourgeoises, a servi de masque à la reconstruction de l'ap-

pareil étatique disloqué par la vague révolutionnaire. Ce n'est pas au plan du Parlement que les choses se sont jouées, c'est sur le terrain de la lutte des classes.

Thorez n'était pas au gouvernement. Et c'est lui qui montait en première ligne contre les masses, pour les désarmer politiquement, expliquant : « Tout n'est pas possible », « Il faut savoir terminer une grève. » En Espagne, les staliniens, reconstruisant l'Etat bourgeois, désarmant politiquement la classe ouvrière, la désarmant physiquement au nom du slogan « des armes pour le Front », ont brisé le mouvement révolutionnaire des masses, et Franco n'eut plus alors qu'à écraser le Front populaire, désormais inutile à la bourgeoisie. La façade parlementaire a existé, mais le sort de la révolution s'est joué dans la capacité des masses à vaincre la résistance contre-révolutionnaire des appareils du mouvement ouvrier sur le terrain de la lutte des classes, dans les usines, par la construction de leurs propres organes de pouvoir.

De renouveau du parlementarisme dans tout cela, point.

Le contenu contre-révolutionnaire, de défense de l'Etat bourgeois du Programme commun, de l'Union de la gauche, est spectaculairement affirmé par la présence des « radicaux de gauche » au sein de cette union. En tenant à ce que le représentant officiel des radicaux de gauche participe à la ratification solennelle du Programme commun, les dirigeants du PS et du PCF affirmaient avec ostentation qu'ils entendaient maintenir les liens qui les unissent à la société bourgeoise, son Etat, ses partis, ses institutions et gouvernements.

« SANS RIVAGE A DROITE »...

Et à l'inverse de ce que prétendent les dirigeants du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, la présence du famélique et décomposé

« parti » des radicaux de gauche n'en souligne que plus le caractère contre-révolutionnaire de cet accord de gouvernement, n'en souligne que plus l'acharnement des dirigeants ouvriers à, aujourd'hui comme demain, ne pas rompre avec la bourgeoisie et son Etat. Ainsi, selon les dirigeants de la LCR, la présence au sein de l'Union de la gauche du parti démocratique de l'impérialisme bourgeois, sous prétexte qu'il est décomposé au plan électoral, ne change rien. Gouvernement PCF/PS ou gouvernement PCF/PS/radicaux de gauche, ce serait tout un. Pourquoi ? Parce que, affirme la LCR, la question de fond n'est pas celle des composantes, mais celle du programme. Et ce programme est un programme « réformiste ». Sous couvert d'une critique de gauche, la LCR masque l'essentiel : l'Union de la gauche c'est la subordination à l'Etat bourgeois, c'est la défense des institutions, partis de la bourgeoisie, contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, et c'est cela que manifeste bruyamment la présence nécessaire des radicaux de gauche. Au nom du « contenu du programme », c'est le combat contre le front unique, contre la rupture avec la bourgeoisie, et c'est cela que matérialise la politique de la LCR lorsqu'elle apporte son « soutien critique » à l'Union de la gauche.

Et, parce que son contenu est la défense de l'Etat bourgeois, la subordination aux institutions et partis de la bourgeoisie, elle est nécessairement sans rivage à droite. Avec le programme national de défense de l'Etat bourgeois national, dès le départ, la porte était ouverte aux forces impérialistes démocratiques.

Et l'Union de la gauche a fait place à l'Union populaire et les forces démocratiques aux forces nationales. De l'Union de la gauche, on est passé à l'union du peuple de France. A la troisième composante, on en a ajouté une quatrième, celle des gaullistes de progrès, piliers de la so-

ciété du 10 décembre, briseurs de grève, pourfendeurs des syndicats ouvriers, organisateurs de la CFT... Comme son prédécesseur de 1936, l'Union de la gauche s'oriente vers

le « front de tous les Français » : de Thorez à Paul Reynaud hier, de Georges Marchais à l'amiral Sanguinetti et au gaulliste Charbonnel aujourd'hui.

l'Union de la gauche, soutien de la Vème République agonisante

Parfaitement logique avec sa finalité, l'Union de la gauche a développé une politique dont l'objectif est de ne pas aboutir à la crise révolutionnaire, donc d'éviter d'avoir recours à la constitution d'un gouvernement de front populaire.

A chaque étape de la crise politique de la bourgeoisie, de l'agonie du bonapartisme, l'Union de la gauche a combattu pour supporter à bout de bras la V^e République, ses institutions, ses gouvernements.

Jusqu'à la mort de Pompidou, le système politique a réussi à se maintenir sans que les composantes de la majorité se déchirent trop ouvertement, l'UDR, parti par excellence de la V^e République, contrôlant l'ensemble de l'appareil d'Etat depuis le président de la République jusqu'à la plupart de ses rouages. Mais la mort de Pompidou et les élections présidentielles de 1974 ont ouvert une nouvelle phase de l'agonie de la V^e République, que caractérisa le XIX^e Congrès de l'OCI sous la formule : « de la crise politique de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire ».

COMMENT LE GOUVERNEMENT GISCARD-CHIRAC A TENU DEUX ANS

Pour les dirigeants de la bourgeoisie comme pour ceux de l'Union de la gauche, il s'agissait de bloquer ce mouvement. Chirac, traître à l'UDR,

placé à la tête du gouvernement pour casser le parti des prébendiers, était pourtant amené à prendre en charge, contradictoirement, la défense des intérêts de cette nouvelle société du 10 décembre. Giscard, mis à la tête de l'Etat bourgeois pour tenter de trouver une solution de transition sans heurt vers un système redonnant place et vie au Parlement gouvernait non moins contradictoirement par les moyens les plus bonapartistes. Le parti du bonapartisme frondait en s'appuyant sur l'Assemblée nationale, tandis que celui dont la mission était de redonner vie au Parlement accentuait les plus bonapartistes des méthodes de gouvernement. Mitterrand et Marchais, dans cette période, n'ont pas manqué de défendre le plus activement qui soit la V^e République en agonie, ne cessant d'affirmer leur respect de la Constitution et des institutions de la V^e République, ne cessant de proclamer que l'Assemblée nationale élue en 1973 devait aller jusqu'à la fin de son mandat tandis que, d'élections partielles en élections partielles, tout démontrait que la prétendue majorité était désavouée par le suffrage universel. Pour les dirigeants de l'Union de la gauche, il fallait interdire aux masses travailleuses de transférer les acquis politiques des élections présidentielles comme des élections partielles au plan de la lutte des classes avec les moyens et méthodes du prolétariat. Relayant la campagne de division orchestrée entre le PCF et le PS, les appareils

syndicaux ont combattu, se dressant contre le mouvement des masses, tentant de contenir et de disloquer les luttes que les travailleurs engageaient et par lesquelles ils tentaient de réaliser les conditions du front unique des organisations. De la lutte des travailleurs de l'ORTF à la grève des métaux de la Rochelle en 1976, en passant par la grande grève des postes de novembre 1974, les grèves Renault, les grèves de la Sécurité sociale et la grève généralisée des étudiants contre la réforme du second cycle, les appareils n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de briser et de disloquer ces mouvements.

Le gouvernement Giscard-Chirac a tenu ainsi deux ans. Mais les facteurs objectifs de la crise de la bourgeoisie française et de la V^e République ont continué à agir, combinés à la crise générale du système impérialiste comme à celle de la bureaucratie du Kremlin. Le pas décisif annonçant le commencement de la fin du gouvernement Giscard-Chirac a été l'exigence du patronat français de voir prendre les mesures permettant de rejeter les conséquences de la crise économique sur le dos des travailleurs, de la jeunesse. Pour le patronat, il fallait en finir avec l'élasticité des contrats salariaux et revenir aux principes de la police des salaires. La bourgeoisie perdait toute confiance dans la capacité du gouvernement Giscard-Chirac à régler les problèmes auxquels elle se trouve confrontée.

Dans ces conditions, au fur et à mesure que s'approchaient les échéances électorales, les cantonales venant de rappeler à la « majorité » qu'elle était irrémédiablement devenue minoritaire du point de vue du suffrage universel, la crise s'est débridée au sein de cette majorité, aboutissant en juillet à l'écroulement du gouvernement. L'échec de la tentative de colmatage du régime était consommé : la crise, dès lors, ne peut plus que se développer jusqu'à son terme, l'effondrement de la V^e Répu-

blique, l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Dans la classe ouvrière, de la grève de Renault de mars 1976 à la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis en passant par la grève des étudiants, une même volonté s'est exprimée dans la recherche des moyens de surmonter les obstacles au front unique, de réunir les conditions du contrôle des actions de classes.

PROTEGER LA V^e REPUBLIQUE DU DESASTRE

Un autre stade a été franchi à l'approche des élections municipales. La fondation du RPR a marqué la tentative de l'UDR de sauver la V^e République et ses institutions, sources de ses prébendes, de sauver ses positions à l'intérieur de l'appareil d'Etat. Chirac, en faisant son coup de force, contre le président de la République, en se portant candidat à la mairie de Paris, a engagé plus avant la dislocation du régime. Deux orientations fondamentales se heurtent : celle de Giscard qui recommença la tentative cent fois ratée d'ouverture à gauche, nécessitant de casser, d'expulser le RPR, l'autre, celle de Chirac, en appelant au rassemblement de toutes les forces réactionnaires contre la révolution qui menace, pour la sauvegarde de la V^e République et de ses institutions.

Positions inconciliables et aussi irréalisables l'une que l'autre. Comme l'expliquait Stéphane Just dans le précédent numéro de « La Vérité » :

« L'ouverture à gauche exige la réintroduction de certaines doses de parlementarisme, inconciliable avec le bonapartisme qui s'accroît d'autant plus que la V^e République agonise. Quant à l'orientation de Chirac, le raidissement des institutions, elle doit s'appliquer contre celui qui incarne aujourd'hui ce système, le président de la Républi-

que. Elle doit appeler au suffrage universel, lequel condamne justement la V^e République, tout en se dressant contre les masses alors que le système n'a pas les moyens de les discipliner et de les briser et que c'est précisément de cela dont il meurt.»

Pour les dirigeants de l'Union de la gauche, avant les municipales, un objectif : tenter de protéger la V^e République du désastre, interdire que le prolétariat conserve son indépendance de classe sur le terrain des élections et surtout empêcher qu'il intervienne comme facteur agissant sur son propre terrain de classe pour dénouer la crise. C'est ainsi qu'il faut comprendre la combinaison Union de la gauche étendue à la quatrième composante gaulliste - division. Pour les appareils syndicaux il s'agissait d'interdire à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées d'engager le combat pour la satisfaction de leurs revendications qui ne pouvaient que remettre en cause le gouvernement Giscard-Barre, la V^e République elle-même. De ce point de vue tout a été fait par les appareils syndicaux pour interdire un combat réel et unifié sur la question des salaires, il s'agissait de démobiliser les travailleurs, tout faire pour qu'ils n'interviennent pas avant les élections.

Malgré cette bataille acharnée des dirigeants de l'Union de la gauche contre le front unique ouvrier, ils n'ont pu éviter le désastre qu'ont constitué les élections municipales pour la V^e République et ses partis. Ils n'ont pu même empêcher qu'à une échelle limitée, la méthode qui mène à la victoire du prolétariat, celle de la rupture politique des organisations ouvrières avec les organisations et partis bourgeois, celle qui mène au renversement du gouvernement Giscard-Barre et permet de porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers soit utilisée à Brive et à Toulon.

Sur le terrain de la lutte des classes, ils n'ont pu empêcher que s'exprime le mouvement qui mène à l'irruption des masses sur la scène politique par lequel la crise politique se dénouera en crise révolutionnaire. Qu'il s'agisse des maîtres auxiliaires, de la manifestation des normaliens, de celle des étudiants à l'initiative de l'UNEF (Unité syndicale), des laborantins de l'Assistance publique, des Assistantes sociales de la Sécurité sociale... autant d'indices montrant que non seulement ce mouvement est engagé, mais que, déjà, il s'appuie sur des formes d'organisation (comité de préparation à la grève, délégation permanente conçue avec la volonté d'entraîner les syndicats) qui se dégagent comme le moyen pour ouvrir la voie à l'action de classe réalisant l'unité.

A peine connus les résultats des élections municipales, les dirigeants de l'Union de la gauche ont affirmé leur commune volonté de préserver la V^e République, de ne pas voir l'Assemblée nationale dissoute ce qui, sous une forme déterminée, serait la sanction de l'intervention des masses. Tout faire pour préserver cette Assemblée nationale, voilà ce que voudraient les dirigeants de l'Union de la gauche. En même temps que l'approfondissement de la crise politique risque de mener à la catastrophe, à une irruption incontrôlée des masses, en clair à la crise révolutionnaire. Et c'est pourquoi aujourd'hui Mitterrand tente de trouver une transition pacifique en appelant dans le respect du fonctionnement normal des institutions, dans le respect de décision du président de la République à ce qu'ensemble ils ménagent une telle transition.

LA DIMENSION EUROPEENNE DE L'UNION DE LA GAUCHE

Cette politique de l'Union de la gauche de soutien à la V^e République et à ses institutions, trouve sa

correspondance en Espagne, au Portugal, en Italie. Elle est couronnée par le ralliement en bonne et due forme à l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

En Espagne, le PCE monte la garde devant le régime et les institutions franquistes, ralliant le drapeau de la monarchie. En Italie, c'est le soutien au gouvernement Andreotti, à la démocratie chrétienne. Ce dont rêve l'Union de la gauche, c'est d'une solution à l'italienne. Mais si en Italie, la décomposition de la société bourgeoise, les contradictions politiques et sociales sont plus avancées qu'en France, le système politique en place relève du parlementarisme, permettant cette souplesse dans les relations entre les classes comme au sein des classes. L'Union de la gauche rêve d'une solution à l'italienne mais précisément en France les structures politiques ne sont pas les mêmes. Il faudrait un autre système, un retour au parlementarisme... pour retrouver cette souplesse dans les relations entre les classes. Mais, précisément, le bonapartisme l'interdit et il ne saurait y avoir de passage d'une forme à une autre de domination de classe sans qu'à un moment ou un autre, quelles que puissent être les transitions, les masses interviennent, ouvrant la crise révolutionnaire.

En France comme en Espagne, la révolution affleure. Nous sommes au seuil de la révolution et ce qui se joue c'est l'explosion de ce qui a constitué le verrou de la marche en avant de la révolution en Europe. C'est à cette dimension européenne qu'il faut juger l'Union de la gauche comme la politique des partis staliens en Europe. Prévenir la crise révolutionnaire et s'y préparer pour la combattre tel est l'objet de l'Union de la gauche. Combattant becs et ongles pour préserver les régimes politiques en place, les appareils ne parviendront pas à interdire l'irruption des masses qui ouvrira la crise révolutionnaire. Contre la révolution

ils mettront en place des gouvernements de front populaire. Ceux-ci sont inévitables du fait des rapports internes au mouvement ouvrier. Ils sont les derniers remparts pour le sauvetage de l'ordre bourgeois. Contre la révolution et au nom des masses, les dirigeants du PCF et du PS formeront des gouvernements de front populaire. Les voies par lesquelles ils le feront et les formes que ceux-ci prendront ne sont pas données d'avance, des transitions sont possibles, mais c'est inévitable, c'est vers cela que nous allons.

**« UNION DE LA GAUCHE »
D'AUJOURD'HUI
ET « FRONTS POPULAIRES »
D'HIER**

Si l'Union de la gauche d'aujourd'hui présente toutes les caractéristiques des fronts populaires d'hier, il y a entre eux une différence fondamentale.

En 1936, en Espagne ou en France, les fronts populaires étaient venus au pouvoir pour combattre la révolution prolétarienne montante dans le cadre d'un recul de la révolution prolétarienne mondiale, sanctionné par la défaite du prolétariat allemand en 1933. En Espagne et en France la crise révolutionnaire avait éclaté dans la courbe descendante de la période ouverte en 1914 dont l'apogée avait été la révolution russe et la révolution allemande de 1918-1919. Courbe descendante qui s'est brutalement creusée avec l'écrasement du prolétariat allemand, elle connaît en Espagne et en France de nouvelles pointes, mais c'est sur ce fond général de recul. La révolution éclatait dans le même temps où Staline organisait le massacre de ce qui restait du parti bolchevique.

Aujourd'hui, la marche à la révolution prolétarienne en France se situe dans une tout autre situation ; une tout autre période. C'est une expression de la courbe ascendante

La période de « l'imminence de la révolution »

« 1. La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes posés par cette crise dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

« 2. La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimé dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

« 3. L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes internationale, tendent à unifier leur force et leur politique contre la révolution. Mais, à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte des classes internationale, conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

« 4. Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir.

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint le stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée. »

d'une nouvelle période de la révolution mondiale qui est d'ores et déjà commencée. Après le Portugal, les révolutions en France et en Espagne seront les premiers maillons de la chaîne des révolutions qui constitueront la révolution européenne.

L'impérialisme et la bureaucratie

du Kremlin, les bureaucraties satellites ou celles qui, historiquement, leurs sont dépendantes, sont en crise. 1968 a ouvert une nouvelle période de la révolution que les thèses du 17^e Congrès de l'OCI caractérisaient en des termes précis que nous rap- pelons ci-dessus.

LES MASSES EN REVOLUTION, CE SONT LES MASSES EN EBULLITION

Il faut envisager les rapports, et le développement de ces rapports, à l'intérieur du mouvement ouvrier dans leur continuité et leur discontinuité. C'est le même mouvement qui, au travers d'organisations, de formes politiques successives partant de la lutte originelle contre l'exploitation capitaliste, va à la révolution prolétarienne. S'avançant sur la voie de la révolution, les masses se tournent et se dirigent vers les organisations ouvrières, syndicats et partis qui résultent de leur histoire, qui les ont constituées comme classe pour soi et continuent à les constituer comme classe, bien qu'entièrement liées et soudées à la société bourgeoise.

Elles espèrent que ces organisations vont répondre à leurs exigences, à leurs besoins, à leurs aspirations et elles tentent de les pousser en avant aussi loin que possible. Mais en retour, elles subissent le poids de la politique des appareils de ces organisations, inféodés à la société bourgeoise, la défendant et tentant de passer un carcan aux masses en

mouvement. En même temps, la tendance des masses est de dépasser ces organisations et de briser les carcans politiques dans lesquels celles-ci veulent les enserrer. Cela est vrai par rapport aux partis comme par rapport aux centrales syndicales bien qu'il n'y ait pas identité entre les deux types d'organisations ouvrières. A l'échelle de la classe ouvrière, la même dialectique qui amène au renforcement des syndicats et des partis ouvriers traditionnels dégage la tendance à la constitution d'organismes qui incluent ses organisations traditionnelles et les dépassent, et qui font surgir des formes d'organisation capables de représenter l'ensemble du prolétariat et des masses : les comités, les soviets. Ce n'est pas tout : le mouvement des masses alimente des différenciations politiques à l'intérieur des vieilles organisations, fournit une base objective au développement et même à la constitution de nouvelles organisations.

Les masses en mouvement, ce sont les masses en ébullition. Le développement de leur mouvement tend vers une même direction, vers l'homogénéité, mais il est complexe et n'est pas lui-même homogène. En outre, ces « lois » du mouvement des masses, lorsque s'ouvre une crise révolutionnaire, jouent en des conditions historiques concrètes.

au crépuscule des fronts populaires

De ce point de vue, 1977 présente des caractéristiques semblables à celles de 1936, en même temps que de grandes différences se font jour. 1936 voyait l'ascension de la bureaucratie du Kremlin et de ses agences. C'est dans cette période que se construisit le PCF. De même, le PCE, comme organisation de masse, rassemblant d'ailleurs en son sein

tous les éléments petit-bourgeois qu'effrayait la révolution et que rassurait le langage d'ordre du parti stalinien espagnol. En 1938, il est minuit dans le siècle, les révolutionnaires sont à contre-courant.

La bureaucratie stalinienne, agence bourgeoise au sein de l'Etat ouvrier et son appareil international semblent représenter la continuité de

la révolution d'Octobre, à laquelle se réfère nécessairement tout mouvement révolutionnaire de notre époque. C'est donc vers eux que se sont dirigés les milliers de jeunes cadres du mouvement ouvrier que dégage la révolution. Comme l'explique la brochure « Quelques enseignements de notre histoire » :

« Les jeunes cadres révélés par la grève générale, ont renforcé principalement le PCF qui devient le parti des masses que nous connaissons. Ce renforcement du PCF était dans une large mesure inévitable : les jeunes cadres qui organisent leur classe en juin 1936 vont au stalinisme en croyant aller à la révolution d'Octobre. »

C'est dans ces conditions objectives que les trotskystes ont combattu. Auraient-ils pu empêcher la victoire contre-révolutionnaire s'ils avaient eu une politique entièrement correcte ? C'est peu probable. Mais ils ne furent offrir de perspectives politiques à une couche même limitée de l'avant-garde.

Les défaites de la révolution qu'organise Staline contribueront à renforcer plus encore la position de la bureaucratie comme elles seront utilisées par l'impérialisme pour préserver son pouvoir et organiser de plus grandes défaites encore : c'est la deuxième guerre mondiale qui se prépare.

De ce point de vue, 1936 c'est l'aube du front populaire tandis que 1977 peut marquer son crépuscule. La tendance à la matérialisation du « vrai, profond tournant » dans la situation objective dont parlait Trotsky en 1935 est manifeste. Mais dire que c'est son crépuscule n'est en rien affirmer qu'automatiquement c'est au profit du prolétariat, de la révolution victorieuse qu'il sera liquidé. Des changements profonds, favorables à la révolution, se sont opérés dans les relations entre la bourgeoisie, la bureaucratie et la classe ouvrière. Les nouvelles re-

lations qui se sont établies au sein même du prolétariat voient la puissance contre-révolutionnaire de l'appareil du Kremlin considérablement diminuée, à la dimension même des développements de la révolution politique. Mais ces développements qui ont montré à tout le prolétariat mondial le visage contre-révolutionnaire de la caste bureaucratique, n'aboutiront pas ipso facto à ce que le prolétariat soit victorieux de ces crépusculaires fronts populaires, pour les mêmes raisons (quelles que soient les conditions objectivement favorables) que la construction du parti révolutionnaire n'est un processus objectif.

FRONT UNIQUE OUVRIER, GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ET GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES

La période ouverte en 1968, c'est la période du plein développement de la révolution ; elle pose plus que jamais comme sa question centrale la question de la direction révolutionnaire mondiale à construire dans le feu des événements révolutionnaires.

Dégager, par la réalisation des tâches de l'OCI, les moyens de la « réalisation » par la classe ouvrière de son mouvement pour la destruction de l'Etat bourgeois et la construction de sa dictature de classe, telle est la tâche de l'heure.

Une telle politique doit commencer par affirmer qu'il n'y a pas de débordement possible du front populaire, pas d'amendement possible du programme commun, programme de la contre-révolution, de la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

A cela, il faut opposer la politique indépendante du prolétariat, la lutte pour le front unique ouvrier contre la bourgeoisie et son Etat,

LE IV^e CONGRES DE L'IC ET LE FRONT UNIQUE

Le gouvernement ouvrier (éventuellement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande générale. Mais comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique...

Dans ces pays, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique. Les partis de la II^e Internationale cherchent dans ces pays à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers contre la bourgeoisie et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber entre les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes de masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut fournir aussi l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. (...) La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner les luttes révolutionnaires...

... Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens, sans-parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

telle que l'ont formulée les 3^e et 4^e Congrès de l'Internationale communiste. Nos lecteurs se reporteront à ce sujet à cet extrait extrêmement important de la « résolution sur la tactique », adoptée au IV^e Congrès de l'IC publié page 69.

Pour avancer dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, de la construction du pouvoir de la classe ouvrière, il faut unifier son mouvement, libérer ses aspirations, réaliser son front de classe de la base au sommet intégrant ses organisations syndicales et politiques, et telle est la fonction de la bataille des révolutionnaires pour le gouvernement ouvrier et paysan, formule algébrique qui doit trouver sa traduction dans le dégagement de la voie concrète par où passe la rupture des organisations ouvrières avec les partis et organisations bourgeoises.

MASSES ET ORGANISATIONS

Si la perspective politique est dominée par le passage de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire, cela veut dire que la question de l'agitation pour le gouvernement ouvrier et paysan ne saurait rester au plan de la propagande générale. Nous le savons : la seule solution historique à la crise de l'humanité sera la dictature du prolétariat que réalisera le pouvoir des soviets. Mais la classe ouvrière ne peut aborder la réalisation de ses tâches que par un mouvement combiné qui met au premier plan ce qu'elle attend des organisations syndicales et politiques qui la constituent comme classe. La classe ouvrière sait qu'elle ne veut plus des gouvernements bourgeois. Elle veut un gouvernement qui la représente et cette volonté elle ne peut l'envisager qu'en fonction de ce qui l'organise comme classe aujourd'hui : ses partis, ses syndicats. La classe ouvrière aborde et abordera l'ouverture de la révolution dans un

rapport donné avec les organisations qui la constituent comme classe et que dominent les appareils contre-révolutionnaires. C'est le mouvement même de la révolution qui porte la classe ouvrière vers les organisations traditionnelles comme elle les porte à construire les organes qui seront développés, les moyens de la réalisation de sa dictature de classe réalisant au plus haut niveau son front unique : les conseils, les soviets. L'agitation pour le gouvernement ouvrier ne peut donc être appréhendée par la classe ouvrière qu'à partir des instruments dont elle dispose, ses organisations, en particulier le PCF et le PS. Tant que les couches les plus importantes du prolétariat n'ont pas rompu avec les vieux partis et leur direction, elles envisagent la lutte pour le pouvoir par l'intermédiaire de ceux-ci, les chargent d'établir le gouvernement des travailleurs. Ces partis sont des partis ouvriers bourgeois ; ils ont lié leur sort au maintien de l'ordre bourgeois : partant des aspirations et intérêts des masses, les révolutionnaires doivent dégager, dans les termes mêmes où les masses peuvent la saisir, la perspective du gouvernement :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. »

En termes concrets cela veut dire aujourd'hui la bataille pour la rupture des partis ouvriers PS et PCF avec les institutions de la V^e République, la bataille pour la dissolution de l'Assemblée nationale, la bataille pour un gouvernement du PCF et du PS sans représentant des partis et organisations bourgeois.

Combattre pour le gouvernement ouvrier et paysan, c'est en appeler à la mobilisation des masses pour la rupture de leurs partis avec les ins-

tutions de la bourgeoisie, lutter pour qu'ils forment un gouvernement d'où seront exclus les représentants de la bourgeoisie. Dans cette bataille, les trotskystes ne posent aucune condition programmatique car, très précisément, toute la situation politique se trouve concentrée dans la lutte pour la disparition du gouvernement Giscard-Barre, la dissolution de l'Assemblée nationale, ce contre quoi s'élève l'Union de la gauche sans rivage à droite.

**« LA IV^e INTERNATIONALE
NE PEUT AVOIR PLACE
DANS AUCUN DES FRONTS
POPULAIRES »**

Nous disons à l'adresse du PS et du PCF : rompez avec la bourgeoisie, appelez-en à la mobilisation des masses pour la dissolution de l'Assemblée nationale, formez un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie. Poser des conditions programmatiques, c'est tourner le dos à la voie concrète par où passe la rupture avec la bourgeoisie, puisque, précisément, la première fonction de l'Union de la gauche, c'est le soutien à ce gouvernement, ces institutions bonapartistes, c'est couvrir à gauche le front populaire en lui laissant les mains libres. De ce point de vue, le lien est immédiat entre les positions de ceux qui prétendent poser des « conditions » et le soutien critique qu'ils sont amenés à apporter à l'Union de la gauche.

« La IV^e Internationale n'a et ne peut avoir place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche est de ren-

verser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

C'est en ces termes que le Programme de transition résume l'expérience politique du combat des bolcheviks-léninistes contre une des deux dernières ressources de la contre-révolution. La question du front populaire de l'Union de la gauche, n'est pas une question de tactique ; elle est une question de principe, elle touche directement à l'indépendance de classe du prolétariat. Au front populaire, les révolutionnaires opposent en toutes circonstances le front unique ouvrier. Classe contre classe.

C'est cela qui a été au cœur du combat pour la IV^e Internationale, pour sa construction à travers la mobilisation révolutionnaire des masses contre l'Etat bourgeois.

Mener cette bataille, c'est partir de ce que les masses peuvent immédiatement saisir, de ce qu'une avant-garde peut dégager par la perspective du combat pour le gouvernement PS-PCF, pour s'orienter vers ce que Trotsky définit en 1935.

« Une représentation révolutionnaire des masses en lutte, la constitution de « parlements révolutionnaires » dont les partis ne sont pas exclus, au contraire ils sont supposés nécessaires, en même temps ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer des partis pourris. »

Là est la voie du combat pour la construction du parti révolutionnaire, se préparer et préparer la révolution prolétarienne.

**César Corte,
15 avril 1977.**

República

SOC. CON

CONSTRUI

U

DA

K L

VOTA

PC

PAI

CO

CO

CO

CO

CO

CO

CO

CO

CO

MAI 1968

REVOLUTION AU PORTUGAL
UNION DE LA GAUCHE EN FRANCE
QUELLE PLACE LE GAUCHISME OCCUPE-T-IL
SUR LA SCENE DE LA LUTTE DES CLASSES

gauchisme d'hier et d'aujourd'hui

par Denis COLLIN

« L'éclatement du gouvernement Giscard Chirac — sous l'effet des échéances politiques et de l'aggravation de la situation économique combinées — a ouvert la dernière phase de l'agonie de la V^e République. Au bout, une seule ressource lorsque s'ouvrira la crise révolutionnaire : le front populaire dont le programme de fondation de la IV^e Internationale dit : « Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

(Stéphane Just, « La Vérité » n° 574)

Tout le développement de la situation politique, considérée à l'échelle européenne, met la question des fronts populaires au centre des problèmes politiques ; que ce soit sous la formule de l'Union de la gauche en France, sous celle du compromis historique en Italie ou celle de la « convergence démocratique » en Es-

pagne, les partis staliniens s'acharment à sauvegarder l'ordre bourgeois et préparent donc les combinaisons de front populaire comme « derniers recours politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne ».

Chaque tendance politique, chaque groupe, chaque organisation, devant la révolution qui vient, est contraint de se déterminer par rapport à l'attitude à adopter envers la politique des fronts populaires. Dans des conditions historiques nouvelles, nous pouvons reprendre l'appréciation que donnait Trotsky en 1935 dans une lettre au RSAP :

Les commandos du MFA portugais interdisent la sortie du journal socialiste « Republica ». Au compte de la politique du PCP et avec le soutien des comités « apartidaristes » gauchistes, tournés contre les organisations ouvrières.

« La question des questions, à présent, est celle du front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme une manœuvre tactique ou même technique, afin de mener à bien leurs petites affaires à l'ombre du front populaire. En réalité, le front populaire est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne pour cette époque. Elle offre en outre le meilleur critère pour distinguer le bolchevisme du menchevisme. »

(in « Writings 1935-36 », Pathfinder Press)

UNE TRAJECTOIRE APPAREMMENT CONTRADICTOIRE

C'est de ce point de vue que nous devons aborder la question de la place et du rôle de ce qu'il est convenu d'appeler le « gauchisme », dont les diverses composantes s'alignent, peu ou prou, sur la politique de l'Union de la gauche-front populaire en France, tout comme en Italie ils s'alignent sur la perspective du « gouvernement des gauches », c'est-à-dire du gouvernement avec la démocratie chrétienne, que, pour l'occasion, on souhaite « rénovée ». Ainsi, une des bases de fusion entre l'ex-GOP et l'ex-Organisation communiste « Révolution ! » est le vote pour les listes de l'Union de la gauche. En somme, « révisos » et « anti-révisos » se retrouvent d'accord pour estimer progressiste l'alliance des partis ouvriers avec les affairistes radicaux de gauche et au-

tre « gaullistes de gauche », républicains « sincères » et toutes sortes d'individus de la même espèce. Bref, comme dit le proverbe, « plus le singe monte haut dans l'arbre et plus il montre son cul ».

La trajectoire politique de ce que la grande presse appelle « le gauchisme » peut, au premier abord, surprendre. Que ceux qui, en mai 1968, pendant la grève générale, expliquaient que « les syndicats sont des bordels » trouvent la voie du salut dans l'alliance avec la bourgeoisie, voilà qui peut paraître contradictoire. Nous allons montrer qu'il n'en est rien. Mais pour comprendre cet apparent paradoxe, il est nécessaire de comprendre clairement ce qu'a été et ce qu'est le gauchisme, quelles sont ses diverses composantes et son lien avec la politique de la bourgeoisie et la politique des appareils bourgeois du mouvement ouvrier. Pour des raisons politiques, la bourgeoisie comme les appareils ont tenté de brouiller tous ces problèmes, nous présentant le gauchisme comme une unité bigarrée où foisonnent les thèmes les plus divers : rejet des organisations, multiplicité des pouvoirs, critique de la vie quotidienne, autogestion, etc., qu'on essaie de présenter comme autant d'expressions du « mouvement révolutionnaire » ou de la révolution prolétarienne. Il est impossible de comprendre quoi que ce soit au « gauchisme » comme à tout autre courant politique, si on part de la critique de l'idéologie. Il faut au contraire partir de la racine matérielle, et donc du développement concret de la lutte de classes.

la III^{ème} Internationale et le gauchisme

La question du gauchisme n'est pas une nouveauté dans l'histoire du mouvement ouvrier, sauf pour ceux qui font commencer l'histoire avec

le printemps 1968. La III^e Internationale a été confrontée avec le problème du « communisme de gauche » à sa création. D'un côté, elle

devait combattre pour entraîner la rupture complète, totale, des jeunes partis communistes avec la social-démocratie. De l'autre, elle dut livrer bataille contre les courants gauchistes en son sein, notamment dans les partis allemand, italien (les bordigistes), hollandais et anglais.

« LE GAUCHISME, MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME »

C'est à cette lutte qu'est consacré le livre de Lénine sur « Le gauchisme, maladie infantile du communisme ». Les divergences entre les gauchistes et la majorité de l'IC portaient sur toute une série de questions : le travail dans les syndicats, la participation aux élections, la tactique du front unique, la question des compromis en général. La discussion prit la forme de savoir s'il fallait ou non passer des compromis avec l'adversaire mais, bien évidemment, il ne s'agissait pas d'une discussion formelle sur les compromis ; le contenu de la discussion est ainsi résumé par Lénine :

« On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive, tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris, soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante, qui les rende complètement incapables de soutenir son adversaire, ce serait une sottise et même un crime. Or, pour que vraiment la classe ouvrière tout entière, que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du capital arrivent à telle position, la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Pour cela, il faut que ces masses fassent leur propre expérience politique. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions. »

LA MECONNAISSANCE, ET L'INCOMPREHENSION DU MOUVEMENT DES MASSES

Autrement dit, la polémique de Lénine contre le gauchisme porte sur une question fondamentale : la question de la réalisation de l'unité de la classe contre le capitalisme, la politique qui permet de souder le front unique prolétarien, ainsi qu'elle est définie dans les Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste. Le gauchisme était, au sein de l'IC, un courant qui, bien que se situant sur le terrain de la lutte pour la révolution prolétarienne et le pouvoir centralisé des soviets comme expression de la dictature du prolétariat, refusait en même temps, comme incompatible avec cet objectif, la politique qui justement permettait que « les masses fassent leur propre expérience politique ».

Polémiquant contre les « communistes de gauche » anglais qui refusent de participer aux élections et de soutenir le « Labour Party » contre les conservateurs en arguant du caractère bourgeois de la politique de ce parti, Lénine explique :

« Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la CLASSE révolutionnaire, si nous voulons entraîner à notre suite les MASSES (faute de quoi nous risquons de n'être plus que des bavards), nous devons aider Henderson ou Snowden à battre Lloyd George et Churchill (et même plus exactement obliger les premiers — car ils redoutent leur propre victoire — à battre les seconds) ; puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison, c'est-à-dire que les Henderson et les Snowden ne sont bons à rien, que ce sont des petits bourgeois perfides et que leur faillite est certaine. »

Mais cette incompréhension gauchiste a une racine théorique : c'est l'incompréhension de ce qu'est le mouvement ouvrier, sa constitution. En dehors de son histoire, de sa lutte pour se constituer en classe « pour-soi », c'est-à-dire en classe consciente et luttant pour la réalisation de ses objectifs historiques, le mouvement ouvrier n'a pas d'existence.

Il faut ajouter que cette bataille historique du prolétariat n'est pas un développement linéaire ; le prolétariat est une classe de la société bourgeoise et c'est dans sa lutte contre la bourgeoisie, dans ses rapports avec toutes les couches de la société que le prolétariat s'affirme comme classe. A cela, il faut encore ajouter que si la classe ouvrière est la classe la plus homogène de la société bourgeoise, elle n'en reste pas moins hétérogène, divisée par la division du travail, divisée en couches différentes, divisée par la concurrence. Ces divisions ne sont pas fortuites ; elles sont des produits inévitables du mode de production capitaliste lui-même, que les prolétaires reproduisent quotidiennement en travaillant pour le capitaliste.

C'est contre ces divisions, ces oppositions d'intérêts particuliers que le prolétariat peut se constituer en classe, et c'est précisément la fonction des organisations de la classe ouvrière. Mais les organisations de la classe ouvrière ne sont pas des acquis définitifs, immuables. Elles sont un terrain de la lutte des classes. Elles se transforment dans le développement même de la lutte de classes. Enfin, on ne doit jamais oublier ceci : les syndicats ouvriers et les partis sont construits par la classe pour lutter contre la bourgeoisie et l'abattre, ils sont en même temps des produits de la société bourgeoise, ils expriment à leur manière la division du travail telle qu'elle existe au sein de la société bourgeoise, et cette division tend à s'exprimer au sein des organisations ouvrières.

« Le meilleur, le plus pur des partis ouvriers a toujours quelque chose à voir avec l'audacieuse formule de Lénine à propos de l'Etat : l'Etat ouvrier est un Etat bourgeois sans bourgeoisie. »

(S. Just, « Stalinsisme et gauchisme », « La Vérité » n° 543, avril 1969.)

L'ABANDON DU MARXISME

Réfléchissant sur les raisons qui ont conduit des marxistes comme Kautsky et Plékhanov à capituler devant la bourgeoisie, Lénine écrit :

« La cause essentielle de leur faillite, c'est qu'ils se sont laissés hypnotiser par une seule des formes de croissance du mouvement ouvrier, forme dont ils ont oublié le caractère limité ; ils ont eu peur de voir le bouleversement rendu inévitable par les conditions objectives et ils ont continué à répéter des vérités élémentaires, apprises par cœur, aussi indiscutables à première vue que : trois, c'est plus que deux. Or la politique ressemble plus à l'algèbre qu'à l'arithmétique, et encore plus aux mathématiques supérieures qu'aux mathématiques élémentaires. En réalité toutes les formes antérieures du mouvement socialiste se sont remplies d'une substance nouvelle ; de ce fait « moins », est apparu devant les chiffres, tandis que nos sages ont continué opiniâtement (et continuent encore) à se persuader et à persuader les autres que « moins trois » c'est plus que « moins deux ». »

La politique des « communistes de gauche », c'est précisément la même erreur, mais commise cette fois-ci en sens inverse. Et, ajoute Lénine, si

« l'erreur représentée par le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste est, à l'heure présente, mille fois moins dangereuse et moins gra-

ve que l'erreur représentée par le doctrinarisme de droite (...) cela vient uniquement de ce que le communisme de gauche est une tendance de formation récente, qui ne fait que naître.»

Ainsi, pour Lénine, si le gauchisme « a souvent été une sorte de châtiement pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier », gauchisme et opportunisme n'en sont pas moins deux erreurs symétriques, ou plus exactement la même erreur commise en sens inverse. Du point de vue théorique, il s'agit d'un abandon de la conception marxiste, c'est-à-dire dialectique, de la lutte des classes :

« Les formes anciennes ont éclaté, leur nouveau contenu — contenu anti-prolétarien, réactionnaire — ayant atteint un développement démesuré. Notre activité (pour le pouvoir des soviets, pour la dictature du prolétariat) a maintenant, au point de vue du développement du mouvement communiste international, un contenu si solide, si vigoureux, si puissant, qu'il peut et *doit* se manifester sous n'importe quelle forme, nouvelle ou ancienne ; il peut et doit changer, vaincre, se soumettre toutes les formes anciennes aussi bien que nouvelles — non point pour s'accommoder des formes anciennes, mais pour savoir faire de tou-

tes les formes, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, un instrument de la victoire du communisme, victoire définitive et totale, décisive et sans retour. »

Ce que ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre les gauchistes, c'est que le développement démesurément réactionnaire d'institutions comme le parlement n'entraîne pas illico l'abandon de toute lutte de la classe ouvrière sur ce terrain, mais qu'au contraire les bolcheviks doivent savoir utiliser ce terrain comme tous les autres terrains, comme un terrain de préparation de la victoire de la révolution prolétarienne.

La décadence de la démocratie parlementaire à l'époque de l'impérialisme n'entraîne pas l'abandon des revendications démocratiques du prolétariat. En effet, la démocratie parlementaire est certes une arme de la bourgeoisie (la forme démocratique de la dictature de classe de la bourgeoisie), mais tout comme le capitalisme elle est contradictoire. La démocratie sert la bourgeoisie, mais dans certaines limites, elle peut aussi servir le prolétariat contre la bourgeoisie. Les gauchistes ne comprennent pas la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat comme des institutions historiques, mais comme des principes figés, le principe du bien et le principe du mal de la théologie.

gauchisme et petite bourgeoisie

Le « radicalisme gauchiste » n'est pas la conséquence de quelque état d'esprit particulier, venu d'on ne sait où. Comme tous les courants politiques, le gauchisme réfracte en dernière analyse des positions de classe déterminées. Comprendre complètement ce qu'est le gauchisme nécessite qu'on aille à la racine des choses. Comprendre complètement ce

qu'est le gauchisme, c'est comprendre qu'il n'est au fond qu'une expression politique de la petite bourgeoisie.

Trotsky aborde ainsi la question de la petite bourgeoisie dans « Où va la France ? » (mais on pourrait citer des dizaines d'autres textes de Marx, Lénine ou Trotsky allant dans le même sens) :

« La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les « classes moyennes » ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique dans le pays. Les classes fondamentales de la société sont la bourgeoisie et le prolétariat. Seules, ces deux classes peuvent avoir une politique indépendante, claire et conséquente. La petite bourgeoisie se distingue par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche immédiatement à la grande bourgeoisie. La couche inférieure se fond avec le prolétariat et touche même à l'état de lumpen-prolétariat. Conformément à sa situation économique, la petite bourgeoisie ne peut avoir de politique indépendante. Elle oscille toujours entre les capitalistes et les ouvriers. »

Plongé dans la misère, le petit propriétaire ruiné peut être amené au radicalisme le plus extrême. Mais autant à l'avant-garde qu'il puisse paraître, son action en dernière analyse n'est que l'auxiliaire d'une des deux classes fondamentales. Les paysans russes au cours de l'année 1917 furent amenés progressivement à se ranger sous la bannière du bolchevisme et à fournir ainsi la force d'appui indispensable à l'établissement de la dictature du prolétariat.

Les rêves concernant le rôle indépendant de la paysannerie étaient ainsi mis en pièces, non dans les pages des livres de Marx, mais dans le cours même de la lutte de classes. Pendant que la masse des paysans se rangeait derrière le prolétariat qui était devenu, sous la direction des bolcheviks, la seule classe capable de régler la question de la terre, les dirigeants « socialistes révolutionnaires » se rangeaient du côté de la bourgeoisie impérialiste contre la réforme agraire radicale rendue nécessaire par l'état économique et social de la Russie.

LA PETITE BOURGEOISIE PEUT DEVENIR L'AILE MARCHANTE DE LA PIRE REACTION BOURGEOISE

Mais nulle loi historique ne pousse fatalement la petite bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière. La petite bourgeoisie, saisie à la gorge par la crise du capitalisme, peut devenir l'aile marchante de la réaction bourgeoise la plus noire. Ainsi, dans certaines périodes historiques déterminées, c'est le fascisme qui polarise la petite bourgeoisie, l'organise. Les dirigeants fascistes se recrutent dans les couches de la petite bourgeoisie lumpénisée, paupérisée. Mais le fascisme ne représente pas pour autant une force politique autonome. Derrière le fascisme, c'est le grand capital qui agit, c'est lui qui finance les groupes fascistes ; cela ne va évidemment pas sans poser des problèmes à la grande bourgeoisie.

Entre se servir d'un chien de garde pour protéger sa maison et laisser le chien de garde monter sur la table de la salle à manger, il y a une différence importante. Ce n'est pas sans profonds déchirements que la bourgeoisie allemande a laissé la direction de l'Etat aux gangs petits bourgeois hystériques d'Hitler. Il faut ajouter que l'instauration du régime hitlérien a marqué la fin de l'apparente indépendance politique des bandes fascistes. L'état-major du nazisme fusionnait alors avec l'état-major du grand capital et de son armée, pendant que les troupes de choc recrutées sur « l'anti-capitalisme » de façade étaient mises au pas ou purement et simplement liquidées comme les SA de Röhm lors de la Nuit des longs couteaux.

Ainsi, toute l'expérience historique l'atteste, la petite bourgeoisie est incapable de jouer un rôle politique indépendant. Quand la crise du capitalisme lui fait perdre l'espoir d'une amélioration progressive de son sort, quand le petit boutiquier est ruiné

par le grand capital, il se tourne alors vers des solutions radicales. Le fascisme exploite précisément cette désillusion et cette impatience de la petite bourgeoisie. Mais comme le dit encore Trotsky :

« La petite bourgeoisie peut aussi trouver un chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a montré en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Mais les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour amener à lui la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Et pour cela, il doit avoir lui-même confiance en sa force. Il lui faut avoir un clair programme d'action et être prêt à lutter pour le pouvoir par tous les moyens possibles. »

LA NOUVELLE DISPOSITION DES FORCES ENTRE LES CLASSES

Mais ces tendances générales ne s'expriment qu'au travers de situations historiques concrètes.

La victoire de la révolution d'Octobre, la vague révolutionnaire qui déferle sur l'Europe après la guerre tendent à polariser l'ensemble de la situation politique mondiale par rapport à la classe ouvrière. La Troisième Internationale est un pôle autour duquel s'orientent toute une série de courants, entraînant certaines fractions de la petite bourgeoisie — en particulier intellectuelle. Les principaux théoriciens et inspireurs du gauchisme dans la III^e Internationale, tels Lukacs, Karl Korsch, Pannekoëk, révèlent ce mouvement de façon particulièrement nette.

Mais le résultat des défaites de la révolution prolétarienne en Allemagne, la politique aussi bien de la social-démocratie que du Parti communiste allemand, laissent à l'impérialisme allemand le terrain qui lui permettra de retourner la situation.

Malgré la crise profonde dans laquelle il était plongé, l'impérialisme allemand peut, en raison de sa puissance économique, ouvrir une perspective de mobilisation à la petite bourgeoisie allemande, l'organiser, jouant de la démagogie « anti-capitaliste » ou autre, contre le prolétariat qui apparaissait incapable de donner une solution à la crise.

Dans cette tâche, l'impérialisme allemand trouva un concours précieux dans la politique criminelle suivie par l'Internationale communiste et le PC allemand, qui répondait aux fascistes en expliquant qu'il n'y avait aucune différence entre la social-démocratie et le fascisme, que la social-démocratie n'était que « l'aile modérée du fascisme », et que somme toute la victoire d'Hitler ne pouvait qu'être de courte durée et ouvrirait immédiatement le chemin de la victoire du PC allemand. Ce cours « ultra-gauche » se combinait d'ailleurs à une politique qui faisait concurrence au nazisme sur son propre terrain : le PCA se prononçait pour une « révolution nationale et populaire ».

Après la seconde guerre mondiale, la situation objective nouvelle interdit à la petite bourgeoisie la voie qu'elle avait pu suivre en Allemagne. La puissance de l'impérialisme US combinée à celle de la bureaucratie du Kremlin permettent d'endiguer la vague révolutionnaire, de reconstruire un nouvel ordre impérialiste mondial. Mais ce nouvel ordre est reconstruit de façon toute particulière. D'une part, le prolétariat a renforcé considérablement sa puissance sociale : conquêtes ouvrières importantes dans les pays capitalistes, extension des conquêtes d'Octobre à l'Est de l'Europe, victoire de la révolution chinoise. D'autre part, les puissances impérialistes européennes sont irrémédiablement décadentes ? Elles sont complètement dépendantes de l'impérialisme US. L'accumulation du capital a pu reprendre au prix d'un parasitisme énorme. En même temps, dans cette situation, la

décomposition de la société bourgeoise se poursuit et ne peut que se poursuivre, et cette décomposition atteint particulièrement la petite bourgeoisie, alors même que le capital n'est plus capable de lui offrir une quelconque perspective et que, d'un autre côté, l'action du prolétariat est entravée, limitée par la politique des appareils bourgeois.

Dans cette situation, la décomposition du capitalisme s'exprime au premier chef dans les contorsions de la petite bourgeoisie, dans le fleurissement de toutes sortes de « théories miracles » visant à remédier à la « défaillance » d'une classe ouvrière « embourgeoisée ». Le PSU représentait assez bien cette impasse de la petite bourgeoisie avec toutes ses tendances idéologiques et politiques, allant de Mendes-France, homme politique éminent du radicalisme français décomposé et bonaparte manqué, aux divers courants « d'extrême-gauche », renégats du trotskysme tels Yvan Craipeau, en passant par d'ex-staliniens et d'ex-sociaux-démocrates de toutes nuances.

LA GREVE GENERALE DE MAI - JUIN 1968 ET LA QUESTION DU GAUCHISME

C'est cette disposition particulière de forces sociales qui permet de comprendre pourquoi, en apparence, les représentants politiques de la petite bourgeoisie purent jouer un rôle indépendant dans la conjoncture de mai-juin 1968. Mais ce n'était là qu'apparence. Les manifestations étudiantes d'avril-mai 1968, l'affrontement des étudiants avec les forces de police n'est possible que parce que les étudiants sont protégés par la force de la classe ouvrière, qui certes a subi les attaques de la V^e République, mais qui progressivement, depuis la grève générale de mineurs de 1963, reconstitue ses forces, se prépare à la lutte générale contre la V^e République, de Gaulle

et l'ensemble des mesures anti-ouvrières mises en place, en particulier les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale. Le mouvement des étudiants n'a pu se développer que comme expression particulière d'un mouvement qui s'amorçait dans la classe ouvrière et dont les affrontements du Mans en octobre 1967 et de Caen en janvier 1968 furent les prémisses.

Les dirigeants gauchistes petits-bourgeois semblaient jouer un rôle indépendant, mais ils étaient contraints de marquer eux-mêmes les limites de ce rôle en se référant à la révolution prolétarienne.

Cependant, la cristallisation du gauchisme était rendue inévitable dans la mesure où le prolétariat était confronté à une question centrale non résolue, la question de la direction révolutionnaire. La III^e Internationale est morte; la IV^e Internationale elle-même connaît une profonde crise. C'est cela qui donne la base au développement du gauchisme, à sa cristallisation. C'est cela qui permet à toutes les tendances idéologiques de la petite bourgeoisie de s'exprimer, reflétant sa décomposition et son impuissance sociale. Dans ce processus, les staliniens jouèrent d'ailleurs un rôle actif non négligeable.

GAUCHISME ET STALINISME

Pour masquer leur politique contre-révolutionnaire, les staliniens ont déversé des tonnes de littérature et employé toutes les méthodes possibles et imaginables pour accréditer l'idée que le mouvement révolutionnaire des masses, c'est du gauchisme au même titre que les élucubrations débridées de la petite bourgeoisie. La « lutte contre le gauchisme » menée par l'appareil stalinien n'est pas la lutte politique pour défendre la classe ouvrière contre le gauchisme, c'est la lutte contre le prolétariat pour tenter de lui interdire la voie de la

révolution. Et c'est donc par la même occasion la lutte contre le trotskysme que, par la méthode éprouvée de l'amalgame, on tente d'assimiler au gauchisme. La grève générale de mai-juin 1968 en France a vu les staliniens déclencher les grandes orgues sur ce thème. Ainsi, face au mouvement des étudiants qui se heurtent à l'Etat gaulliste, Georges Marchais écrit dans « L'Humanité » du 3 mai sous le titre « De faux révolutionnaires à démasquer » :

« Les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux. Non satisfaits de l'agitation qu'ils mènent dans les milieux étudiants — agitation qui va à l'encontre des intérêts de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes —, voilà que ces pseudo-révolutionnaires émettent maintenant la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier... Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués, car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste. »

Et de dénoncer les menées du « juif allemand Cohn-Bendit ». Comme le dit François de Massot :

« La direction du PCF donne sa caution et appelle directement à la répression. Elle assure le régime que la force immense de son appareil sera utilisée pour isoler les étudiants. Le gouvernement peut passer à l'attaque : la police entre à la Sorbonne, l'université est fermée. »

(F. de Massot, « La grève générale (mai-juin 68) », p. 31-32.)

Ainsi, l'appareil, en même temps qu'il s'oppose au mouvement des étudiants, favorise le développement du gauchisme dont il va en retour recevoir une aide précieuse. Expliquons-nous. Le gauchisme a trouvé en mai 1968 un terrain favorable à son développement : l'impatience de

la jeunesse — et pas seulement la jeunesse étudiante, mais aussi la jeunesse ouvrière — qui se heurte à l'obstacle de la politique des appareils bourgeois du mouvement ouvrier, nécessairement, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'ouvrir une issue, a tendance à se transformer en rejet pur et simple du mouvement ouvrier organisé assimilé aux appareils bourgeois qui le dirige.

Ce « gauchisme » est naturel dans la situation de la grève générale de 1968. Mais les organisations politiques « gauchistes de mai » n'ont rien à voir avec ce mouvement. Elles ne sont pas une expression politique — même déformée — de l'impatience révolutionnaire de la jeunesse. Ce qui s'est développé pendant la grève générale et après, c'est ce que nous avons appelé « le gauchisme décomposé ». Non que le gauchisme tel que l'a connu la Troisième Internationale ait été un « bon gauchisme » — nous avons vu Lénine expliquer que c'est une erreur au même titre que l'opportunisme. Mais tout simplement, la maladie infantile est devenue une maladie sénile.

Nos lecteurs trouveront page 82 un extrait des thèses adoptées par le XVII^e Congrès de l'OCI sur cette question.

VERS LA THEORIE DES NOUVELLES AVANT-GARDES

Parce que les appareils dirigeants de la classe ouvrière ne sont pas révolutionnaires, les « gauchistes » en déduisent que la classe ouvrière n'est plus la classe révolutionnaire. Le professeur Marcuse se fera le porte-parole officiel de ces théories sur « l'intégration » et l'embourgeoisement du prolétariat dans la société capitaliste. Mais dès lors qu'on considère que le prolétariat n'est pas la classe révolutionnaire, il faut trouver autre chose pour résoudre les problèmes

« Le pire ennemi de la révolution »

« Mai-juin 68 a révélé qu'avec le stalinisme, et comme sa conséquence et son revers, le gauchisme décomposé est devenu le pire ennemi de la révolution. La raison en est simple : le problème fondamental de la révolution prolétarienne est celui du pouvoir centralisé des conseils. Le stalinisme, agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, se dresse contre le mouvement objectif de la classe qui se dirige vers le pouvoir. Le gauchisme décomposé — avec ses « théories » petites-bourgeoises les plus éculées : pouvoir dans la rue, pouvoir à la Sorbonne, pouvoir étudiant, pouvoir dans l'entreprise, autogestion — s'est totalement adapté à la dislocation de la grève générale en prétendus pouvoirs qui garantissaient à la bourgeoisie que le prolétariat ne dresserait pas la lutte pour son pouvoir centralisé, autour du Comité central et national des comités de grève. Le stalinisme a disloqué la grève générale, le gauchisme décomposé, qui s'est adapté au stalinisme, a justifié, avec des phrases révolutionnaires, la dislocation. »

(Thèses du XVII^e Congrès de l'OCI, in « La Vérité » n° 561, p. 46.)

de la société que la lutte et les méthodes politiques de la classe ouvrière : la perspective de la centralisation du pouvoir des conseils est dépassée ; l'imagination petite-bourgeoise est placée au poste de commandement.

Ainsi le gauchisme reprend les vieilles lubies des anarchistes russes : il faut « électriser » les masses par des « actions exemplaires » ; la provocation est érigée en principe et stratégie. Foin de la lutte politique pour dresser le front unique de classe contre l'Etat bourgeois, il faut contester les institutions, harceler le pouvoir par une guérilla, créer des zones occupées, des « bases rouges ».

Les universités vont constituer ces premières « bases rouges », et alors la lutte pour la centralisation des comités de grève est inutile. L'obstacle politique dressé par les appareils bourgeois campant dans les rangs ouvriers a disparu comme par enchantement. Qu'il ait disparu dans la tête des gauchistes ne signifie bien sûr pas qu'il ait réellement disparu. En dépit des « théories gauchistes » l'hégémonie du prolétariat s'affirmait à toutes les étapes de la grève générale, même si c'était le plus souvent négativement. Ainsi Cohn-Bendit, dirigeant du Mouvement du 22 mars dont le slogan favori était « les syndicats sont des bordels, l'UNEF est une putain », ne trouve rien d'autre, au lendemain de la nuit du 10 mai, que de s'adresser aux centrales syndicales et aux partis pour qu'ils organisent une manifestation à Paris, le lundi 13 mai.

A partir de ce moment, le gauchisme n'est plus qu'un rêve d'anciens combattants : malgré les efforts acharnés de l'appareil, les étudiants ne resteront pas isolés ; les gros bataillons de la classe ouvrière entrent en lutte ; la grève générale s'étend, entraînant toutes les couches de la classe qui cherche à résoudre elle-même la crise sociale, à donner sa propre solution aux problèmes, en un mot pulvérise par son action pratique les « théories gau-

chistes ». Est-ce à dire que le gauchisme disparaît ? Aucunement, au contraire, mais dès lors il n'a plus d'autre possibilité qu'exposer au grand jour sa nature de courant petit-bourgeois, s'alignant sur les appareils dont il couvre la politique au moyen de la phraséologie révolutionnariste.

LES THEORICIENS DU GAUCHISME DECOMPOSE : GEISMAR ET JULY

Le gauchisme genre Cohn-Bendit rendant l'âme, c'est le maoïsme qui volera à son secours. L'ex-UJCM, scission de l'UEC, se disloque pendant et après la grève générale et va donner naissance au courant de la Gauche prolétarienne qui essaiera de combiner le maoïsme et la mythologie de la Grande Révolution culturelle prolétarienne avec les thèses sur la « révolte anti-autoritaire » et le rôle nouveau du sous-prolétariat. Ce courant devait devenir le creuset de tous les courants les plus radicalement étrangers au mouvement ouvrier qui se développent sur la base de la décomposition de tous les rapports sociaux : « Vive la Révolution », qui a une existence éphémère et décide de se dissoudre « dans les masses » pour changer « la vie quotidienne », les communautés de fumeurs de haschich, mais aussi l'équipe regroupée aujourd'hui autour du journal « Libération ».

Pour comprendre la trajectoire politique de ces divers courants, à tout seigneur, tout honneur, attardons-nous un moment sur le document « théorique » de base de la GP : « Vers la guerre civile » de Alain Geismar et Serge July.

La clé des positions politiques du « gauchisme » est donnée clairement. Pourquoi le mouvement de la grève générale de mai-juin 1968 ne se transforma-t-il pas en révolution ? Tout simplement parce que les étu-

dians sont restés mystifiés par le rôle politique de la classe ouvrière :

« C'est cette espèce de respect mystique — et mystificateur — de la classe ouvrière et de ses organisations qui bloquera donc partiellement le processus révolutionnaire. Cette indifférence de la révolution à la classe ouvrière rend les mouvements à dominante étudiante incapables d'assurer au mouvement la moindre autonomie de perspectives. Elles les rend inaptes à assurer à celle-ci l'extériorité que Lénine estimait nécessaire au développement de la lutte révolutionnaire. »

Et d'ajouter dans une note de bas de page :

« La classe ouvrière, si elle est isolée, ne peut secréter par elle-même l'idéologie et la théorie nécessaires pour asseoir sa capacité à diriger la société dans son ensemble. Pour pouvoir prétendre à l'exercice de la dictature du prolétariat sur la société, il lui faut contracter une alliance de classe avec une classe ou une fraction de classe opprimée par la classe ou la fraction de classe qui exerce sa dictature sur la classe exploitée et les classes opprimées. »

On peut mesurer ici tout le chemin parcouru entre le gauchisme de la III^e Internationale et le « gauchisme » des anciens combattants de mai 1968. Le gauchisme pour ainsi dire classique qui est l'objet de la polémique de Lénine part du refus de tout compromis avec la société bourgeoise, refuse la lutte parlementaire et la lutte dans les syndicats parce que cela serait incompatible avec la lutte pour la révolution. Le « gauchisme » des Geismar est tout différent. Refusant l'identification de la révolution et de la classe ouvrière, il explique que la classe ouvrière n'est pas la classe révolutionnaire par excellence et que pour faire la révolution, il faut mettre la classe

ouvrière en mouvement « de l'extérieur », à partir d'un « mouvement autonome », celui des étudiants en l'occurrence, qui, lui seul, pourrait avoir des perspectives révolutionnaires. Grâce à une petite escroquerie sur le « Que faire ? » de Lénine, Geismar et July découvrent que la classe ouvrière ne peut pas établir sa dictature sans s'allier à une autre classe, bref sans faire le bloc des quatre classes cher à Staline et Mao-Tsé Toung. Bref, la classe ouvrière ne peut pas avancer vers la révolution sans être guidée par quelque soi-disant « petite bourgeoisie révolutionnaire » ou « bourgeoisie nationale opprimée par l'impérialisme », par quelque « révolutionnaire » dans le genre du boucher du prolétariat chinois, Tchang Kai-Tchek.

Dès lors, il est clair que le « gauchisme » de Geismar et July n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat. Il se situe entièrement sur le terrain des combines politiques les plus diverses avec la bourgeoisie dans le but de tromper les ouvriers. C'est précisément pour cette raison que Geismar et July consacrent un chapitre de leur ouvrage à blanchir l'ap-

pareil de la CGT sous le titre « La CGT n'a pas trahi ». Tout le bavardage sur la révolution, la lutte contre les « révisos », la lutte contre les autorités n'est qu'écran de fumée destiné à tromper en particulier la jeunesse qui cherche la voie de la lutte révolutionnaire face à la trahison des directions réformistes et stalinienne. La lutte anti-autoritaire a ses limites : il faut accepter l'autorité d'une « fraction » de la bourgeoisie.

L'évolution de la Gauche prolétarienne confirme entièrement ce pronostic. En 1969, la GP lance la Nouvelle résistance populaire, caricature grotesque de la politique stalinienne pendant la Seconde Guerre mondiale, se lance dans l'aventurisme le plus débridé (« A chacun son flic ») pour, après avoir été l'organisation la plus infiltrée par la préfecture de police, se disloquer complètement et former l'équipe de « Libération » qui ne cache pas ses sympathies pour les gaulistes « de gauche » dans le genre Debu-Bridel, Maurice Clavel, curés de toutes variétés et autres général de la Bollardière. Ajoutons que cette sympathie n'est pas à sens unique.

gauchisme au Portugal

C'est devant la révolution qu'on juge le révolutionnaire. La révolution commencée le 25 avril 1974 au Portugal fut le test le plus clair de l'orientation de tous les groupes, toutes les tendances, toutes les organisations. Le gauchisme donna au Portugal la pleine mesure de son intime liaison avec certains cercles de la bourgeoisie.

Sans revenir sur l'ensemble des développements de la révolution portugaise, disons que le gauchisme s'est particulièrement distingué dans la période qui va de l'échec de la tentative de coup d'Etat du 11 mars 1975

jusqu'à la provocation du 25 novembre qui marque la fin d'une étape de la révolution portugaise. L'essence de la politique gauchiste se résume alors en ceci : soutien au Mouvement des forces armées, soutien aux généraux « de gauche ».

Le 11 mars 1975, la mobilisation de la classe ouvrière met en échec la troisième tentative réactionnaire destinée à faire refluer la révolution. Dès lors, le développement de la révolution prolétarienne au Portugal parvient à une nouvelle étape. Le mouvement à gauche des masses se traduit immédiatement après, le

25 avril 1975, lors des élections à l'Assemblée constituante : les masses donnent une très nette majorité aux partis ouvriers PCP et PSP, principalement le PSP qui n'avait pas été contraint de monter en première ligne dans la défense de l'Etat bourgeois, tâche alors dévolue au PCP. Pour le MFA qui avait appelé à ne pas voter, c'est un échec cuisant : la participation aux élections est de l'ordre de 92 %. Dans cette situation, s'opposent très nettement deux voies : la voie suivie par les dirigeants du PCP qui cherchent à tout prix à maintenir en place un gouvernement dont l'axe est le Mouvement des forces armées. De l'autre, la voie qui permet à la classe ouvrière d'avancer, celle qui vise à balayer le MFA pour imposer la souveraineté de l'Assemblée constituante dans laquelle les partis ouvriers sont majoritaires, ce qui pose de la façon la plus claire qui soit la question fondamentale du gouvernement PC-PS comme formule de gouvernement correspondant à tout ce qui se dégage du mouvement en avant de la classe ouvrière.

Dans cette situation, le PSP, même s'il se refuse à engager de façon décidée la lutte contre le Mouvement des forces armées, est amené à s'opposer, pour des raisons qui n'ont rien de révolutionnaire et de façon certes limitée, à la politique contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien, au MFA. Parti social-démocrate, parti « ouvrier-bourgeois » selon la formule de Lénine, le PSP est intimement lié à la défense de l'ordre bourgeois, à la défense des positions de l'impérialisme. Mais cette fonction de défense de l'ordre bourgeois, il ne peut l'exercer que pour autant qu'il soit un parti organisant la classe ouvrière indépendamment de la bourgeoisie. Son existence est donc liée à l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant, organisé, ce qui nécessite donc l'existence d'un minimum de libertés démocratiques. L'épanouissement des partis social-démocrates, c'est la démocratie parlementaire. C'est précé-

sément ce qui à cette étape est impossible au Portugal. La dislocation de l'appareil d'Etat sous les coups de la révolution, fait du MFA la seule base, même décomposée, de la reconstruction de l'Etat. Or l'existence du MFA, sa position dirigeante dans ce qui reste de l'Etat bourgeois, est incompatible avec la démocratie parlementaire.

C'est précisément en raison de cette situation que la défense conséquente, jusqu'au bout, des revendications démocratiques — ce qui inclut la souveraineté de la Constituante — n'est pas la défense de la démocratie bourgeoise, c'est directement la voie de la destruction complète de l'Etat bourgeois, la voie du gouvernement ouvrier qui est préparée sur la base de la démocratie. C'est justement ce qu'instinctivement les masses ouvrières du Portugal comprenaient.

Cela s'exprimait par le renforcement du PSP qui devint ainsi le premier parti ouvrier du Portugal. Le PSP devenait le canal par lequel s'exprimait le mouvement de la classe, ce qui renforçait apparemment la position de Soares, mais ce n'était qu'apparent : en fait, le mouvement de la classe minait complètement la position de l'appareil social-démocrate. C'est pourquoi les mots d'ordre lancés par les trotskystes : Constituante souveraine, gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois, gouvernement Soares, loin de représenter une quelconque capitulation devant la social-démocratie, dégageaient au contraire pour toute la classe la question essentielle, la question du gouvernement ouvrier, en suivant, en épousant complètement les canaux par lesquels la classe ouvrière portugaise pouvait, dans une situation donnée, appréhender cette question.

Quelle fut la politique des divers groupes gauchistes qui s'étaient développés au Portugal avec la montée de la révolution ? En tout point ils s'alignèrent sur l'appareil stalinien qui bandait ses forces pour sauver le MFA et préparer la reconstruc-

tion de l'Etat bourgeois. Le premier test éclatant de cet alignement fut l'affaire de « Republica ». Sous le couvert du « contrôle ouvrier », les gauchistes et les staliniens décidèrent de bâillonner le journal socialiste.

A NOUVEAU SUR L'AFFAIRE « REPUBLICA »

Le MFA intervint et plaça le journal sous sequestre ; ensuite, le journal fut publié par la « commission ouvrière » tenue par les gauchistes, sous l'œil bienveillant d'un administrateur militaire nommé par le MFA, administrateur que nos « révolutionnaires » à tout crin n'ont jamais pensé à contrôler. Ce journal devait tenter de devenir un porte-parole de tout le gauchisme européen. Quelle est la signification politique de l'opération de séquestre du quotidien exprimant les vues du Parti socialiste ? Ni le MFA, ni les staliniens ne voulaient de la démocratie : il fallait sauvegarder l'Etat par le biais du seul moyen possible : un gouvernement sous l'égide des militaires.

Mais les tentatives de manœuvre du PS, d'un côté, en vue de sauver son autonomie, la poussée des masses, de l'autre, nécessitaient pour accomplir cette tâche que les résultats des élections à l'Assemblée constituante soient balayées. Des tonnes de papier ont été déversées pour expliquer que le vote majoritaire pour le PS représentait en fait le poids des secteurs arriérés et non l'aile marchante de la révolution.

Dans les réunions syndicales, les staliniens se déchaînaient contre les militants du PS, les traitant de « fascistes ». Au nom de l'« approfondissement de la révolution » et de la « radicalisation », les groupes gauchistes et petits-bourgeois dans le genre MES s'allient à l'offensive stalinienne-militaire contre le PS, c'est-à-dire contre la classe ouvrière. L'opé-

ration montée contre « Republica » s'inscrit dans cet objectif, nier les résultats du 11 mars et des élections à l'Assemblée constituante, interdire à la classe ouvrière de poser sa propre candidature au pouvoir. Comment les gauchistes agissent-ils ? La « commission ouvrière » de « Republica » fit main basse sur le journal avec la bénédiction des staliniens. Pour justifier une telle atteinte à la plus élémentaire des libertés démocratiques, les gauchistes mirent en avant le rôle de la « démocratie de la base », des « comités de base », excluant toutes les organisations — sauf bien sûr les organisations gauchistes et quelques pseudopodes staliniens. C'est ainsi qu'est née la « théorie » de l'« apartidarisme », visant à couvrir une politique qui opposait les commissions, les comités de délégués élus, aux organisations de la classe ouvrière. Il faut s'arrêter un moment sur ce problème.

QU'EST-CE QUE L'« APARTIDARISME » ?

Le mouvement de la classe ouvrière est un mouvement objectif ; tout le développement des contradictions de la société capitaliste conduit, en quelque sorte naturellement, la classe ouvrière à tenter de réorganiser la société sur des bases communistes. Il n'y a pas de muraille de Chine entre les revendications immédiates de la classe ouvrière et le socialisme. Et ce mouvement s'exprime en ceci qu'à chaque étape la classe tend à contrôler son propre mouvement, à contrôler ses propres organisations, à décider elle-même de ses propres affaires, bref à poser en face du pouvoir de la bourgeoisie son propre pouvoir. C'est précisément cette tendance qu'exprime la constitution des formes d'organisation pré-soviétiques : comités de grève, comités d'usine, soviets ; bref, la révolution est impossible sans le développement plus ou moins avancé de formes de double pouvoir.

C'est précisément ce qui guide Trotsky quand il avance, en 1935, la perspective des comités d'action, dans le texte « Front populaire et comités d'actions » dont nous citons ci-contre un des passages les plus connus, en fonction même de sa précision sur cette question.

Pour Trotsky, la fonction des formes d'organisation pré-soviétiques, c'est que n'étant liées a priori à aucun programme, elles permettent, en partant de la base, de dresser le bloc uni de toute la classe, avec tous ses groupements et ses traditions, contre l'Etat bourgeois, sous le contrôle permanent des masses.

Exclure les partis, créer des commissions « apartidaires », c'est au contraire disloquer la classe, lui interdire de se centraliser, opposer les « inorganisés » aux « organisés », créer le terrain de la liquidation politique du mouvement révolutionnaire.

Voilà fixé le sens de l'opération « Republica » : non pas le regroupement à la base en vue de préparer le pouvoir des soviets, mais une entreprise de dislocation de la classe. Ajoutons que si les gauchistes refusaient les partis, ils faisaient quelques exceptions à cette règle intangible : dans l'ensemble les stalinien ne furent pas trop malmenés ; quant au MFA, il devint, via son détachement avancé, le COPCON, le guide incontesté des « apartidaires » qui ressentirent le besoin de « dynamiser la révolution » face à ces masses d'ouvriers arriérés qui n'avaient pas compris que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des généraux impérialistes eux-mêmes.

LA CONSTITUTION DU FUR ET LA PROVOCATION DU 25 NOVEMBRE

Un nouveau pas vers l'intégration des gauchistes au bloc stalino-militaire fut franchi lorsque se constitua

Les Comités d'action

« On ne peut sauver la situation que si on aide les masses en lutte dans le processus de la lutte même, à créer un nouvel appareil qui réponde aux nécessités du moment. C'est en cela que réside principalement la fonction des comités d'action. Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé l'organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire. (...) De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas. Plus souvent à l'échelle locale, moins souvent à l'échelle nationale. La tâche consiste en ce qu'il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition : comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action, comme le seul moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

« Cela signifie-t-il que les comités d'action remplacent les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, groupements, traditions et organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Pendant les élections aux comités d'action, chaque parti tendra naturellement à faire passer ses partisans. Les comités d'action prendront les décisions à la majorité des voix avec l'entière liberté des partis et des fractions de se grouper. Par rapport aux partis, les comités d'action peuvent être appelés des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, au contraire, ils sont supposés nécessaires en même temps, ils sont contrôlés dans l'action, et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris. »

à la fin août 1975, le Front d'unité des révolutionnaires regroupant la majorité des groupes gauchistes et centristes petits-bourgeois ainsi que le PCP qui le quittera rapidement, mais en y laissant — on ne sait jamais, ça peut toujours servir — son pseudopode démocratique, le MDP. Cette entreprise couronnait le soutien que les gauchistes et centristes avaient apporté au document guide du COPCON adopté le 8 juillet par le MFA, document qui définit une entreprise que Gerry Foley (Intercontinental Press du 21-7-75) baptise à juste titre « Une camisole de force militaire teinte en rouge ». Ce document reconnaît en effet la démocratie directe des comités, mais à une condition : les comités sont légitimés par le MFA. Les comités ne peuvent pas se centraliser entre eux, sauf... par le biais du MFA ; enfin, ils sont « apartidaires ». Bref il s'agit d'un projet qui expulse toute organisation ouvrière indépendante de l'Etat, un projet d'essence corporatiste. Comme le dit Gerry Foley :

« Les dirigeants militaires ont pu compter non seulement sur l'appui du Parti communiste qui agit en accord avec la politique de Moscou de détente en Europe occidentale, mais sur celui de groupes centristes de gauche et ultra-gauches opposés au stalinisme. Ces groupes ont fait un tel fétiche de « l'organisation à la base » et des « initiatives directes » qu'ils ont perdu de vue les questions clés que la situation politique présente au Portugal. Ils ont oublié les questions vitales comme : quelle classe dirige le pays ! Quelle classe représente véritablement le gouvernement de coalition ? Comment les masses travailleuses doivent-elles être politiquement éduquées dans la voie de la lutte pour le pouvoir ? »

Intercontinental Press,
juillet 1975.

C'est précisément cet abandon total de tout critère de classe, et le passage sur une politique de combines sans principes qui se révèlent avec la constitution du FUR. La réunion constitutive du FUR fut convoquée par le MFA au moment où le mouvement des masses était en voie de faire sauter complètement le fragile équilibre sur lequel était bâti le gouvernement militaire de Gonçalves. Le FUR réclame la dissolution de l'Assemblée constituante et apporte son soutien au gouvernement Gonçalves, au nom évidemment de la lutte contre le « parlementarisme bourgeois » ; en fait, les gauchistes se rangent aux côtés de toutes les forces bourgeoises pour maintenir le gouvernement de la bourgeoisie tel qu'il est, c'est-à-dire un gouvernement militaire aux visées corporatistes.

La politique des gauchistes aida à créer, par son soutien au MFA et l'exaltation des vertus révolutionnaires de l'armée, le terrain propice sur lequel devait, après de nouveaux développements, être préparée la provocation du 25 novembre, point de départ du développement de nouvelles relations entre les classes qui permettent à la bourgeoisie de tenter de reconstruire l'Etat bourgeois, bien que, pour autant, le 25 novembre n'ait pas annulé la révolution.

Les quelques exemples que nous venons d'aborder montrent très clairement que le gauchisme n'est pas une politique « trop révolutionnaire », mais très exactement le reflet des contorsions de la petite bourgeoisie à l'époque de la décadence impérialiste. Le gauchisme peut se développer comme réaction à la politique bourgeoise des dirigeants du mouvement ouvrier. A ce titre, évidemment, il n'est pas sans rapport avec la radicalisation du mouvement ouvrier et le mouvement à gauche des couches de la petite bourgeoisie.

gauchisme et trotskysme

Mais s'il existe des réactions gauchistes naturelles de la classe ouvrière et de la jeunesse en particulier, le gauchisme n'est pas pour autant une composante motrice de la construction du parti révolutionnaire. En l'absence d'une alternative révolutionnaire à la politique bourgeoise des dirigeants du mouvement ouvrier officiel, le gauchisme se transforme en gauchisme décomposé, ouvre la porte à toutes les manœuvres anti-ouvrières. La construction du parti révolutionnaire est impossible sans une lutte politique, théorique et pratique, contre le gauchisme. Cette question n'est pas secondaire ; elle se trouve englobée dans l'ensemble des problèmes qui sont soulevés aujourd'hui par la discussion au sein des organisations regroupées dans le « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » ; elle se trouve impliquée dans la discussion sur les perspectives de la révolution mondiale aujourd'hui et la méthode permettant de construire des partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale.

DANS LES TEXTES OFFICIELS DE LA MAJORITE DU SU...

On sait que la question de l'attitude que devaient adopter les trotskystes en face de l'ultra-gauche fut l'un des points de départ de la lutte politique opposant au sein du Secrétariat unifié les partisans de la fraction Lénine-Trotsky, politiquement proche du Socialist Workers Party, et ceux de la majorité du SU animée entre autres par Mandel, Maitant, Franck et la majorité de la LCR française. La ligne, expérimentée sur le terrain de l'Amérique latine, de fétichisation de la « lutte armée » menée par des groupes de guérille-

ros inspirés par Che Guevarra se trouva transportée sur le terrain européen.

Dans les textes officiels de la majorité du SU, on gardait bien sûr la référence au rôle révolutionnaire de la classe ouvrière et à la nécessité pour les révolutionnaires de travailler à affranchir le prolétariat de la vieille direction dont le conservatisme constitue le principal obstacle au progrès historique, selon les termes du programme de fondation de la IV^e Internationale. Mais dans la pratique quotidienne, la majorité du SU se mit à la recherche d'une nouvelle orientation permettant en fait de faire l'économie de la construction du parti révolutionnaire, ou au moins permettant de construire un parti révolutionnaire sans bataille politique au sein de la classe ouvrière. Ainsi fut mise au point la stratégie de « conquête de l'hégémonie sur les nouvelles avant-gardes ».

Le caractère de la nouvelle période ouverte globalement vers l'année 1968 résiderait en ceci que sont apparues, aux périphéries de la classe ouvrière et dans les couches petites-bourgeoises radicalisées par la crise de l'impérialisme, des « nouvelles avant-gardes » nées hors du mouvement ouvrier organisé, hors de ses traditions et qui bien sûr n'ont pas un programme politique achevé, mais qui redécouvriraient empiriquement les méthodes et les mots d'ordre de la lutte révolutionnaire. Les guérilleros d'Amérique latine constituaient un bon modèle de genre de « nouvelle avant-garde ». En Europe, la nouvelle avant-garde fut découverte dans le mouvement étudiant d'abord ; certains allèrent même jusqu'à voir dans les paysans du Midi de la France une telle nouvelle avant-garde, et cela à cause de leurs

vertus militaires tout à fait particulières. L'ultra-gauchisme et diverses variétés de courants petits-bourgeois furent ainsi affublée de ce titre glorieux.

Dès lors, la bataille pour mobiliser la classe ouvrière contre l'Etat, et sur cette ligne amener la classe à se défaire de l'influence de ses directions bourgeoises, cette bataille devenait superflue ; ce vers quoi il fallait s'orienter, c'était vers une politique d'unité de « l'extrême-gauche révolutionnaire » qui permettrait d'aiguillonner à gauche, avec des mots d'ordre plus radicaux, les appareils. Le test de cette politique fut encore une fois le Portugal où la LCI, organisation sympathisante de la majorité du SU, se rallia au FUR, c'est-à-dire à un bloc dont l'objectif politique avoué était le soutien au gouvernement militaire de Gonçalves. Parce qu'elle avait découvert une « nouvelle avant-garde » dans les groupes gauchistes « apartidaristes » et les militaires « de gauche », la LCI en vint tout naturellement à capituler devant la politique pro-bourgeoise de ces groupements.

Au lieu de définir une ligne politique permettant la mobilisation des masses, la recherche éperdue d'un « parti » tout construit conduisit la LCI à la collaboration de classes. C'est d'ailleurs ce qu'elle-même dut plus ou moins reconnaître dans une « autocritique » quelques mois après ces événements. Il est incontestable que la LCI n'est pas seule en cause dans cette affaire. En fait, la LCI n'a fait qu'appliquer consciencieusement, et dans les circonstances de la révolution prolétarienne, l'orientation définie lors du X^e Congrès mondial du SU, orientation tout entière fondée sur l'apparition des soi-disant « nouvelles avant-gardes » comme caractère distinctif de la période politique actuelle.

Ces questions ne sont aucunement des questions dépassées. Elles se sont reposées de la façon la plus nette lors du dernier congrès de la LCR, au mois de janvier 1977.

LE DERNIER CONGRES DE LA LCR

L'apparition et l'importance à ce congrès des « groupes de travail » basés sur les élucubrations les plus délirantes du gauchisme décomposé, était ainsi caractérisé par « Informations ouvrières » n° 788 :

« L'apparition des « groupes de travail » (qui ensemble allaient rassembler près de 20 % des mandats) allait bloquer la voie au véritable débat politique. En même temps, elle soulevait un problème vital pour l'avenir même de la LCR. Ce que véhiculaient en fait très directement ces « groupes de travail », c'était l'hostilité non seulement au trotskysme et au léninisme, mais aux principes les plus élémentaires d'organisation du mouvement ouvrier. Ils exprimaient les formes les plus décomposées d'un gauchisme dont le contenu de classe était ouvertement petit-bourgeois et dont les soucis tournent le dos aux problèmes réels que pose la « double exploitation » de la femme dans cette société. »

La création de groupes « femmes » non mixtes, basés sur la « lutte des sexes » opposée à la lutte des classes, les nouveaux principes d'organisation adoptés par la LCR, tout cela pose très clairement comme une possibilité la destruction de la LCR en tant qu'organisation ouvrière. Essayons de comprendre comment ce processus a pu se développer.

La LCR s'est constituée comme organisation sur la base de la référence au trotskysme et à la IV^e Internationale ; mais en même temps son orientation politique tourne de plus en plus ouvertement le dos aux principes et à la méthode politique sur lesquels fut fondée la IV^e Internationale.

AUX ORIGINES D'UNE LONGUE EVOLUTION

Héritière de la minorité pabliste de la section française de la IV^e Internationale, la LCR reprend à son compte l'essentiel de l'idéologie développée par Pablo en ce qui concerne la nature et l'orientation de la bureaucratie du Kremlin. Pour Pablo, la bureaucratie stalinienne devait, sous la pression des conditions objectives, aller à gauche, se transformer et ouvrir, certes involontairement, la voie du socialisme au travers de quelques siècles de transition bureaucratique. Ce délire, en lui-même, n'a que peu d'importance. La « théorie des siècles de transition » a seulement servi de point de départ à une orientation dont l'essence est l'identification du mouvement révolutionnaire des masses au mouvement des appareils bureaucratiques.

C'est cette orientation qui prévaut, bien que sous d'autres formes, lors de la création en 1969 de la Ligue communiste : un dirigeant de la majorité ne déclarait-il pas que, « en France, la classe ouvrière est spontanément stalinienne » et que les révolutionnaires travaillent au sein de la classe dans un « milieu hostile » ? Puisque la classe ouvrière est spontanément stalinienne, il faut donc trouver une force extérieure à la classe ouvrière, extérieure au mouvement ouvrier organisé, pour servir de point de départ à la lutte révolutionnaire. C'est précisément ce rôle que jouent les « nouvelles avant-gardes » gauchistes petites-bourgeoises.

A partir de cette conception générale, le X^e Congrès du « SU de la IV^e Internationale » pouvait ainsi définir la tâche centrale !

... « La tâche centrale de l'étape ouverte en 1967-1968 consiste, pour les marxistes-révolutionnaires, à conquérir l'hégémonie au sein de la nou-

velle avant-garde à caractère de masse — en mettant l'accent sur notre renforcement au sein de la composante ouvrière de cette avant-garde —, afin de construire des organisations révolutionnaires qualitativement plus puissantes qu'à l'étape précédente. »

(« IV^e Internationale » n° 16-17, juillet-août 1974.)

Autrement dit la tâche centrale de la IV^e Internationale n'est plus « d'affranchir le prolétariat de la vieille direction, mais de gagner « l'hégémonie » sur une « nouvelle avant-garde » dont on a appris avant qu'elle n'était pas « révolutionnaire dans son ensemble » et que seulement une de ses composantes est « ouvrière ». Il y a là une théorisation qui n'est pas sans rappeler les Geismar et July, bref une théorisation de l'adaptation au gauchisme petit-bourgeois. C'est là, sans aucun doute, la racine de l'orientation de la LCI au Portugal, la racine des phénomènes de décomposition qui se sont manifestés lors du dernier congrès de la LCR.

SOUTIEN CRITIQUE... AUX RADICAUX DE GAUCHE ET GAULLISTES DE PROGRES !...

L'évolution de la LCR apporte, s'il en était besoin, une nouvelle preuve qu'on ne corrige pas une erreur opportuniste de droite en sombrant dans le gauchisme. Au contraire. Le « gauchisme » de la LCR s'accommode parfaitement d'une orientation ouvertement front-populiste : puisque la majorité de la LCR estime que si le Programme commun est un programme de collaboration de classes, l'Union de la gauche entraîne malgré tout « une dynamique sociale » qu'il faut aider — de façon critique — et pousser à gauche grâce à la « nouvelle avant-garde » et l'unité de « l'extrême-gauche ».

Ainsi, lors des élections municipales de mars 1977, la LCR est entrée avec Lutte ouvrière et les gauchistes de l'OCT, dans un cartel dont la base était le « soutien critique » à l'Union de la gauche - front populaire. Le cartel se désista pour les listes d'Union de la gauche au second tour, et à Issy-les-Moulineaux la LCR appela même à voter dès le premier tour pour la liste d'Union de la gauche, c'est-à-dire pour un bloc qui intégrait aux côtés des partis ouvriers les partis de la bourgeoisie, gaullistes « de progrès » et radicaux de gauche sous l'étiquette de la troisième et de la quatrième composantes de l'Union de la gauche.

Et, comme toute position politique a sa logique, A. Krivine demanda à venir à la tribune d'un meeting de l'Union de la gauche, entre les deux tours, expliquer la politique de désistement de son organisation. Les dirigeants de l'UG refusèrent. Néanmoins, il faut mesurer la portée politique d'une demande qui, si elle avait été acceptée, aurait vu se constituer une tribune allant de Krivine au général Binoche.

Ainsi, si la Ligue s'est « dégageé du gauchisme », comme aiment à le répéter les dirigeants majoritaires, c'est non pour se tourner vers une orientation trotskyste mais pour mettre le gauchisme au service d'une orientation « front populaire de combat », « front populaire à la base », etc. c'est-à-dire une orientation qui, avec le verbe radical, ne fait que couvrir l'acceptation de la soumission de la classe ouvrière à la bourgeoisie au moyen de l'alliance entre les chefs des organisations ouvrières et les représentants de la bourgeoisie.

Ce sont précisément ces tendances qui sont à la racine des phénomènes de décomposition apparus lors du dernier congrès de la LCR. Les « groupes de travail », les partisans de la « critique de la vie quotidienne » expriment la hargne de la petite bourgeoisie contre le mouvement

ouvrier organisé à qui sont attribuées toutes les tares de la société bourgeoise. Ces phénomènes de décomposition sont aujourd'hui encore limités par la référence, au moins formelle, de la LCR à la IV^e Internationale. Mais la question de l'existence de la LCR en tant qu'organisation ouvrière est posée par le développement en son sein de tels courants petits-bourgeois.

EN CONCLUSION

L'actualité de la révolution européenne ouvre de nouvelles perspectives, mais fixe aussi de lourdes responsabilités aux militants qui œuvrent à la construction de partis révolutionnaires. Œuvrer à résoudre la question fondamentale à laquelle est confrontée la classe ouvrière, œuvrer à résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, exige que la clarté soit faite, que l'ensemble des problèmes soient élucidés. Inévitablement, l'ouverture de la crise révolutionnaire, en même temps qu'elle verra les masses affluer vers les organisations traditionnelles et ainsi renforcer en apparence (mais en apparence seulement) la position des appareils bureaucratiques, donnera de nouvelles bases au développement de courants gauchistes. La moindre concession au gauchisme ne peut que renforcer les appareils, désorienter les masses. Telles sont quelques-unes des leçons de la grève générale de mai-juin en France et de la révolution prolétarienne au Portugal.

Comprendre cela nécessite qu'on aille jusqu'au bout de l'analyse, qu'on ne s'arrête pas à mi-chemin. Le gauchisme n'est pas une « déviation théorique » du mouvement ouvrier. C'est l'expression de la petite bourgeoisie prise à la gorge. Ce qui se manifeste aujourd'hui avec « Libération », certains groupes maoïstes, les diverses formes de « gauchisme culturel », c'est précisément une tendance de la petite bourgeoisie qui, dans

d'autres circonstances historiques, tournerait inévitablement vers une forme de fascisme. Cette voie étant bouchée par la décadence des puissances impérialistes et la puissance du mouvement de la classe ouvrière, nous assistons aujourd'hui à un pourrissement sur pied des tendances gauchistes, reflet parfait du pourrissement de la société capitaliste.

Pour les militants trotskystes, la lutte contre le gauchisme n'est pas une lutte théorique — bien que la lutte théorique soit nécessaire. La

seule manière de saper à la base le gauchisme, c'est d'aider la classe ouvrière à donner sa solution, la dictature du prolétariat, à la crise qui atteint toute la société. C'est donc préparer la révolution et se préparer à la révolution, en opposant la politique du front unique ouvrier à la politique traître des fronts populaires qui voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme.

Denis Collin,
29 mars 1977.

GAUCHESME DÉBATS ET L'AURORE

22^e congrès
du parti
français

Une voie démocratique
au socialisme
un socialisme pour la France



A PROPOS
DE L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT
ET DES « POLEMQUES »
QU'IL A SUSCITE
AU SEIN DE L'APPAREIL INTERNATIONAL DU KREMLIN

la dictature du prolétariat et la bureaucratie du Kremlin

par Michel LANCRAY

1- actualité de la question

Huit années se sont écoulées depuis l'adoption par l'OCI des thèses du XVII^e Congrès définissant la période ouverte en 1968 comme celle de l'imminence de la révolution.

Dans les premières années qui suivirent, les événements vinrent vérifier que l'ensemble des processus politiques, économiques, sociaux s'ordonnaient selon de nouveaux axes.

En l'espace de quelques mois, de la fin de l'été 1970 à l'hiver 1971, la taupe de la révolution dont parle Marx creuse de nombreuses galeries.

G. Marchais à la tribune du 22^e Congrès du PCF, le 4 février 1976, où sera abandonné le principe de la dictature du prolétariat. M. Kirilenko y dirige la délégation du PCUS...

En Jordanie, en septembre, le bourreau Hussein lance ses troupes contre les masses palestiniennes. La bannière du massacre est celle du plan Rogers de liquidation des Palestiniens, rédigé en commun par Washington et Moscou.

La résistance héroïque des masses ouvrières et paysannes prend des formes bien particulières :

« ...en dépit de la tranquillité qui régnait en surface à Irbid, une authentique activité révolutionnaire se développait derrière la scène. Dans chaque rue, les partisans avaient mis en place des comités populaires pour remplacer l'administration. Ces comités élisait à leur tour des représentants des comités

de quartier. Ces derniers, composés de commissaires des partis ainsi que des dirigeants des habitants d'Irbid qui soutenaient la cause palestinienne tenaient chaque soir des assemblées pour discuter de sujets tels que la future organisation de la ville et les préparatifs à faire pour sa défense. Quoique leur structure fut semblable à celle des soviets locaux que les bolcheviks ont formés dans les premiers jours de la révolution russe, ces comités semblaient s'être formés de manière relativement spontanée, en réponse aux événements locaux, sans aucune influence ouverte de Moscou ou de Pékin. Avant que je ne quitte Irbid, un « congrès du peuple » a été convoqué au centre de la ville et a décidé d'interdire l'accès de la ville à tous les fonctionnaires pro-gouvernementaux et de résister à toute attaque de l'armée jordanienne. »

« Newsweek », 27 septembre 1970.

En décembre, le prolétariat se soulève aux deux extrémités de l'Europe, en Espagne et sur la Baltique. Contre Franco qui veut assassiner « Izko et ses camarades », contre Gomulka qui s'attaque brutalement au niveau de vie des ouvriers polonais, la bataille s'engage.

A nouveau, en Pologne, les observateurs constatent ces faits caractéristiques :

« La ville polonaise de Szczecin, devant les émeutes de décembre, s'est transformée en une véritable république ouvrière où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève... La ville a été entièrement paralysée par une grève générale déclenchée le jeudi 17 décembre... On institua un comité de grève qui prit en main tout le pouvoir dans la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité. Une milice ouvrière munie de brassards fut constituée pour empêcher notamment les destruc-

tions de machines dans les usines. »

(« Politika », journal yougoslave cité par « Le Monde », 2 janvier 1971.)

En ce même mois de janvier 1971 s'engage en Bolivie le mouvement de désignation des délégués à l'Assemblée populaire qui se constitue au printemps. Emanation directe des masses ouvrières, paysannes, étudiantes, l'Assemblée populaire concrétise pour toute l'Amérique latine la résurgence d'organismes à caractère soviétique.

Jordanie, Bolivie, Pologne, la lutte pour le pouvoir voit renaître les formes soviétiques d'organisation du prolétariat.

Et c'est bien contre elles à nouveau que, deux ans plus tard, au Chili, se réalise la Sainte-Alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Ici, le commissaire de cette dernière, Etienne Fajon, déclare à son retour de Santiago le 1^{er} septembre 1973, à trois semaines du coup d'Etat :

« Certaines erreurs qui ont été commises n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable. L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme de nationalisations. »

Fajon s'en prend, après les ouvriers, aux paysans qui occupent les terres de façon non « constitutionnelle » ; il prône, face aux soldats et aux marins qui s'insurgent contre leurs officiers, la « cohésion des forces armées ».

A trois semaines du coup d'Etat, tandis que l'armée, sous la direction du ministre de la Défense du gouvernement d'unité populaire, Pinochet, fourbit ses armes contre le pro-

létariat, le stalinien Fajon désigne le problème principal :

« Ce sont certaines théories économiques qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes. »

LES « STRUCTURES ANCIENNES »

Les structures anciennes, ce sont celles de la société et de l'Etat bourgeois. Les structures nouvelles, ce sont celles qu'installent dans les usines et sur les terres, les ouvriers et paysans chiliens.

Le massacre des ouvriers chiliens intervient quelques mois après la signature des accords de Paris sur le Vietnam. Avec l'appui actif de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie chinoise, l'impérialisme US obtient du gouvernement de la république démocratique du Vietnam qu'il souscrive au partage en deux du Vietnam, qu'il reconnaisse le gouvernement et l'Etat compradore de Thieu. Il exige que le gouvernement du Nord-Vietnam impose au peuple du Vietnam au Nord et au Sud l'abandon de la guerre révolutionnaire. La prétendue « troisième composante » inexistante dans la réalité est inventée de toutes pièces afin de masquer l'acceptation du maintien du régime Thieu.

Mais, alors même qu'à l'automne 1973, ces points ont été marqués par la contre-révolution, s'amorce un grand tournant dans la situation internationale.

Coup sur coup, à Londres, à Lisbonne et à Paris, de brusques soubresauts de la crise politique de la bourgeoisie de ces pays viennent modifier l'échiquier de la lutte des classes dans toute l'Europe.

Face à la grève des mineurs qui se dresse contre sa politique de blocage des salaires, le gouvernement Heath joue son va-tout. Convoquées contre la grève, les élections anticipées s'en nourrissent. Elles balayent le gouvernement Heath et portent au

pouvoir les dirigeants du Labour Party, qui n'en peuvent mais.

Le fracas de la chute du gouvernement conservateur dont toutes les bourgeoisies, confrontées à la crise économique menaçante, ont suivi les efforts, retentit sur tout le continent. Les dirigeants du Labour Party ont tenté de faire de la classe ouvrière « la queue de la classe capitaliste, son aile gauche extrême », comme disait Engels, en la forçant à troquer la grève contre l'ordre « démocratique » parlementaire. Ils ont échoué. C'est le Parlement qui s'est soumis à la grève.

Au mois de janvier 1974, ce sont les caristes des mines de Lorraine qui ouvrent la nouvelle voie en France. Toutes choses égales d'ailleurs, en particulier la volonté des directions syndicales de bloquer l'action de classe, un élément du conflit s'est là aussi modifié : les caristes passent outre, imposent la réalisation du front unique de leurs organisations, et remportent la victoire.

Le Bureau politique de l'OCI, opérant une relation politique entre ces faits, déclare le 1^{er} février 1974 :

« Toute l'affaire a eu comme point de départ la volonté de quelques centaines de cheminots des houillères d'obtenir une amélioration de leur classification. Ils estimaient être capables d'imposer, par leur propre force, que soit satisfaite cette revendication (cet aspect est important et doit être souligné). Ils ont imposé la grève aux dirigeants qui n'en voulaient pas. Les dirigeants ont tenté de leur faire reprendre le travail en invoquant que les mineurs seraient lock-outés par la direction, étant donné que le charbon encombrerait le carreau des mines. Ils ont imposé la poursuite du mouvement jusqu'à complète satisfaction (...). L'acharnement des mineurs et des conducteurs de trains en Angleterre donnent un aperçu de ce que sera l'acharnement et la volonté de combat des travailleurs français (...) Désormais, va s'affirmer la ten-

dance au sein de la classe ouvrière à se saisir du problème de l'unité pour l'imposer en vue du combat, celui-ci devenant de plus en plus une nécessité immédiate. En d'autres termes, nous allons vers une situation où la classe ouvrière va s'efforcer de faire sauter le verrou de la politique des appareils.»

Lorsque, deux mois plus tard, survient la mort de Georges Pompidou, ces processus qui se poursuivent dans la classe ouvrière se manifestent avec force dans la grève des banques. Ils sont le facteur le plus puissant de l'accentuation de la crise politique de la bourgeoisie française, de l'impuissance qui paralyse tous les partis bourgeois.

L'accord précaire entre les fractions de la bourgeoisie autour de Pompidou explose. Une force irrésistible semble soulever les sommets du régime. Les institutions de la V^e République, dont l'autorité mortellement frappée par le référendum de 1969 reposait sur leur prétention à représenter et unifier les intérêts disparates des clans de la classe dominante, sont maintenant convoitées par chacun de ces clans.

Tous et chacun, soit qu'ils tentent de dépecer le parti dominant des institutions bonapartistes, soit qu'ils en défendent les positions dans l'Etat, conduisent à leur perte ces mêmes institutions.

En haut comme en bas, les protagonistes de la crise révolutionnaire se disposent.

C'est du sommet encore de l'Etat salazariste déchiré de contradictions que va surgir le coup d'Etat du 24 avril 1974. Ses initiateurs n'ont d'autre ambition, en substituant une dictature militaire à la dictature salazariste « civile », que de préserver les structures corporatistes de l'Etat. La révolte militaire est vite bousculée par la révolution prolétarienne. Juchés à la tête de gouvernements successifs d'union nationale, les généraux et amiraux (que la presse bour-

geoise, social-démocrate, stalinienne et gauchiste s'efforce de peindre en rouge) voient se multiplier à leurs pieds, des usines aux quartiers, des quartiers aux casernes, des commissions de délégués, des comités par lesquels les masses exploitées, les travailleurs et les soldats, les étudiants cherchent à substituer à l'appareil d'Etat disloqué une autre administration, contradictoire aux « structures anciennes ».

Pour reprendre une expression de Trotsky, sous une première nation, s'en lève une deuxième.

« L'UNITE DE POUVOIR, CONDITION ABSOLUE DE STABILITE »

C'est à Trotsky en effet qu'il nous faut revenir pour dégager, sous sa forme la plus générale, le lien profond qui unit toutes ces manifestations de la lutte de classe prolétarienne depuis 1968 :

« Des classes antagonistes existent toujours dans la société et la classe dépourvue de pouvoir s'efforce inévitablement de faire pencher à tel ou tel degré le cours de l'Etat de son côté. Cela ne signifie pourtant pas du tout que, dans la société, règne une dualité ou une pluralité de pouvoirs. Le caractère d'un régime politique est directement déterminé par le rapport des classes opprimées avec les classes dirigeantes. L'unité de pouvoir, condition absolue de la stabilité d'un régime, subsiste tant que la classe dominante réussit à imposer à toute la société ses formes économiques et politiques comme les seules possibles (...).

« Le mécanisme politique de la révolution consiste dans le passage du pouvoir d'une classe à une autre. L'insurrection violente en elle-même s'accomplit habituellement en un court délai. Mais aucune classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une

nuît, quand bien même ce serait une nuit de révolution. Elle doit déjà, la veille, occuper une position extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante ; bien plus, elle doit concentrer en elle les espoirs des classes et couches intermédiaires mécontentes de ce qui existe mais incapables d'un rôle indépendant. La préparation historique d'une insurrection conduit, en période pré-révolutionnaire, à ceci que la classe destinée à réaliser le nouveau système social, sans être encore devenue maîtresse du pays, concentre effectivement dans ses mains une part importante du pouvoir de l'Etat, tandis que l'appareil officiel reste encore dans les mains des anciens possesseurs. C'est là le point de départ de la dualité de pouvoirs dans toute révolution.

(« Histoire de la Révolution russe », tome I, p. 252.)

Evoquant lui aussi, le 9 avril 1917, la situation de double pouvoir, Lénine pose la question de la nature du « deuxième gouvernement ».

« Quelle est la composition de classe de ce deuxième gouvernement ? Le prolétariat et la paysannerie (sous l'uniforme du soldat). Quel en est le caractère politique ? C'est une dictature révolutionnaire, c'est-à-dire un pouvoir qui s'appuie directement sur un coup de force révolutionnaire, sur l'initiative directe, venant d'en bas, des masses populaires, et non sur une loi édictée par un pouvoir d'Etat centralisé. »

(Lénine. Œuvres, Tome XXIV, p. 28.)

Sur cet aspect, Lénine reviendra avec fermeté dans sa polémique contre Kautsky :

« La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce

sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. »

(« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »)

Jetant sur la marche générale des événements passés le regard du marxiste et de l'historien, dans le chapitre qu'il consacre à ce problème, Trotsky précise :

« Il peut sembler que cette digression théorique nous ait distrait des événements de 1917. En réalité elle nous fait pénétrer au cœur du sujet. C'est précisément autour du problème de la dualité du pouvoir qu'évoluait la lutte dramatique des partis et des classes. C'est seulement du sommet de la théorie que l'on peut embrasser du regard cette lutte et la comprendre exactement. »

(Histoire de la révolution russe, p. 260.)

Aucun doute n'est possible, le trait commun des mouvements par lesquels le prolétariat mondial a fêté à sa manière le centenaire de la Commune de Paris de 1871 en témoigne : la nouvelle période de la révolution mondiale met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat, enjeu de « la lutte dramatique des partis et des classes ». C'est à partir de ses positions conquises sur la bourgeoisie dans chaque pays, sur l'impérialisme à l'échelle mondiale, que le prolétariat s'avance.

Sur le fond d'une guerre révolutionnaire qui avait miné, décomposé, la bourgeoisie compradore du Vietnam déjà extrêmement faible, l'Etat, l'armée, le gouvernement compradore de Thieu ne vivaient que directement soutenus par la présence de l'impérialisme US au Vietnam. Armées jusqu'aux dents, étant sur le papier des accords de Paris en position d'écraser la résistance des masses du Sud-Vietnam et du FNL, l'armée et l'administration de Thieu pourries jusqu'à la moelle se sont effondrées deux ans plus tard ainsi

qu'un château de cartes, ouvrant un vide politique énorme que la bureaucratie du Nord-Vietnam s'est empressée de combler, par crainte que les masses n'occupent le terrain politique vide.

L'effondrement de l'impérialisme, au Vietnam, l'amputation de ce moignon gangrené qu'était la clique militaire de Thieu, outre ses conséquences sismiques sur les fragiles Etats bourgeois d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, a rehaussé encore l'importance décisive des centres vitaux impérialistes en Europe.

En Espagne et en France, en Italie, sous des formes différentes dues aux spécificités du développement historique de ces pays, le diagnostic est implacable : la classe dominante ne réussit plus « à imposer à toute la société ses formes économiques et politiques comme les seuls possibles ». Au feu de la lutte des classes, « l'unité de pouvoir, condition absolue de stabilité d'un régime » sera emportée.

Les ouvriers polonais font face à Gierek. Non seulement ce dernier ne peut marquer des points décisifs pour réassurer le pouvoir de la bureaucratie, mais le court et violent affrontement de juin 1976 se solde en sa défaveur. Là aussi, et en URSS, en Chine, « l'unité de pouvoir » est menacée.

Etre révolutionnaire exige pour le moins de reconnaître la révolution qui vient. Pour reconnaître ses traits, il n'est que de suivre les manifestations, sous nos yeux, plus ou moins embryonnaires, plus ou moins développées, de la marche de la classe ouvrière vers le « deuxième gouvernement ». La dictature du prolétariat est à l'ordre du jour. Sa victoire dépend entièrement de la construction du parti mondial de la dictature du prolétariat, la IV^e Internationale. Et le programme de la IV^e Internationale a pour racines les acquis théoriques fondamentaux du marxisme, en particulier sur la question de l'Etat et de la dictature du prolétariat.

2- la signification universelle de la "constitution communale"

Le 30 mars 1977, se déroulait à la Mutualité un débat organisé par le PCF sur le thème « les communistes et l'Etat ». Il s'y trouva de nombreux militants de l'UEC pour défendre, fût-ce formellement, l'objectif de la dictature du prolétariat.

Quelques jours plus tard parut dans « L'Humanité », sous la plume de Claude Prévost (qui s'était déjà distingué contre les étudiants après 1968) cet intéressant passage :

« Mais dans la salle, les références à l'histoire de notre pays ont été à peu près inexistantes. On a parlé, certes, de la Commune de Paris, mais d'après Marx : on s'est référé, non à l'événement, mais à un

texte dont il semblerait (monde renversé) que seul il peut rétroactivement faire passer l'événement à l'existence. Or, il faut le répéter fortement, la stratégie du Parti communiste français n'est pas compréhensible si on ne la rapporte pas au passé national, et à ses caractéristiques originales, à la lutte des classes en France depuis bientôt deux siècles. »

Ce n'est là qu'un aspect de la mise en marche, depuis le XXII^e Congrès du PCF, du lourd appareil des préposés stalinien à la « théorie », qui, des « Cahiers du communisme » à la « Nouvelle critique » en passant par « France nouvelle », ac-

tionnent leur plume servile pour chanter l'extraordinaire découverte du « socialisme aux couleurs de la France ».

L'idée suggérée avec une insistance grandissante par les Prévost de service est simple : Karl Marx n'était-il pas somme toute, un Allemand ? Ses travaux théoriques n'auraient-ils pas quelques aspects teutons qui entacheraient les conclusions ?

Pierre Juquin, qui a médité les textes de Marx à la lumière rétroactive du XXII^e Congrès est de cet avis :

« Est-ce un hasard si son argumentation dans la critique du Programme de Gotha n'est pas seulement théorique, mais aussi fondée pour l'Allemagne sur la réalité de l'Etat bismarckien ? »

Allez vous fier à ces Allemands... Et ne nous parlez pas des Russes : pour Juquin, l'affaire est entendue :

« En 1917, en Europe et particulièrement en Russie, vouloir aller au socialisme sans dictature du prolétariat, c'était ne pas vouloir aller au socialisme.

« Quant en France, en 1976, on compare la réalité que nous connaissons à la réalité connue par Lénine, on aboutit à cette conclusion : vouloir passer à tout prix par la dictature du prolétariat, ce serait de notre part, à nous Français d'aujourd'hui, ne pas vouloir aller au socialisme. »

(« Cahiers du communiste », juillet-août 1976.)

Nous verrons que la politique du « socialisme aux couleurs de la France », qui n'a rien à voir avec le socialisme, a beaucoup de rapports en revanche avec les couleurs de la France, c'est-à-dire celles des Versaillais.

Mais, avant d'en venir aux aspects les plus récents de la lutte que mènent depuis des décennies contre la dictature du prolétariat les bureaucrates staliniens, il nous faut remonter quelque cent ans en arrière.

« L'AMPUTATION » DES ORGANES REPRESSIFS DE L'ETAT

Marx s'indignait en 1875 dans la « Critique du Programme de Gotha » de ce que le parti ouvrier allemand montrait par ce programme que

« les idées socialistes n'étaient pas chez lui à fleur de peau : au lieu de traiter la société présente (et cela vaut pour toute société future) comme le fondement de l'Etat, on traite au contraire l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres. »

Engels définit l'Etat comme « ce pouvoir né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger ». Marx parle de l'Etat bourgeois français en 1871 comme d'une « excroissance parasitaire qui se nourrit aux dépens de la société et en paralyse le libre mouvement », dans « La guerre civile en France ».

C'est pour s'adapter toujours mieux à ses fonctions de coercition, d'instrument des classes dominantes contre les masses opprimées que l'Etat se renforce sans cesse, comme un corps de plus en plus étranger, comme une excroissance.

Les faussaires et révisionnistes ont toujours « corrigé » le marxisme dans le sens suivant : de ce corps étranger, ils font un organe neutre, qui n'est plus instrument de la classe dominante, mais un appareil administratif utile à toute la société susceptible de passer de mains en mains, de « droite » à « gauche », etc.

Dans le premier décret de la Commune, est contenu toute sa signification historique universelle : « la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes ». Il s'agit de « l'amputation » (Marx) des organes répressifs de l'Etat bourgeois, de la création de

« l'Etat des ouvriers armés » (Lénine).

Cet Etat qui se substitue à l'Etat bourgeois, cet Etat d'une autre nature, d'un autre type, Marx en brosse les grands traits à partir de la préfiguration par la Commune de la « Constitution communale ».

Celle-ci aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat :

« Il ne s'agit plus d'un Etat qui recouvre « comme une membrane » la société et en « bouche tous les pores », d'un Etat qui fige constamment en contrôle bureaucratique d'en haut toutes les manifestations de la vie sociale. Les « fonctions légitimes » de l'Etat ouvrier sont « rendues aux serviteurs légitimes de la société ».

« La duperie parlementaire est abolie. Considérez n'importe quel pays parlementaire (...), la véritable besogne « d'Etat » se fait dans les coulisses : elle est exécutée dans les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple. »

(Lénine, L'Etat et la révolution, p. 60.)

La Constitution communale utilise le suffrage universel « comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement ».

Cet « Etat à bon marché » que la bourgeoisie a évoqué à ses grandes heures pour entraîner à sa suite le peuple révolutionnaire, ne peut, par définition, être l'Etat de la minorité exploitée. Il est l'Etat de la classe des producteurs qui, dans sa propre lutte pratique contre la classe capitaliste, a scindé ses intérêts de ceux

de cette classe, s'est constituée en classe indépendante avec ses propres institutions d'Etat, d'un Etat qui « n'est plus un Etat au sens propre » (Engels à Bebel, 28 mars 1875).

La Constitution communale ne repose donc pas sur un organisme parlementaire, mais sur un « corps agissant, exécutif et législatif à la fois » et ses fonctionnaires sont « strictement responsables ».

C'est ce nouvel Etat, l'Etat ouvrier qui, en Russie, en Octobre 1917, se substitue à l'Etat bourgeois tsariste. Et ce que ce premier Etat ouvrier comporte de spécifiquement russe, ce n'est pas son caractère de « dictature du prolétariat ». C'est précisément en cela que, commune victorieuse, il rejoint la Commune défective dans les enseignements universels de la révolution prolétarienne. Ce qu'a de « russe » le premier Etat ouvrier, c'est la combinaison du legs d'arriération avec le régime politique le plus révolutionnaire de l'histoire. C'est cette combinaison qui fait que le pouvoir fut en Russie, dit Lénine, plus « facile à prendre » et plus « difficile à conserver » que dans les pays plus développés.

C'est vers cette Constitution communale, vers cette dictature révolutionnaire qui s'appuie sur « l'initiative directe, venant d'en bas des masses populaires et non sur une loi » que se dirigent spontanément toutes les révolutions prolétariennes de ce siècle. Toutes, elles s'avancent jusqu'à un certain point sur la voie de « l'amputation » des organes répressifs de l'Etat bourgeois, sur la voie de la « Constitution communale », sur la voie de « l'Etat des ouvriers armés ».

Il en est ainsi avec les milices ouvrières espagnoles en 1936, il en est ainsi en Italie, en France, en Grèce lorsque s'effondrent les Etats bourgeois à la fin de la guerre. Il en est ainsi avec les conseils ouvriers d'Allemagne en 1918 et c'est pour les prévenir que, en 1945, les impérialismes « vainqueurs » et la bureaucratie stalinienne se hâtent, lors de la débâcle hitlérienne, de recouvrir

d'une « membrane » militaire la société allemande et de la déchirer en deux.

Il en est ainsi en Hongrie, avec le Conseil central de Budapest, et en Pologne en 1956.

La présence en Bolivie, en 1971, du Parti ouvrier révolutionnaire permet aux masses de franchir de nombreux degrés sur la voie de la centralisation nationale, de « l'organisation de l'unité de la nation », comme

dit Marx, sur les bases de la constitution communale.

Telle est la signification universelle de la Commune de Paris, dégagée par Marx dès le mois de mai 1871. Et lorsque Marx et Engels, quelques années plus tard, engagent la lutte contre les dirigeants de la social-démocratie allemande, la question de l'Etat et de la dictature du prolétariat se trouve au cœur de la discussion.

3- la social-démocratie contre la dictature du prolétariat

Le combat acharné de Lénine à partir de 1914 contre les renégats qui ont conduit la II^e Internationale à la trahison, au rôle d'agent des bouchers impérialistes, est certainement mieux connu que celui qui l'a précédé, de Marx et d'Engels, contre l'opportunisme au sein du parti social-démocrate allemand. Les critiques des Programmes de Gotha et d'Erfurt sont les manifestations les plus célèbres de cette lutte des fondateurs du marxisme contre l'adaptation à la société bourgeoise dans les sommets des partis ouvriers, notamment à propos de l'Etat.

Les « gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand », c'est-à-dire la critique par Marx du programme issu de la fusion du parti d'Eisenach et du parti des lassalliens ne furent pas rendues publiques lors de leur rédaction en 1875. Marx et Engels furent mis délibérément par W. Liebknecht devant le fait accompli du Programme de Gotha, chose fréquente si l'on considère la correspondance entre les exilés londoniens et les dirigeants du parti allemand. L'acceptation des propositions et mots d'ordre de Lassalle restèrent, selon Engels « une honte pour notre parti ». Ce qui permet à Marx et Engels de ne pas dénoncer publiquement ce programme, c'est que

« ces ânes que sont les journalistes bourgeois ont pris ce programme tout à fait au sérieux, ils y ont lu ce qui n'y était pas, et l'ont interprété comme étant communiste. Les ouvriers semblent faire la même chose. C'est cette circonstance seule qui nous permet, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement d'un pareil programme. Tant que nos adversaires et aussi les ouvriers substitueront malgré tout nos intentions à ce programme, il nous est permis de nous taire. »

(Lettre à Bebel,
12 octobre 1875.)

Toutes les « gloses marginales » de Marx reviennent constamment sur le problème de l'Etat, lors même qu'elles ne traitent pas spécifiquement de cette question. C'est ainsi que la critique du « partage équitable du produit » cher à Lassalle a pour Marx comme point de départ « la société qui vient de sortir de la société capitaliste ». Cette société est celle dans laquelle le prolétariat a « encore besoin de l'Etat (...) pour réprimer ses adversaires » (Engels à Bebel 18-29 mars 1875).

Cette société qui porte « tous les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue »,

qui a encore besoin de l'Etat de la dictature du prolétariat pour liquider ces stigmates est fondée sur un droit dont Marx dit qu'il est toujours « dans son principe... le droit bourgeois, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux ». Cet « Etat bourgeois sans bourgeoisie » comme dira Lénine, reconnaît pour ce qu'ils sont les principes « d'égalité » du droit bourgeois, fondé en fait sur l'inégalité comme tout droit.

Il utilise le pouvoir politique comme levier pour changer les fondements réels de la société, parvenir à la phase supérieure de la société communiste où en particulier, le « travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ».

Les phrases ronflantes du Programme lassallien de Gotha sur lequel les eisanachiens avaient, selon Marx et Engels, capitulé, ne servaient somme toute, à travers les notions « d'égalité » et de « partage » qu'à masquer une extrême discrétion sur les voies concrètes de la destruction de l'Etat bourgeois, de la dictature du prolétariat, de l'appropriation collective des moyens de production.

« On en arrive au socialisme vulgaire (qui) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. »

C'est encore la question de l'Etat qui est en cause lorsque le Programme de Gotha demande « l'établissement de sociétés de production avec l'aide de l'Etat, sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte ».

« Par un reste de pudeur », dit Marx, « on place l'aide de l'Etat sous le contrôle démocratique du « peuple des travailleurs » ».

Et il ajoute que ce « peuple des travailleurs » des lassaliens, « en sollicitant l'Etat de la sorte, manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir ni mûr pour le pouvoir ! » Le combat contre la fiction « auto-gestionnaire » commençait déjà...

Marx, raillant l'accolement du mot peuple et du mot Etat qui ne fait pas avancer « d'un saut de puce » le problème de la révolution prolétarienne, définit clairement l'objectif :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

« UNE FISSURE ENTRE LE PARTI ALLEMAND ET LA SCIENCE SOCIALISTE »...

Les « gloses marginales » ne furent rendues publiques que seize années plus tard, Marx étant mort, alors que le Parti ouvrier allemand s'engageait enfin dans la révision de son programme de fondation.

On jugera à ces quelques extraits de lettre d'Engels l'acharnement du combat politique ouvert que la direction du Parti, autour de Liebknecht, mena à partir de janvier 1891 contre la publication du texte de Marx qui, selon cette direction, avait le tort d'opposer ouvertement la dictature du prolétariat à la bouillie du programme officiel sur « l'Etat libre ».

« Tu as lu l'article de Marx dans le *Neue Zeit*. Au début il a provoqué chez les pontifes socialistes en Allemagne une grande colère (...) Liebknecht, naturellement, est furieux parce

que c'est lui qui est visé tout spécialement par la critique et c'est lui le père qui, avec le pèderaste Hasselmann a engendré ce mauvais programme. Je conçois l'épouvante initiale de ces gens qui jusqu'ici tenaient à ne se laisser aborder par les « camarades » qu'avec d'extrêmes ménagements, lorsqu'ils se voient maintenant traiter à ce point sans façon, et que leur programme est dénoncé comme une pure absurdité.»

(A Sorge, 11-2-91.)

Le groupe parlementaire du parti projette une déclaration publique de désaveu contre les gloses de Marx, « cette arme contre nous-mêmes mise ainsi entre les mains de nos adversaires » !

« La grande indignation du groupe social-démocrate au sujet de la publication dans la Neue Zeit de la lettre de Marx sur le programme... »

(A Sorge, 4 mars 1891.)

« Jamais Liebknecht n'aurait donné son assentiment de bon cœur et il aurait tout mis en œuvre pour empêcher l'impression... »

(A Bebel, 1^{er} mai 1891.)

« Depuis que vous avez essayé d'empêcher par la force la publication de l'article et que vous avez fait parvenir un avertissement à la Neue Zeit la menaçant en cas de récidive d'une étatisation possible par le Parti et de la censure, il est inévitable que la prise de possession de toute votre presse par le Parti n'apparaisse sous un jour bien singulier. »

Après avoir accusé les dirigeants du Parti d'appliquer les méthodes de Bismarck dans leurs propres rangs et de se montrer « Prussiens » dans leurs actes, Engels poursuit :

« Une tension même faible, à plus forte raison une fissure entre le Parti allemand et la scien-

ce socialiste allemande seraient tout de même un malheur et un discrédit sans pareil. »

(A Bebel, 1^{er} mai 1891.)

Marx n'est mort que depuis huit ans, Engels est vivant et combat : déjà dans la direction du parti social-démocrate allemand, plus spécialement le groupe parlementaire, le texte de Marx qui oppose la dictature révolutionnaire du prolétariat à la revendication du socialisme « par l'aide de l'Etat » est dénoncé comme « une arme pour l'adversaire » !

La « fissure » dont parle Engels entre le marxisme, le combat pour la dictature du prolétariat et la direction du Parti est bel et bien une brèche.

En s'attelant à la critique du nouveau programme qui doit être présenté à Erfurt, Engels définit immédiatement la cible principale de la critique, il refuse : « le passage sans façon du vieux gâchis à la société socialiste ».

En parlant de revendications politiques, Engels dit qu'elles ont un grand défaut. « Ce que justement il eût fallu dire ne s'y trouve pas. »

« Les choses, dit Engels, doivent être poussées plus avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. (...) On veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique... On fait croire à soi-même et au Parti que « la société actuelle, en se développant, passe peu à peu au socialisme » sans se demander si par là, elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne. »

« LES QUESTIONS LES PLUS PRESSANTES... »

Une nouvelle fois, les problèmes concrets de la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois, et dans ce cas, le mot d'ordre de République démocratique en Allemagne sont escamotés. Engels multiplie les avertissements.

« Une pareille politique ne peut à la longue qu'entraîner le Parti dans une voie fautive. On met au premier plan les questions politiques générales abstraites, et l'on cache par là les questions les plus pressantes qui, aux premiers événements, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. »

Engels concentre la critique sur cette question concrète de la République démocratique qui est « la forme spécifique de la dictature du prolétariat ».

« Cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Et l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous. »

Ce texte ne fut publié que 10 ans plus tard.

Après la mort d'Engels, la direction du Parti social-démocrate s'enfonça de plus en plus dans les « intérêts passagers du jour, la course aux succès éphémères », bref le « sacrifice de l'avenir au présent » jusqu'à ce que les « questions concrètes pressantes » viennent d'elles-mêmes vingt-trois ans plus tard, s'inscrire à l'ordre du jour avec le déclenchement de la guerre impérialiste.

A la lumière, si l'on peut dire, de la trahison du 2 août 1914, Lénine remonte la trace de cet opportunisme foncier sur la question de l'Etat, donc de la dictature du prolétariat.

On trouve dans le chapitre VI de « L'Etat et la révolution », tous les jalons de cet « avilissement du marxisme ». Que ce soit dans ses œuvres de 1899, de 1901, de 1909, Kautsky élude ou omet constamment la question de l'Etat. Il est question de « conquête » de l'Etat, ce qui permet toutes les ambiguïtés.

Et en 1912, la polémique contre Pannekoëk amène Kautsky, directement confronté au problème de la destruction de l'Etat, à se prononcer contre cette destruction.

« Jusqu'ici l'opposition entre les social-démocrates et les anarchistes consistait en ce que les premiers voulaient conquérir le pouvoir d'Etat et les seconds le détruire. »

(Cité par Lénine.
L'Etat et la Révolution,
p. 148.)

Le délabrement opportuniste complet des dirigeants social-démocrates en 1912, à deux années des événements qui vont « inscrire les questions concrètes à l'ordre du jour » se mesure parfaitement à ce passage cité par Lénine :

« Le rôle de la grève de masse ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat... Mais jamais, et en aucun cas, cela ne peut mener à la destruction du pouvoir d'Etat, il ne peut en résulter qu'un certain déplacement du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat. Le but de notre lutte politique reste donc comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement. »

Tel est l'état politique de celui à qui Engels écrivait vingt ans plus

tôt que pour aller vers le socialisme, il fallait « faire sauter la vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ».

Telle est la psychologie du bureaucrate opposant à la lutte de classes le « déplacement du rapport de forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat ».

De 1875 à 1917 donc, de Marx et Engels à Lénine, la question des questions, à partir de laquelle naissent « tensions et fissures » puis scissions nécessaires au sein du mouvement ouvrier, est celle de la destruction de l'Etat et de la dictature du prolétariat.

Et on peut assurément résumer la position marxiste comme suit :

« En aucun cas, il ne sera possible de passer au socialisme sans la suppression des antagonismes de classes. Et celle-ci est impossible sans la dictature du prolétariat »,

comme le fait Emile Bottigelli dans sa préface de 1949 à l'édition de la « Critique » de Marx aux Editions sociales.

LES ANARCHISTES ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT

L'opportunisme qui ravage et détruit comme organisation révolutionnaire la II^e Internationale donne, en retour, un coup de fouet aux théories anarchistes et anarcho-syndicalistes qui, dirigées vers la destruction de l'Etat bourgeois, répondent par la confusion ou le silence au problème de la transition, posé par Marx, d'une société à l'autre.

« L'idée de l'abolition de l'Etat est, chez les anarchistes confuse et non révolutionnaire », voilà comment Engels posait la question, dit Lénine, qui oppose l'angle de la polémique de Marx et Engels avec les anarchistes (« Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit (...) Force est

au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armées inspirent aux réactionnaires »), à celui, opportuniste, de la social-démocratie officielle (« Nous admettons l'Etat, les anarchistes, non »).

Le temps manqua à la III^e Internationale pour, partant de sa conviction de la nécessité de détruire l'Etat, opposée à juste titre aux sociaux chauvins, gagner les combattants anarchistes à la nécessité de la dictature du prolétariat.

La révolution et la guerre civile espagnole allaient, une quinzaine d'années plus tard, sanctionner pratiquement le gouffre théorique béant laissé par l'anarchisme entre la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois et l'exercice par le prolétariat de son propre pouvoir. Sans l'objectif délibéré de cette dictature, le premier objectif ne saurait revêtir qu'un caractère velléitaire.

De l'anarchisme en théorie, Trotsky a dit souvent qu'il n'était qu'un libéralisme poussé jusqu'à l'extrême. Voici la rencontre, le 19 juillet 1936, alors que les milices ouvrières couvrent l'Espagne, entre le représentant catalan de l'Etat bourgeois et le dirigeant anarchiste Abad de Santillan :

« Le président de la généralité, Luis Companys, nous convia à une conférence pour savoir quelles étaient nos propositions. Nous arrivâmes au siège du gouvernement catalan avec les armes à la main, sans avoir dormi, sans nous être rasés depuis plusieurs jours... Quelques membres du gouvernement de la région autonome tremblaient, livides, au cours de l'entrevue à laquelle n'était pas présent Ascaso. Le palais du gouvernement fut investi par l'escorte des combattants qui nous avait accompagnés. Companys nous félicita pour la victoire. Nous pouvions être les seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer la généralité caduque et instaurer à sa place le véritable pouvoir du peuple. »

« Mais nous ne croyions pas à la dictature lorsqu'elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer aux dépens des autres. La généralité resterait en place avec le président Companys à sa tête et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. »

(Abad de Santillan,
« Por que perdimos la guerra »)

Par un autre effet de retour, la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier permet à la social-démocratie d'assimiler à la dictature du prolétariat le masque hideux du stalinisme. Lorsque « minuit sonne dans le siècle », la dictature du prolétariat est combattue dans les rangs même de la classe révolutionnaire, par les efforts conjugués des chefs du stalinisme, de la social-démocratie, de l'anarchisme.

4- le stalinisme contre la dictature du prolétariat

Reprenant les développements de Lénine, après Marx et Engels sur le « dépérissement de l'Etat » (dépérissement justifiant la formule d'Engels « ce n'est plus un Etat au sens propre ») après l'instauration de la dictature du prolétariat, Trotsky souligne en 1936 l'apparent paradoxe de la dégénérescence du premier Etat ouvrier :

« Il n'a même pas commencé à dépérir, pis il est devenu un appareil de coercition sans précédent dans l'histoire.

« L'armée, loin d'être remplacée par le peuple en armes, a formé une caste d'officiers privilégiés au sommet de laquelle sont apparus des maréchaux tandis que le peuple « exerçant en armes sa dictature » s'est vu refuser en URSS jusqu'à la possession d'une arme blanche. »

L'INFLEXIBLE NECESSITE D'UNE MINORITE PRIVILEGIEE

Tout en exprimant ses « regrets » aux scolastiques, Trotsky reprend, en l'approfondissant, l'analyse de Lénine

sur « le double caractère de l'Etat soviétique ».

« L'Etat ouvrier, l'Etat de la dictature du prolétariat, a pour tâche « dérivée » mais tout à fait primordiale, de préparer sa propre abolition. Le degré d'exécution de cette tâche dérivée vériefie en un certain sens avec quel succès s'accomplit l'idée maîtresse : la construction d'une société sans classes et sans contradictions matérielles. Le bureaucratisme et l'harmonisation sociale sont en proportions inverses l'une de l'autre » « La Révolution trahie (RT) ». Mais, dit Trotsky, « le gendarme maîtrisera l'homme tant que l'homme n'aura pas suffisamment maîtrisé la nature. »

Il s'agit ici de tirer toutes les conséquences du fameux principe défini par Marx en 1875 :

« Le droit ne peut jamais s'élever au-dessus du régime économique et du développement culturel conditionné par ce régime. Qui dit droit dit « appareil de contrainte imposant ses normes », poursuit Lénine. Tel est donc le double caractère de l'Etat soviétique : socialiste dans

la mesure où il défend la propriété collective des moyens de production, bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu d'après les étalons capitalistes de valeurs, avec toutes les conséquences découlant de ce fait. » (RT, p. 57.)

« Mais la « dualité des fonctions de l'Etat ne pouvait manquer de se manifester dans sa structure ». « Si l'Etat des ouvriers armés répond pleinement à ses fins quand il s'agit de défendre la propriété socialisée contre la contre-révolution, il en va tout autrement quand il s'agit de régler l'inégalité dans la sphère de la consommation. Ceux qui sont privés de propriété ne sont pas enclins à créer des privilèges et à les défendre. La majorité ne peut pas se montrer soucieuse des intérêts de la minorité. Pour défendre le « droit bourgeois », l'Etat ouvrier se voit contraint de former un organe de type « bourgeois », bref de revenir au gendarme tout en lui donnant un nouvel uniforme. »

La société sans classe suppose la suppression de la démocratie par la résorption de l'Etat, pour parvenir à une société s'administrant elle-même, sans nul besoin d'une tutelle, d'un « pouvoir spécial de répression », fût-il dirigé contre une minorité.

La démocratie soviétique qu'organise l'Etat ou plutôt « le demi-Etat », comme dit Lénine, qu'est l'Etat ouvrier, est le levier ou encore « l'excitateur », comme dit Trotsky, de la production. Pour inciter et exciter tout le monde à produire le plus possible (afin que les « producteurs se sauvent eux-mêmes »), l'Etat ouvrier « ne peut pas ne pas recourir, en les modifiant et en les adoucissant, aux méthodes de rétribution du travail élaborées par le capitalisme ».

Autrement dit, demander « des garanties », comme le font souvent des militants influencés par la propagande bourgeoise ou stalinienne, contre les déformations bureaucratiques dans l'Etat ouvrier, revient à nier,

en idéalistes, avec la nécessaire période transitoire de dictature du prolétariat, « l'inflexible nécessité de former et d'entretenir une minorité privilégiée, tant qu'il n'est pas possible d'assurer l'égalité réelle » (RT, p. 59).

Au contraire, c'est partout, dit Trotsky, y compris dans les pays capitalistes les plus développés, que se manifesteront après la prise du pouvoir les tendances bureaucratiques à « l'étouffement » de la société dans la mesure même où sera nécessaire ce demi-Etat qui, tout en permettant le régime politique le plus démocratique qui ait jamais existé, sera néanmoins encore précisément... une démocratie.

Reculer en idéaliste devant l'absence de « garanties » supra-historiques contre la bureaucratie, c'est perpétrer la même crainte petite-bourgeoise devant les nécessités pratiques de la révolution que celle des anarchistes, raillée par Marx, qui demandent aux ouvriers une fois pris le pouvoir à la bourgeoisie, de déposer les armes au lieu de défendre ce pouvoir par l'exercice de leur dictature.

La clé du problème est ailleurs. D'une part, « plus pauvre est la société née de la révolution et plus cette loi doit se manifester sévèrement, sans détour, et plus le bureaucratisme doit revêtir des formes brutales, et plus il peut devenir dangereux pour le développement du socialisme ».

D'autre part, et surtout, cette loi ne peut être directement contrecarée que par le développement de la révolution à l'échelle internationale dans les pays capitalistes avancés, permettant par un bond gigantesque des forces productives, de renforcer les « tendances socialistes » du demi-Etat, celles qui poussent à sa propre extinction, parce que la fin de la « lutte de tous contre tous » entraîne la fin des nécessaires coercitions, mêmes démocratiques.

Alors, et alors seulement, il devient possible de parler de liberté, en

termes communistes et non dans les termes du capitaliste, du bureaucrate ou du petit bourgeois, qui ne peut imaginer que la liberté puisse exister sans gendarme pour la garantir.

« Quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre mais deviendra lui-même le premier besoin vital, quand avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». »

(Critique du Programme de Gotha, Marx, p. 32.)

LES STALINIENS CONTRE LA DICTATURE DU PROLETARIAT, CONTRE LE FRONT UNIQUE OUVRIER

L'isolement de la révolution russe, l'aide de l'Occident à la première dictature prolétarienne qui tarde à venir, du fait de la trahison des chefs social-démocrates, ont une conséquence dramatique : ce qui n'était conçu par les bolcheviks que comme une trêve devient une « période historique ». Avec la lutte pour le nécessaire qui plie la classe ouvrière et les masses à ses contraintes quotidiennes, s'élève contradictoirement, hypertrophié, le pouvoir de la « minorité privilégiée » dont ne peut se passer « l'Etat bourgeois sans bourgeoisie ».

On commettrait le plus grave avilissement du marxisme en même temps qu'on manifesterait une incompréhension totale de ce qu'est l'Etat

ouvrier si l'on s'en tenait aux seuls facteurs objectifs pour expliquer la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Les souffrances endurées, l'héroïsme des masses révolutionnaires dans la révolution et la guerre civile pour instaurer et défendre l'Etat ouvrier ne se sont pas mués subitement en apathie face à la bureaucratie. La combativité des masses soviétiques est inséparable, en particulier, de leur conscience entretenue par les bolcheviks dans tous leurs discours-programmes, actes gouvernementaux, etc., de ce que la première dictature prolétarienne en Russie ouvrait l'ère de la révolution prolétarienne universelle.

Trotsky insiste, dans la montée de la bureaucratie, sur « deux dates mémorables ». En 1923, « l'attention des ouvriers soviétiques se concentre avec passion sur l'Allemagne où le prolétariat paraissait avancer la main vers le pouvoir. La retraite panique du Parti communiste allemand fut, pour les masses ouvrières de l'URSS, une pénible déception. Alors, commence la campagne de la bureaucratie contre la « révolution permanente » et les premières défaites de l'opposition. Puis, en 1926-1927, « nouvel afflux d'espoir ; tous les regards se portent cette fois sur l'Orient où se déroulait le drame de la révolution chinoise ». Avec la défaite chinoise, organisée par Staline, « une vague glacée de désenchantement passa sur les masses de l'URSS ».

La bureaucratie commence les arrestations d'opposants. On ne saurait mieux exprimer que les deux « tendances » à l'œuvre dans l'Etat ouvrier sont l'expression particulière de la lutte de classe mondiale. Tout ce que l'Etat bourgeois sans bourgeoisie contient de bourgeois, se trouve conforté, renforcé par les défaites et reflux du prolétariat mondial. La dictature prolétarienne et l'avant-garde des ouvriers révolutionnaires sont organiquement reliés au mouvement du prolétariat mondial.

C'est ainsi que les revers du prolétariat mondial (auxquels elle con-

tribuée elle-même) amènent la bureaucratie à s'enhardir, par avances successives, sournoisement, puis brutalement pour chasser les ouvriers du contrôle de leur propre Etat. C'est au moment où le relais de la révolution mondiale semble le plus loin qu'elle affirme : « L'opposition se prépare à nous jeter dans une guerre révolutionnaire pour la révolution internationale. Assez de bouleversements. Nous avons mérité quelque repos. Nous bâtissons chez nous la société socialiste. Comptez sur nous qui sommes vos chefs. » Cette propagande du repos, cimentant le bloc des fonctionnaires et des militaires, trouvait, à n'en pas douter, un écho chez les ouvriers fatigués, et plus encore dans les masses paysannes » (« RT », p. 95).

La « nouvelle couche dirigeante avait ses idées, ses sentiments, et ce qui importe davantage, ses intérêts propres. »

Ce sont ces intérêts, directement, quotidiennement contradictoires en URSS avec ceux de la dictature du prolétariat, que la bureaucratie dresse, en Europe et dans le monde, contre le mouvement des masses vers la dictature du prolétariat.

La lutte contre-révolutionnaire du stalinisme a connu des variantes adaptées au gré des circonstances. Il n'est pas inintéressant, avant d'en arriver aux « polémiques » actuelles à propos de la dictature du prolétariat de rappeler ces variantes.

Contre la révolution prolétarienne, Staline et la bureaucratie du Kremlin utilisèrent deux instruments de division, s'opposant apparemment l'un à l'autre mais servant un même objectif. Jusqu'en 1933-1934, les partis staliniens opposèrent à l'unité de classe du prolétariat contre la bourgeoisie l'ultimatum adressé à tous les prolétaires non organisés dans les PC, de ratifier la « dictature du prolétariat ». Le refus attendu et préparé des larges masses ouvrières de répondre au doigt et à l'œil aux bureaucrates staliniens fut systématiquement taxé non seulement d'oppor-

tunisme mais de « fascisme ». Pêle-mêle, les partis staliniens jetaient dans un sac où ils inscrivaient « fascistes et social-fascistes » tous les partis bourgeois et la masse des ouvriers social-démocrates, convaincus de trahison. Cette tactique stalinienne s'opposait évidemment à tout l'acquis des luttes prolétariennes, exposé notamment dans les thèses du IV^e Congrès de l'Internationale communiste sur « l'unité de front prolétarien », c'est-à-dire le front unique ouvrier.

Dans cette première variante contre-révolutionnaire, le parti stalinien est utilisé par la bureaucratie comme un bélier pour disperser le regroupement naissant de la classe, décourager sa recherche spontanée de l'unité. La provocation, l'ultimatum à la social-démocratie traitée de « social-fascisme » est dressé contre la démocratie ouvrière. L'avant-garde ouvrière est volontairement coupée de la masse et projetée contre cette masse, rendue responsable des retards dans la prise du pouvoir. C'est ainsi que Staline barra la route à la révolution allemande en épuisant le prolétariat allemand en luttes et provocations intestines ouvrant la voie à Hitler.

L'arrivée au pouvoir de la « peste brune » provoqua un sursaut de tout le prolétariat européen, principalement en France et en Espagne, avec la volonté passionnée de ne pas « laisser passer » la racaille fasciste.

Aux injonctions aventuristes (« des soviets partout ») la bureaucratie stalinienne substitua alors les fronts populaires, comme une nouvelle forme de la division.

La « dictature du prolétariat », hier promise pour le lendemain, utilisée comme une provocation contre le front unique était renvoyée aux calendes grecques, devant être précédée d'étapes intermédiaires aussi nombreuses que vagues. L'urgence, c'était l'alliance la plus large entre les partis ouvriers, les partis baptisés « progressistes » contre la menace fasciste. C'est toujours contre le

front unique, contre la constitution du prolétariat en classe qu'est tourné le front populaire. A cette différence que, né comme barrage immédiat à la montée révolutionnaire, il doit se présenter comme le front unique dont d'ailleurs, à l'origine, il usurpe carrément le titre (1934).

Nous voyons donc, alternativement, les mêmes hommes de main de la contre-révolution passer de l'une à l'autre « période », d'un mot d'ordre « sectaire » à un mot d'ordre « unitaire », les deux musiques étant jouées sur le même clavier de la contre-révolution.

A la Libération, en France, en Ita-

lie, les staliniens prenant en charge la reconstruction impossible sans eux de l'Etat bourgeois, mirent en avant une troisième variante, celle de l'union sacrée, l'union nationale, du rassemblement des Français, à l'appel de Maurice Thorez pour « une seule police, une seule armée, un seul Etat ».

Nous allons voir comment, avec la nouvelle période de la révolution mondiale, la bureaucratie stalinienne est amenée à combiner, à utiliser simultanément ou conjointement ces diverses variantes de sa politique contre-révolutionnaire contre le prolétariat.

5- les "polémiques" entre staliniens "sur" la dictature du prolétariat

Un article de M. Victor Zorza, paru le 18 mars 1976 dans l'« International Herald Tribune », donne un aperçu intéressant des discussions entre les dirigeants du Kremlin et le secrétaire général du Parti communiste italien :

« Quand le dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer utilisa le mot « pluralisme », un murmure parcourut la salle pour lui signifier l'hostilité de ces hôtes à ce terme, selon le compte rendu que donna la délégation italienne. Dans le lexique politique soviétique, « pluralisme » est un gros mot. Moscou le considère comme un stratagème capitaliste destiné à amener l'Union soviétique à autoriser l'existence de plusieurs partis et à détruire ainsi le système soviétique.

« Mais le Kremlin était dans l'obligation de publier le texte intégral du discours de Berlinguer dans la presse soviétique. La délégation italienne le passa au peigne fin avant d'approuver la traduction soviétique. Mais le mot avait disparu.

« Les Russes lui avaient substitué le terme « multiforme » qui n'a pas la résonance explosive de « pluraliste ». Ils expliquèrent à la délégation italienne qu'en russe, « pluralisme » est utilisé comme un terme philosophique et pourrait introduire une confusion chez les lecteurs. Les Italiens acceptèrent la modification. Pourtant leurs experts es affaires soviétiques savaient pertinemment que « pluralisme » avait été utilisé, comme terme politique, dans la presse soviétique. Cet incident nous apprend donc quelque chose, sur les dirigeants communistes italiens comme sur les dirigeants soviétiques. Comme Berlinguer le disait récemment, certains à l'Ouest souhaitent que les communistes italiens agissent comme « une cinquième colonne » à l'intérieur du système soviétique. Lui s'y refuse. »

Comme on le sait, le « pluralisme » politique prôné par Enrico Berlinguer est celui qui, sous le nom de « compromis historique » propose l'alliance de tous les partis bourgeois

et ouvriers italiens dits de l'« arc constitutionnel ». Cette Union sacrée, dont l'incarnation est l'actuel gouvernement réactionnaire démocrate chrétien soutenu par un « pacte de gouvernement » qui l'unit au PCI, est directement dirigé contre le mouvement de la classe ouvrière italienne qui tend à balayer « l'ordre » démocrate chrétien reposant sur le parlementarisme corrompu qui couronne l'Etat bourgeois.

Ce n'est certes pas ce « pluralisme »-là qui gêne la bureaucratie du Kremlin, organisatrice des défaites du prolétariat mondial, qui s'est renforcée par ces défaites et a tout à craindre de la révolution prolétarienne en Europe.

Mais en revanche, le simple mot « pluralisme » évoque pour elle un spectre : celui de la renaissance en URSS de la démocratie prolétarienne écrasée sous sa botte, ses fusillades, ses camps. Celui de la remise en cause par la classe ouvrière du monopole d'expression politique réservé à la bureaucratie, maintenu par sa police. Toute la marche de la révolution politique des trente dernières années en URSS et à l'Est de l'Europe, s'exprime en particulier dans la recherche par une avant-garde plus ou moins consciente du droit à l'expression indépendante de la bureaucratie.

Le « pluralisme » que craint par-dessus tout la bureaucratie, c'est celui qui surgit et surgira de la révolution politique et qu'exprime le Programme de transition : « La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique (...) les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques. »

Ce n'est certes pas ce pluralisme-là que souhaite en URSS le stalinien Berlinguer, tout occupé à faire barrage à la révolution prolétarienne en

Italie, où tout pas en avant de la révolution politique en URSS serait un encouragement pour les ouvriers italiens à forcer le barrage. Et c'est pourquoi cette querelle linguistique trouva à Moscou un si heureux dénouement.

Au moment où il n'est bruit que des « polémiques » entre staliniens du Kremlin et « eurostaliniens », de proclamation d'indépendance des partis staliniens européens, nous pouvons donc commencer par écarter toute confusion sur un point : il y a accord parfait, aujourd'hui comme hier, entre staliniens sur l'objectif poursuivi : endiguer, stopper la révolution prolétarienne à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe.

Les contradictions qui se manifestent sont-elles pour autant purement artificielles ? Non, mais elles n'ont rien à voir avec les illusions répandues à ce sujet, comme autant de moyens supplémentaires utilisés par les bourgeois, les staliniens, les sociaux-démocrates et leurs cohortes de journalistes pour tromper et confondre les masses.

Successivement, au cours des deux années écoulées, les Partis staliniens portugais, français, espagnol, japonais, anglais, ont abandonné la simple référence dans leurs statuts à l'objectif de la dictature du prolétariat. A la fin de l'été 1975 paraissaient dans la presse officielle d'URSS des articles inspirés, défendant comme une question de principe l'exigence pour la classe ouvrière dans tous les pays de recourir à la « violence », à la « dictature » pour instaurer et maintenir son pouvoir.

Au début 1976 le XXII^e Congrès du PCF abandonnait la référence à la dictature du prolétariat. La « Pravda » du 17 mars 1976 reproduisait un discours de Souslov dénonçant « ceux qui diffament le véritable socialisme et essaient de balayer l'essence révolutionnaire et porte tort à la cause de la classe ouvrière ».

« CONTRADICTIONS » DE FORME

Du 15 au 20 mars, le chœur touchant des bureaucrates staliniens en poste dans les capitales d'Europe de l'Est, égrène ses couplets :

« Le communisme soviétique représente le meilleur modèle du communisme » (Vasil Bilak — Tchécoslovaquie).

« Une attaque particulièrement violente contre les « anti-communistes » qui « cherchent des compromis sur les questions de principe telles que l'internationalisme prolétarien, la dictature du prolétariat » a été récemment lancée à Ostrava par M. Josef Kempny, membre du Présidium et secrétaire du PC tchécoslovaque. »

« A Plovdiv, le secrétaire du PC bulgare, M. Todor Jivkov s'en est pris à ceux qui avaient modifié l'Internationale, la transformant en une vulgaire musique pop. »

(Le Quotidien de Paris, 15 mars 1976.)

Un autre élément d'analyse entre ici en ligne de compte. Pour les PC d'Europe occidentale la notion de « dictature du prolétariat » doit être bannie parce qu'elle évoque la révolution prolétarienne. Pour la bureaucratie du Kremlin, la notion de « dictature du prolétariat » est synonyme de son pouvoir absolu en URSS et de celui des bureaucraties satellites en Europe de l'Est. Il est dangereux de jouer avec le feu. Il faut conserver la formule de « dictature du prolétariat » identifiée au monopole du pouvoir politique qu'elle exerce. Cette « contradiction » entre les PC et la bureaucratie du Kremlin n'est que de forme, elle résulte des conditions particulières dans lesquelles les uns et les autres exercent une même politique contre-révolutionnaire.

Dans « France nouvelle » du 24 janvier 1976, un article de Yvonne

Quelès, après avoir proclamé que le « concept » de dictature du prolétariat doit « comme tout ce qui vit » se développer et mourir, se poursuit ainsi :

« A ce propos, on est bien obligé de constater que l'espèce de stupeur, plus ou moins feinte, dans laquelle ont paru être plongés la plupart des communistologues, à la suite de la dernière prestation télévisée de G. Marchais, indique, pour le moins, une analyse hâtive et superficielle du cheminement obstiné et résolu du Parti communiste dans une voie que déjà Maurice Thorez dès l'après-dernière grande guerre avait sentie.

« Mais ce qui a totalement changé, de ce temps-là au nôtre, c'est que ce qui était présent comme une possibilité est devenu une nécessité. Pour la France, l'accès au socialisme sera un choix démocratique majoritaire ou ne sera pas. »

Le « pressentiment » de Thorez, c'est sa déclaration au « Times », en 1947, selon laquelle « on peut envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes ». En 1966, les Editions sociales reproduisaient encore la préface de Botigelli à la « Critique du Programme de Gotha » (déjà citée) qui interprétait ce pressentiment comme justifiant pleinement l'exigence de la dictature du prolétariat :

« Mais la recherche des « voix spécifiques » qui rendent moins pénible la marche au socialisme (Dimitrov) ne signifie en aucun cas qu'il sera possible de passer au socialisme sans la suppression des antagonismes de classe. Et celle-ci est impossible dans la dictature du prolétariat. »

Une nouvelle fois donc, laissons de côté les apparences « théoriques » que se donnent les idéologues de la

bureaucratie, dans leurs « polémiques » avec les « communistologues » au sujet des « prestations » de Marchais. Et cherchons les motifs réels des contradictions qui s'expriment au sein de l'appareil international du Kremlin.

DE CE TEMPS-LA AU NOTRE

Qu'est-ce donc qui a changé, « de ce temps-là au nôtre », dans la situation internationale et plus particulièrement pour la bureaucratie du Kremlin ?

De ce temps-là au nôtre, l'ordre mondial de la contre-révolution édifié à Yalta et à Potsdam est entré dans sa phase de dislocation.

De ce temps-là au nôtre, la lutte des classes a remis en cause à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, en Chine, dans les ex-colonies de l'impérialisme, les accords passés entre les grands impérialismes et Staline sur le dos de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

De ce temps-là au nôtre, en dépit des engagements de Staline, la révolution, passant outre, a exproprié l'impérialisme en Chine. La guerre révolutionnaire au Nord-Vietnam, l'effondrement du régime compradore de Thieu au Sud-Vietnam lui ont infligé de nouveaux revers.

De ce temps-là au nôtre, la révolution politique a dressé dès 1953, face à la bureaucratie du Kremlin, la menace directe de la destruction de cette bureaucratie, du retour aux soviets, de la conquête et de la reconquête de son pouvoir politique par le prolétariat en URSS et dans les pays de l'Est.

De ce temps-là au nôtre, la bureaucratie a dû abandonner la politique de « pressions » sur l'impérialisme par laquelle Staline « négociait le prix de son action contre-révolutionnaire ». En ce temps-là, pour contraindre le prolétariat français à accepter la reconstruction de

l'Etat bourgeois, le ministre du général de Gaulle, Maurice Thorez, devait utiliser au maximum le crédit de la révolution d'Octobre, de la victoire des masses soviétiques à Stalingrad. Au nom de la défense de la « dictature du prolétariat » en URSS, de son avenir en France, Thorez appelait les ouvriers à « retrousser leurs manches », les staliniens dénonçaient les grévistes comme agents des trusts.

De ce temps-là au nôtre, le spectre du communisme, de la véritable dictature du prolétariat a commencé ses apparitions à Berlin, Budapest, à Prague et rôde sur les marches du Kremlin.

La marge de manœuvre de la bureaucratie, la possibilité d'une politique de « pression », de « mobilisation contrôlée » des masses par ses agences nationales pour amener les impérialismes aux raisons de la bureaucratie ont disparu : elles supposaient l'absence dans le prolétariat de toute velléité sérieuse d'indépendance politique à l'égard de la bureaucratie. Tant les grèves de 1947, 1953, 1955 à l'Ouest de l'Europe que les grèves et insurrections à l'Est (1953-1956) ont ruiné cette politique stalinienne.

De ce temps-là au nôtre, la bureaucratie stalinienne a dû s'aligner complètement sur les besoins de l'impérialisme, américain en premier lieu, comme chef de file mondial de la contre-révolution.

« L'ESPRIT D'HELSINKI »

De ce temps-là au nôtre, la crise mondiale du mode de production capitaliste, différée après la guerre, par la relance monstrueuse offerte par l'économie d'armement, différée par des palliatifs inflationnistes qui ne font que préparer une plus grande déflagration a commencé à frapper de plein fouet toutes les économies. Successivement, les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, les déclara-

tions de Kissinger, de Nixon, de Ford, de Carter, les accords d'Helsinki frappent sur le même clou : il faut précipiter la pénétration en URSS, à l'Est de l'Europe, en Chine des marchandises et capitaux impérialistes, il faut réintégrer dans l'orbite de l'impérialisme les marchés qui lui ont échappé. C'est là « l'esprit d'Helsinki ». On mesurera à la citation suivante à quelles contradictions doit faire face la bureaucratie. Elle est extraite d'un article du « Monde », en juin 1976, consacré à la situation en Hongrie, au moment où le Président stalinien hongrois Györguz Lazar participait à un dîner offert par le CNPF.

L'article s'intitule « La Hongrie s'oriente vers une économie d'efforts ».

« Notre objectif, déclare M. Gado (de l'office national de Plan) est de diriger la main-d'œuvre vers les firmes qui sont efficaces ou qui doivent accroître leur production. Le maintien du plein emploi est l'affaire du gouvernement central et non pas celle des entreprises, ce qui veut dire, insiste-t-il, que les employeurs ne doivent pas conserver les salariés dont ils n'ont pas besoin. »

« Le même souci de réformer l'équilibre des échanges extérieurs par un accroissement de la productivité a amené le gouvernement à envisager pour le nouveau plan quinquennal un ralentissement du pouvoir d'achat et une meilleure redistribution des revenus. »

On peut supposer que MM. Lazar et Gado ont suivi avec une grande angoisse le résultat des tentatives de leurs compères polonais, animés des « mêmes soucis » qu'eux, pour faire accepter à la classe ouvrière polonaise un « ralentissement du pouvoir d'achat », en ce même mois de juin 1976. Nul doute que toutes les bureaucraties « nationales », celle d'URSS en premier, ont vu beaucoup d'espairs se briser à Ursus et

Radom, aussi implacablement qu'à Gdansk, cinq années auparavant. La classe ouvrière ne laissera pas sans réagir la bureaucratie appliquer les décisions contenues dans les « corbeilles d'Helsinki ».

De ce temps-là au nôtre, ce qui a changé, c'est l'ouverture en 1968 d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne.

Tant la lutte de classes du prolétariat que le mouvement objectif de la crise du mode de production capitaliste exercent des pressions grandissantes sur la bureaucratie du Kremlin, lézardant de fissures son édifice monolithique international.

La période ouverte en 1968 concentre toutes les contradictions accumulées dans les périodes antérieures. Le caractère d'« accident de l'histoire », d'usurpation, de duplicité, de fraude de la bureaucratie stalinienne, « cancer » sur le corps de l'Etat ouvrier, se trouve projeté sur le devant de la scène :

Rappelons le jugement et le pronostic de Trotsky :

« Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale. »

« La contre-révolution en marche vers le capitalisme, devra briser la résistance des ouvriers. Les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur le terrain national et international. »

Faut-il aujourd'hui faire des pas décisifs dans le sens de la restauration ? Comment les faire, face au prolétariat ? Comment ne pas les

faire, devant les exigences, chantages et nécessités propres de l'impérialisme ?

Conserver, maintenir, c'est préparer l'explosion, disent les uns. Modifier l'échiquier des forces, provoquer le prolétariat, c'est préparer l'aventure, disent les autres. Les discussions qui ont précédé l'entrée des chars en Tchécoslovaquie, les reculs successifs en Pologne, les hésitations diverses dans l'ampleur de la répression à engager, jalonnant la marche sinueuse de la bureaucratie, attestent des lignes de contradiction en son sein face à la révolution montante à l'Est et à l'Ouest de l'Europe.

Dès lors, ces lignes de fracture au sein de la bureaucratie du Kremlin trouvent leurs prolongements au sein de ses agences nationales. A l'inverse, les conséquences de la lutte de classes dans chaque pays sur les partis staliniens sont source de contradictions particulières qui amènent chacun de ces partis à prendre sa place et son rôle propre au sein de la crise de l'appareil international.

Quoi d'étonnant à ce que les directions des grands partis staliniens d'Europe de l'Ouest et du Japon, qui ont à charge la défense de l'ordre bourgeois dans ses secteurs clés, se retrouvent principalement sur la « nuance » la plus ouvertement restaurationniste au Kremlin, l'encouragent et la poussent à s'enhardir. Ne sont-ils pas plus à même que quiconque, eux qui doivent prendre en charge toutes les contradictions de leurs bourgeoisies en décomposition, de régimes politiques à l'agonie, de juger de l'urgence qu'il y a pour le système impérialiste dans son ensemble, à bénéficier d'une bienveillance de la bureaucratie plus grande encore ?

Mais on comprend aisément que de nombreux dirigeants staliniens d'URSS, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, etc., soient moins portés à la précipitation lorsqu'ils considèrent les conséquences pour eux de toute offensive contre le pro-

létariat. Qu'ils appellent ce conservatisme « défense des principes du marxisme », de l'internationalisme, ou de « la dictature du prolétariat », a aussi peu d'importance en soi que les prétentions théoriques inverses des autres fractions.

Cet appui apporté par les PC d'Europe et du Japon à l'aile la plus restaurationniste de la bureaucratie est un premier aspect des mobiles cachés derrière les apparentes « polémiques » sur la dictature du prolétariat.

LES « POLEMQUES » DE L'ETE 1975

Il y en a un second. Au cours de l'été et de l'automne 1975, on a vu les partis staliniens français et portugais faire chorus contre la social-démocratie à propos de l'affaire « Republica ». C'est à cette époque, également, que parurent en URSS les articles sur « la violence » auxquels nous avons fait allusion.

Les deux partis portugais et français ont tous deux « abandonné le concept » de dictature du prolétariat. Les deux partis, espagnol et italien, qui s'étaient également débarrassés de ce « concept » encombrant, défendirent le droit de « Republica » à paraître. Chacun de ces partis avait ses propres motivations, tout aussi réactionnaires les unes que les autres, (ce qui n'interdisait nullement d'utiliser leurs contradictions).

Arrêtons-nous un instant à celles des partis portugais et français. Les premiers devaient à toute force diviser le prolétariat qui venait de donner à l'assemblée constituante une majorité PC-PS. Ils devaient frayer la voie au rétablissement de « l'ordre » par les militaires du MFA. D'où la provocation contre le PS, accusé de faire le jeu du fascisme.

Les staliniens français devaient dépenser tous leurs efforts de division pour faire refluer le courant, manifesté dans la classe ouvrière à l'occa-

sion des élections présidentielles, lors des législatives anticipées, et dans sa lutte de classe, pour réaliser son front unique contre la V^e République. D'où leur polémique contre les PS portugais et français, amalgamés pour la circonstance.

Il leur fallait le faire — comme à plusieurs reprises et encore à l'été 1977 — dans la marge de préservation de l'Union de la gauche - front populaire, barrage nécessaire contre la révolution.

Comme on le voit, ces « polémiques » sont empruntées à l'arsenal éprouvé de division dont nous avons parlé. Elles sont l'écho atténué de l'époque du « social-fascisme », combiné avec les exigences de la préparation au front populaire, dernier rempart contre la révolution. Une différence : ce n'est plus au nom de la « dictature du prolétariat », comme dans les années trente, que les accusations sont lancées contre les partis sociaux-démocrates. La théorie, répétons-le, n'a rien à voir ici.

La « Pravda », et les « Izvestia », quant à elles, qui ne sont pas tenues aux mêmes précautions de langage, se lancèrent dans la mêlée avec leurs armes d'époque, sur la « violence révolutionnaire ».

Derrière la bigarrure des apparences, la confusion entretenue à dessein autour des mots, une même réalité : celle d'un appareil stalinien en crise, qui doit préparer et se préparer à la contre-révolution.

Venons-en maintenant à un autre aspect de cet « abandon » du « concept » de dictature du prolétariat, comme dirait Althusser, et qui n'est pas le moindre.

MARCHAIS ET LES PATRONS

La proximité de la révolution prolétarienne en France et en Europe va amener les partis staliniens à lutter ouvertement contre la tendance du prolétariat à constituer et à centraliser ses formes soviétiques d'or-

ganisation des « institutions » du pouvoir ouvrier.

Il faut préparer l'appareil et les militants à combattre à chaque moment, dans toutes les formes concrètes qu'il va revêtir, ce mouvement vers la constitution d'organes du pouvoir ouvrier. A plus forte raison, il faut disposer l'appareil et les militants pour traquer toute expression consciente de ce mouvement, pour faire la chasse comme « agent de la bourgeoisie », ennemi du « socialisme aux couleurs de la France », à tout défenseur conscient de la dictature du prolétariat au sein du mouvement ouvrier. C'est ce que veulent suggérer les Juquin, Prévost, Quilès, etc., dans leurs articles de commande.

C'est le sens des déclarations ridicules de Marchais et des autres dirigeants staliniens français sur le « collectivisme » de Giscard. C'est le sens des injures de Marchais envers ceux qui « s'accrochent au concept de dictature » :

« Croyez-vous que c'est par ce chemin que se fera le passage au socialisme. Au contraire, je peux vous dire que vous contribuez à coup sûr à maintenir la bourgeoisie au pouvoir » (« Le Figaro », 26 avril 1977).

Aujourd'hui, vouloir la dictature du prolétariat, dit Juquin, c'est ne pas vouloir aller au socialisme.

Il s'agit là de préparatifs de grande ampleur : l'appareil stalinien va devoir se dresser face à la révolution prolétarienne dans chaque pays, il va devoir opposer la « démocratie jusqu'au bout » (déclarations Marchais-Berlinguer) à la dictature révolutionnaire, à « l'initiative directe ne reposant sur aucune loi », qui viendra d'en bas, pour reprendre les termes de Lénine.

Au mouvement vers le collectivisme, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes, la prise de possession par la classe ouvrière des moyens de production, les staliniens se préparent à opposer les promesses faites

à l'assemblée du CNPF par le « démocrate jusqu'au bout », Marchais, faisant suite au non moins démocrate Mitterrand :

«... et pour prendre le secteur privé, les droits nouveaux prévus dans notre programme ne mettront pas en cause la décision des chefs d'entreprise.»
(« L'Humanité », 22 avril 1977.)

Or, c'est précisément cette question — qui décide à l'usine ? qui décide dans toute la société ? des ouvriers ou des patrons — que posera la lutte des classes dans la toute prochaine période.

Par ailleurs, en avançant à pas comptés, les staliniens s'efforcent de faire d'une pierre deux coups : d'une part, discréditer, combattre la dictature du prolétariat, le collectivisme comme objectif politique que la révolution opposera au front populaire et à la « démocratie jusqu'au bout », d'autre part se blanchir partiellement des crimes du stalinisme dans lesquels a pataugé et s'est ébatu bruyamment tout l'appareil stalinien français. Tout cela en couvrant la bureaucratie du Kremlin sur l'essentiel : lui épargner au maximum toute entrave à sa répression actuelle contre les militants en URSS et dans les pays de l'Est.

C'est à ces multiples desseins que veut répondre cet article de Kanapa dans « L'Humanité » du 3 février 1977, qui participe de la « polémique » internationale :

« Et il ne faut pas nous dire : « Vous parlez du socialisme à votre aise, vous ne l'avez pas encore construit. » Car nous lutons et nous appelons les travailleurs à lutter — dans les dures conditions du capitalisme — pour le socialisme. Le socialisme, c'est aussi notre affaire.

« Cela dit, parlant d'histoire, il est vrai que nous évoquons aussi « les erreurs et les fautes ». Non pour remuer le passé, ni par souci d'historien — ce n'est pas notre métier —, mais par vigilance politique. Car le passé

comporte des leçons qui ne sont pas de circonstance, mais de fond. Elles portent en particulier sur les rapports qui doivent unir socialisme et démocratie.

« Nous considérons pour notre part — notre XXII^e Congrès en a fait l'axe de ses travaux — que le socialisme c'est et ce doit être la démocratie « jusqu'au bout », c'est-à-dire l'épanouissement continu des libertés individuelles et collectives, la participation active des membres de la société nouvelle à la discussion et à la direction des affaires politiques (...) Cela est d'ailleurs conforme à notre idéal — et c'est au nom de celui-ci que le XX^e Congrès du PCUS, voici plus de vingt ans, a justement dénoncé les pratiques du stalinisme. C'est pourquoi la substitution de la répression (censure, discrimination, poursuites, sanctions pénales) à la discussion à l'endroit de ceux qui expriment et diffusent des opinions différentes de celles du gouvernement et du parti dans tel ou tel pays socialiste, l'insuffisante utilisation des moyens existants (institutions, organisation, presse) pour donner au débat démocratique l'ampleur et la fécondité nécessaires ne sauraient avoir à nos yeux aucune justification. »

Ce qui est ici suggéré est asséné ailleurs par l'alerte « théoricien » Pierre Juquin :

« En 1956, le XX^e Congrès du PCUS critiqua la « période stalinienne ». Ce qui s'est ainsi passé, au cours de la mise en œuvre de la dictature du prolétariat en Union soviétique est, pour nous Français d'aujourd'hui, riche d'enseignements que Georges Marchais a résumés..., etc.

« Les erreurs et les crimes « staliniens » ne mettent pas en cause ce choix révolutionnaire (de Lénine) (...) Leur étude comporte des leçons générales pour notre Parti » (notons en passant que Juquin pense qu'il y a des « leçons générales » à

tirer de « l'étude des crimes », ce qui n'est pas tout à fait identique à « l'étude des erreurs », mais les événements vont si vite qu'on ne peut en vouloir à un stalinien de confondre les variantes de ses mensonges, NDLR) « Importants et instructifs, les aspects négatifs des formes historiques qu'a prise la dictature du prolétariat n'ont pas déterminé néanmoins les décisions de notre XXII^e Congrès, ce qui nous a déterminé, c'est l'examen des changements d'ordre international et national qui modifient, pour la France, les conditions concrètes de la révolution. »

(« Cahiers du Communiste »,
juillet-août 1976.)

Bref, ce n'est pas cela, mais néanmoins, c'est tout de même un petit peu cela.

Telles sont quelques-unes des facettes des contradictions et nécessités réelles qui sous-tendent la « polémique » sur la dictature du prolétariat.

Il nous faudra ensuite examiner les manifestations concrètes du mouvement réel du prolétariat international, cherchant les voies de son propre pouvoir et la politique des marxistes visant à aider ce même mouvement à lever les obstacles dressés sur son chemin.

Michel Lancray,
1^{er} septembre 1977.
(A suivre).

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.

imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695